

Mettre en œuvre

LES INTELLIGENCES CITOYENNES

Une méthodologie de Majo Hansotte



www.mondefemmes.org

**Mettre en œuvre
les intelligences citoyennes**

Majo Hansotte

Ce document méthodologique s'adresse à des formatrices, formateurs, intervenantes, intervenants, citoyennes, citoyens. Il présente de manière extrêmement synthétique les acquis de l'ouvrage « Les intelligences citoyennes », 2^e édition De Boeck 2008, une troisième édition étant en projet. Chaque personne pourra, si elle le désire, recourir au livre de référence pour aller plus loin.

Le présent document est divisé en trois parties : « Repères » aborde les composantes de l'espace public démocratique ; « Jalons » évoque la dynamique des intelligences citoyennes ; « Démarches » propose de construire collectivement une action, à travers des fiches concrètes visant à former ou à animer un collectif.

Chaque partie de ce document peut être consultée pour elle-même ou être articulée aux autres parties, pour s'approprier un processus.

Mettre en œuvre les intelligences citoyennes - une méthodologie de Majo Hansotte, Majo Hansotte, Le Monde selon les femmes, 2013

Relecture : Laurence Delperdange, Claudine Drion et Pascale Maquestiau

© Texte : Majo Hansotte

© Photos : contacter l'auteure

© Illustrations : www.clarice-illustrations.be

Le Monde selon les femmes – Rue de la Sablonnière – 1000 Bruxelles

Tél. ++ 32 2 223 05 12 • Fax ++ 32 2 223 15 12

www.mondefemmes.org

Dépôt légal : D/2013/7926 - 02

Outil de formation, pour formateurs et formatrices, pour citoyennes et citoyens, publié avec le soutien de l'Institut pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, de la Coopération belge au développement, de l'asbl Delfi.



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be



Préface

La méthodologie présentée est en résonance avec les pratiques et la mission du Monde selon les femmes. Nous travaillons avec Majo Hansotte depuis plus d'une dizaine d'années, soit dans des démarches d'intelligences citoyennes qu'elle a initiées, soit en l'invitant dans des associations et ONG avec lesquelles nous sommes en réseau ou lors de collaborations.

Déjà en 2003, le Monde selon les femmes publiait la démarche animée par Majo Hansotte « Dire le Juste et l'Injuste », dans le cadre de la coordination de la Marche mondiale des femmes. Beaucoup d'ateliers ont abouti à des actions citoyennes comme le Parlement des femmes et la mise à sac féministe de Bruxelles.

Des expériences de cette méthodologie ont été développées dans des pays du Sud lors de nos formations. Cela a permis à des groupes institutionnalisés de se mettre en route sur des campagnes de sensibilisation : comme la lutte contre les violences. D'autres groupes ont vécu la méthodologie comme une forme d'analyse des mécanismes de mobilisation pour encourager la citoyenneté des femmes et l'occupation de l'espace public. Dans les groupes non institutionnalisés, les personnes ont découvert une capacité de mise en route autour de nouveaux thèmes face à une injustice sociale jusqu'alors invisible et touchant souvent les femmes. La démarche a eu un écho positif auprès de groupes attachés à l'éducation populaire comme on en retrouve en Amérique latine.

Fondé sur des attendus similaires à la démarche d'*empowerment/empoderamiento* qui se trouve au cœur des missions et de la vision du Monde selon les femmes, ce guide méthodologique sera utile aux animatrices et animateurs autant qu'aux formatrices et formateurs. Il s'agit en effet d'adopter une posture qui pousse chacun-e à s'impliquer sur les plans personnel et organisationnel pour lutter contre les inégalités – de genre, de classe sociale, d'origines culturelles, etc. – en acceptant de se positionner soi-même et de sortir d'une attitude de neutralité.

Nous remercions Majo d'accepter de publier ce guide dans le cadre de la formation de formateurs et formatrices en genre du Monde selon les femmes dans laquelle nous avons intégré la démarche des Intelligences citoyennes. Celui-ci complète le Référentiel pour la formation en genre en donnant une base méthodologique à la déconstruction des justifications des inégalités, à l'expression de valeurs et de propositions « justes pour nous tous et toutes ».

Pascale Maquestiau et Claudine Drion,
formatrices au Monde selon les femmes



Introduction

Le temps des intelligences citoyennes

Collectifs de citoyens, mouvements politiques et sociaux, budgets participatifs, marches locales ou mondiales, forums sociaux, forums mondiaux, luttes syndicales, mouvements de femmes, plateformes et réseaux, conseils de quartier, ateliers urbains, squats et occupations diverses, parades citoyennes, interventions de rue, réseaux sociaux, sites et blogs Internet, chartes : ces dernières années, les modalités de la citoyenneté active se sont enrichies à travers une créativité sans cesse en mouvement. Tous les paramètres de l'humain sont devenus susceptibles d'engagements et d'affrontements. Les questions touchant au Juste et à l'Injuste, aux humains et à la planète, sont plus brûlantes que jamais.

Il ne fait pas de doute que la capacité des citoyennes et citoyens d'anticiper l'avenir, d'imaginer des pistes nouvelles est devenue indispensable. Le fait d'abandonner les choix d'avenir uniquement aux mandataires élus est aujourd'hui peu pertinent à l'heure où le local et le global, le particulier et l'universel ont à s'articuler dans une recherche exigeante du Bien commun. L'intervention collective de l'engagement citoyen nécessite cependant une instance spécifique. Cette instance que l'on nomme métaphoriquement « espace public » est à faire vivre et à renforcer contre la privatisation grandissante de l'agir social et politique par des lobbies fonctionnant selon leurs intérêts propres : renforcer un espace public, local et mondial.

Les citoyens et citoyennes disposent de puissants moyens de communication. Le pouvoir de communiquer à l'infini s'accompagne néanmoins bien souvent d'une grande faiblesse méthodologique : ainsi peut se formuler la difficulté contemporaine de la parole et de l'action, pour des humains assignés, face à leur écran numérique. Cette multiplication des possibilités de communication entre les personnes, à travers les ressources numériques, rend d'autant plus urgente une formation éthique et politique, pour favoriser une culture de l'espace public démocratique, pour refaire corps avec les autres.

Autre urgence. Éviter les pièges de la « démocratie d'opinion », laquelle se réduit le plus souvent à une addition d'affirmations immédiates, instrumentalisées par différentes instances médiatiques, idéologiques, partisans. L'exercice de la citoyenneté nécessite des personnes formées à la complexité et à la mise en suspens des réactions premières.

Les sensibilités contemporaines ne fonctionnent cependant plus à partir d'une vision programmatique de l'engagement politique. Deviennent dès lors essentiels les processus démocratiques, les intelligences collectives.

L'outil présenté ici ne vise pas uniquement à susciter un engagement actif. Il s'agit d'abord de soutenir les dimensions expressives et culturelles du développement citoyen. Que les individus ou les groupes, les travailleurs et travailleuses, les chômeurs et chômeuses, les femmes et les hommes, subissant une injustice, puissent donner du sens à leur expérience. Qu'il s'agisse d'une démarche d'alphabétisation ou de l'apprentissage d'une langue véhiculaire, qu'il s'agisse d'une démarche collective d'interventions critiques, de créations et d'inventions, c'est l'aventure d'une parole émancipatrice qui se joue à travers ces pages.

Partie 1

Repères

Les composantes de l'espace public



Cette première partie propose des repères théoriques. On y trouvera les concepts nécessaires pour asseoir des démarches méthodologiques. Ces référents, s'ils sont indispensables à transmettre a priori aux formateurs, formatrices et aux personnes intervenantes, peuvent en revanche se dégager en cours de travail, dans la pratique d'un collectif citoyen.



Dire le Juste et l'Injuste : une exigence démocratique



Aujourd'hui, l'on dénonce régulièrement le « citoyennisme » qui, à travers des artifices, des leurres, des fausses participations, donne aux citoyens et citoyennes l'illusion d'avoir une place dans la « gouvernance » des sociétés. Est dénoncé aussi le « droit de l'homme » qui pousse les sensibilités contemporaines à défendre surtout et avant tout la liberté individuelle, celle de consommer à tout va ou de s'enfermer dans des particularismes : un relativisme post-moderne, affadissant les exigences fondatrices de la citoyenneté.

C'est juste notre vie... ?

Et pourtant, en revenant vers les fondamentaux démocratiques, l'on découvre une véritable radicalité. « La véritable conquête dans la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, c'est la déclaration elle-même ». Les différents contenus successifs de cette déclaration sont en effet relatifs, liés à un contexte historique particulier, résultant d'un rapport de forces porté au 18^e siècle par une classe sociale en ascension, une bourgeoisie occidentale, essentiellement masculine. Son contenu et son contexte ne sont donc pas universalisables.

Néanmoins, la posture anthropologique de la déclaration des Droits de l'Homme est radicale et forte. Ce qu'il y a de tout à fait nouveau dans l'émergence de la démocratie, c'est le pouvoir conquis par la parole : la pleine posture du sujet qui parle, lequel est considéré comme l'égal des autres humains qui parlent. L'égalité radicale des sujets parlants est au fondement du Droit démocratique. Cette conquête-là est partageable avec tous les humains, puisque nous sommes tous doués et toutes douées de parole sur cette planète ; elle transcende les contextes.

« La véritable conquête, c'est la déclaration elle-même » : pour la première fois dans l'Histoire, en effet, les humains déclarent que le Juste et l'Injuste - ce qui fera loi et définira le vivre-ensemble - est à définir par eux-mêmes ; ils ne l'attendront plus d'une instance extérieure à eux. Cette déclaration, en effet, porte sur les modalités du vivre-ensemble avec comme perspective ce qui serait juste humainement. Sa force première est celle de la proclamation : affirmer, oser dire. Il s'agit d'une conquête de l'énonciation humaine, non limitée à l'Occident, qui place l'exigence du Juste au centre de l'agir commun.

Énoncer chez les humains, c'est d'abord s'ancrer, se territorialiser, c'est-à-dire parler avec d'autres pour agir, pour vivre, pour leur dire qu'on les aime ou pour construire quelque chose : se situer par rapport à des interlocuteurs, y compris via le Net, les canaux numériques ou auditifs... Mais aussi les humains, en parlant, se déterritorialisent : ils ont cette capacité liée à leur cerveau d'évoquer les « délocutés », autrement dit ceux qui ne sont pas là, ceux qui se taisent, ceux qui sont morts, ceux qui habitent ailleurs, ceux qui seront là demain... Les

humains ont aussi la capacité de parler de ce qui n'existe pas (par exemple une licorne). C'est ce double mouvement de territorialisation et de déterritorialisation qui fait qu'une parole citoyenne est complète. On parle à la fois pour nous aujourd'hui, demain, ici, mais on parle aussi pour ceux et celles qui ne sont pas là ou pas encore là, ou ailleurs...

Qu'est ce qui est juste ? Qu'est ce qui est injuste ? Quel est l'angle de vue adopté par le locuteur/citoyen ? C'est celui du tort subi. Le citoyen pense et agit dans une perspective universelle : non pas un universel théorique et abstrait, mais un universel concret. Soi et tous les autres humains. Ce qui va se révéler profondément conflictuel. Il ne revient pas au détenteur du pouvoir, qu'il s'agisse du représentant de Dieu, du pouvoir d'État ou du pouvoir économique, de nous dire ce que sont les torts subis et les exigences de changement qui en découlent.

Est ainsi conquise par cette déclaration une posture de sujet, qui rompt avec l'assujettissement à un « Il » extérieur dictant sa parole : Dieu, Monarque, Chef, Père, mais aussi Marché, Finance. En conséquence, cette affirmation d'un sujet collectif implique une « compétence » linguistique qui est éthique et politique. Les citoyens peuvent se permettre de parler en « Nous », parce qu'ils mettent sur un même pied d'égalité tous les sujets parlants, parce qu'ils revendiquent la liberté de parole pour ces mêmes sujets parlants et qu'ils considèrent que tous les sujets parlants, c'est-à-dire tous les humains, sont pris dans une même destinée, non définie par les pouvoirs verticaux.

Personnes grammaticales et cultures multiples

Pour le linguiste Benveniste, présenté en fin d'ouvrage, tout humain qui prend la parole manifeste qu'il est quelqu'un et son énoncé est marqué par son vécu et son contexte. Telle est la subjectivité humaine, une pratique de parole en construction constante, dans laquelle se manifeste une énonciatrice, un énonciateur.

Certes, les langues varient profondément de l'une à l'autre. L'usage du morphème « Je », par exemple, n'est pas équivalent ; c'est le cas aussi pour d'autres personnes grammaticales. Toutefois, cela ne change pas fondamentalement l'importance de l'énonciation dans l'exercice de la citoyenneté.

La citoyenneté démocratique nous autorise à explorer tous les registres de parole et toutes les personnes grammaticales : je, tu, nous, il, eux, elles, nous tous et nous toutes... Cette parole partagée, devenue un acte, engage notre responsabilité et nous amène à nous positionner.

Car la question fondamentale est celle d'une recherche de justice. Comment, par exemple, une femme ayant subi un viol peut-elle énoncer cette expérience particulière et comment peut-elle formuler une parole disant ce qu'elle a subi, balbutiant un indicible intime qui ne peut être formulé au nom d'un « Nous » communautaire codifié ? Comment parler en son propre nom de sa propre expérience ?

Dans toutes les cultures et dans toutes les langues, il y a un impossible à dire, quelque chose que l'expérience des humains peut difficilement énoncer, parce que les mots n'existent pas pour le dire ou parce que l'ordre social ne l'autorise pas. L'intérêt est de repérer, dans les multiples langues, les ressources linguistiques qui permettent d'exprimer ce qu'un être humain a subi de spécifique ou ce qu'un être humain espère en propre comme vie meilleure, en fonction des injustices et réalités vécues. Comment émerge la parole singulière et comment s'invente la parole collective ?

Ce travail de comparaison d'une langue à une autre peut être extrêmement riche et passionnant : parle-t-on de « mon corps » quand on a subi une violence ou quand on vit quelque chose de particulier ? Comment, dans différentes langues de différents continents, s'évoque la brutalité dont souffrent des êtres humains qui ont forcément un corps bien à eux, dont la parole souffrante ne peut se confondre avec des règles fixées a priori ? Comment celles et ceux qui parlent se désignent-elles ou se désignent-ils comme auteures ou auteurs de leur propre parole ?

Une clé conflictuelle : le Nous Tous et Toutes

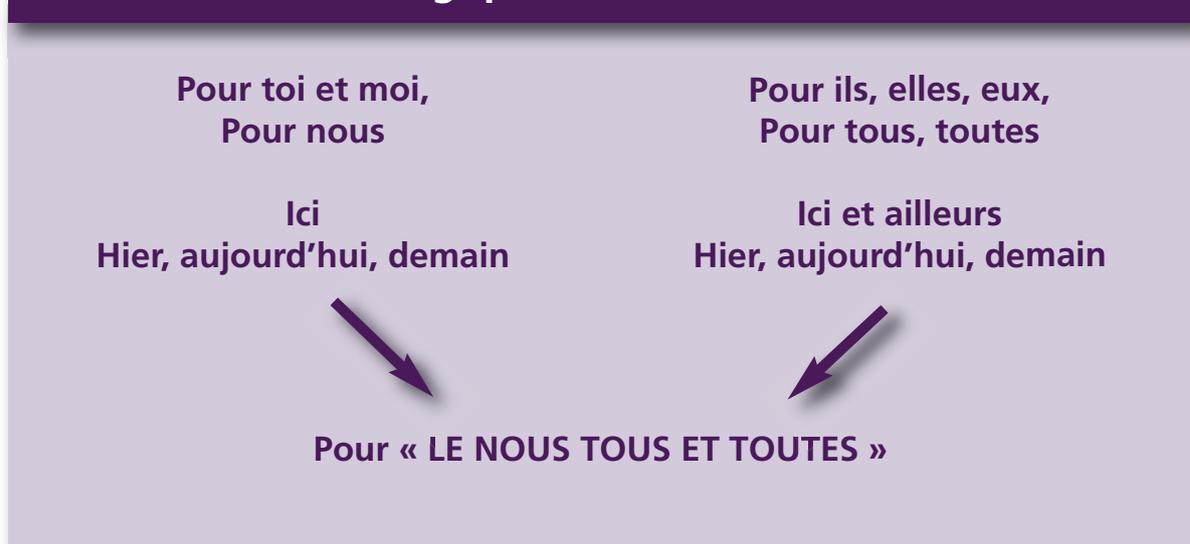
Explorer les personnes grammaticales des différentes langues représente une liberté personnelle et collective. Selon la configuration de la langue française en particulier, cette exploration permet la construction d'un JE et d'un NOUS.

En démocratie, quand on dit Nous, ce Nous n'est pas imposé au départ, ce n'est pas un Nous surplombant, ethnique, communautaire ou national, c'est un Nous qui se construit et se réinvente chaque fois qu'une parole citoyenne s'élabore collectivement. Cette conquête de la grammaire est aussi une épreuve difficile, celle du Nous Tous et Toutes : peut prétendre au Juste, ce qui est exigible pour Nous Tous et Toutes.

Il est dès lors intéressant de découvrir comment la clé éthique et politique du Nous Tous et Toutes se formalise dans d'autres langues que le français. Malgré des divergences très importantes d'un idiome à l'autre, toutes les langues possèdent néanmoins une déclinaison propre de personnes grammaticales et des mécanismes de territorialisation/ déterritorialisation du discours, ce qui les rend susceptibles de nourrir une dynamique démocratique et de s'engager dans un processus concret d'universalisation.

La clé du Nous Tous et Toutes représente une exigence méthodologique de la pensée et de l'action. À la différence des autres personnes grammaticales, qui renvoient à des humains concrets, cette clé ne désigne pas des personnes physiquement présentes et rassemblées. Il s'agit d'une clé mentale, grammaticale et méthodologique : une manière d'actualiser les principes démocratiques et les composantes de l'énonciation humaine.

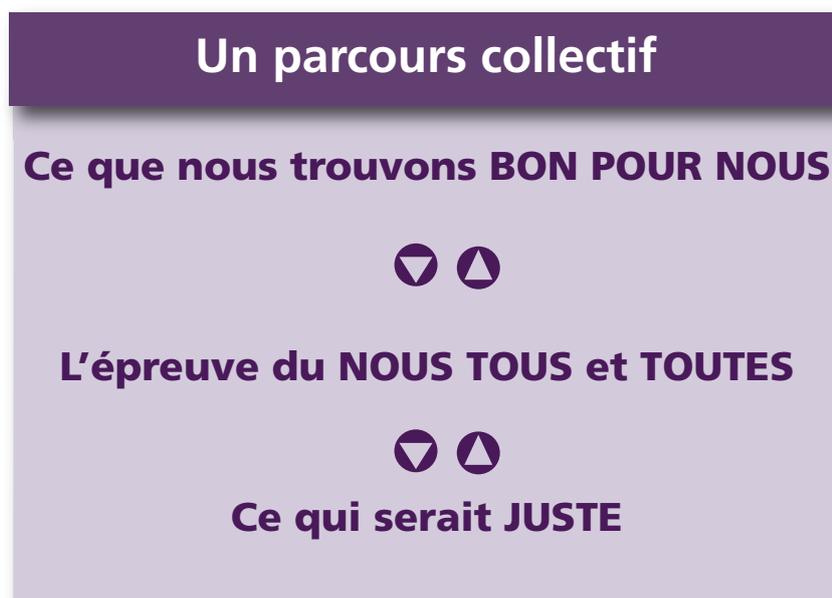
Une clé méthodologique : Nous ici et les autres ailleurs



La clé méthodologique du Nous Tous et Toutes implique que nous puissions construire des parcours collectifs de réflexions et d'actions, permettant de formuler ce que nous estimons bien pour nous, avant de le mettre à l'épreuve du Nous Tous et Toutes, afin de prétendre à une validité et à une légitimité universalisables.

Qu'entendre par universalisable ? C'est une démarche qui généralise les options en fonction du problème posé. S'il s'agit d'un problème lié à une rue particulière, l'universalisation concerne la rue. Ainsi s'agissant d'installer un terrain de basket demandé par des jeunes, il faut pouvoir discuter avec eux de ce qui est bien pour eux, mais aussi envisager toutes les implications positives ou négatives pour les autres habitants du quartier et les institutions qui y sont installées (hôpital, service d'incendie, maison de repos).

S'il s'agit d'un village ou d'une ville, l'universalisation concerne le village ou la ville. Et enfin, s'il s'agit de choix économiques ou autres, impliquant notre société ou le monde, l'universalisation concerne notre société ou le monde. L'universel ici est un processus actif et inventif, lié à la vie des humains. Ce n'est pas un universel théorique ou idéologique, ou encore un universel surplombant, occidental, colonial...



L'épreuve du Nous Tous et Toutes représente une mise en examen, une exigence, un risque, une recherche, un questionnement. Il s'agit donc d'une épreuve au sens éthique et scientifique, mais aussi cette épreuve renvoie au conflit, central en démocratie. En effet, l'exigence du Nous Tous et Toutes suscite nécessairement l'agressivité, le refus, les blocages de la part d'un certain nombre de ceux qui sont dans une situation de privilèges et ne souhaitent pas être confrontés à l'exigence d'un partage ou à d'autres formes de redistribution : un refus débouchant sur des affrontements ou des désaccords.

Cette épreuve heurte aussi tous ceux qui adhèrent à une vérité absolue et unique, valant définitivement pour tous et toutes. A contrario, l'intelligence démocratique reste faillible, puisque nous ne sommes pas Dieu. En conséquence, ce que nous proposons comme le plus juste possible, à la suite d'une démarche rigoureuse, reste traversé par le doute : ce qui **serait** le plus juste possible. Nous pouvons toujours nous tromper.

Une rupture critique

La force de la rupture démocratique repose sur le fait que nous déclarons et que nous ne répétons pas ce qu'un Autre - Puissant, Chef, Prophète - a déclaré à notre place ; nous ne sommes donc pas des enfants obéissants, nous sommes des adultes.

Cette déclaration repose sur l'égalité des sujets parlants et proclame leur fraternité : incontestablement une déclaration d'amour. Elle est aussi une déclaration de lutte : nous posons l'exigence d'un rapport éthique à l'autre - qui est notre frère ou sœur - et en même temps, chaque fois que l'autonomie collective, la solidarité, l'égalité et la liberté des humains sont menacées, nous savons que nous avons à nous battre.

Le conflit est indispensable, inscrit au cœur des régimes démocratiques. Comme citoyens et citoyennes, il s'agit d'apprendre la fraternité et en même temps la capacité d'affrontement, un affrontement qui ne tue pas, qui n'a pas pour enjeu la destruction de l'autre, mais qui cherche à défendre des principes, des droits, des pratiques de vie.



Un gouvernail pour penser et agir

Les interactions entre citoyennes et citoyens sont trop souvent vues comme de simples conversations entre « toi et moi », modèle fallacieux, encouragé notamment par les réseaux sociaux et par toutes les idéologies contemporaines de la « bonne communication ». Une communication efficace, qui vous fait obtenir de l'autre ce que vous voulez. Voir la citoyenneté comme une communication/conversation permanente est désastreux, car une telle vision nous entretient dans un relativisme, où tous les propos se valent, où toute opinion vaut une autre, sans aucun arbitrage rigoureux. Un tel relativisme fait le lit des extrémismes en tout genre et il encourage une passivité consummatrice : nous dormons pendant que l'arbitraire s'installe.

L'expression citoyenne et l'intelligence collective relèvent d'une démarche toute différente, dans laquelle nos interactions sont triangulées par des repères-tiers qui viennent « entre » nos subjectivités pour nous contraindre à construire une parole et une action valides et légitimes. En effet, notre légitimité de citoyennes et citoyens ne repose pas sur le fait que nous avons été élus, puisque nous ne l'avons pas été. Elle repose sur la qualité et la rigueur de nos procédures d'analyse, d'action et d'intervention.

Les composantes linguistiques et éthiques de l'énonciation démocratique s'inscrivent dans une sorte de « matrice de pensée et d'action », laquelle propose à notre sensibilité et à notre intelligence quatre repères - les principes démocratiques - dessinant un périmètre méthodologique ou procédural. Celui-ci garantit à notre pensée et à notre action une validité et une légitimité démocratiques, sans pour autant imposer un contenu a priori. Quel est ce périmètre à l'intérieur duquel construire un rapport au Juste ? Ce périmètre méthodologique peut s'appeler « gouvernail », parce qu'il sert de repère dans la construction et l'ajustement en permanence de nos choix individuels et collectifs.





Le gouvernail

« NOUS » RESPONSABLES AUTONOMIE

LIBERTÉ

JUSTE ?
INJUSTE ?

ÉGALITÉ

*Du « Je » au « Nous Tous et Toutes »
La réponse est à construire...*

FRATERNITÉ

SOLIDARITÉ

Ce gouvernail, qui permet d'évaluer ou d'orienter nos choix d'actions, de pensée ou de décision, est donc constitué par un carré éthique composé de quatre principes ou repères méthodologiques. À l'intérieur de ce carré, il n'y a pas de réponse toute faite, puisque contrairement aux dogmes et aux textes sacrés, le Juste et l'Injuste en démocratie se partagent - laborieusement, par tâtonnement - selon des exigences de méthodes et non à partir d'injonctions transcendantes.

Ces repères sont des principes fondateurs d'une démarche démocratique. Les principes ne sont pas assimilables à des valeurs (culturelles, sociales, religieuses) qui, elles, varient d'une culture ou d'un milieu à l'autre. À la différence d'une valeur, un principe fonde une discipline, un système, une science. Si je fais de la physique quantique, il y a des principes incontournables sans lesquels cette discipline n'existe plus. Si je pratique la géométrie euclidienne, je dois respecter certains principes sans lesquels cette géométrie disparaît. De même, pour qu'il y ait une démocratie politique et sociale, quatre principes sont incontournables qui doivent s'inscrire, autant que possible, dans notre pensée et nos actions.

Les principes démocratiques ne sont pas des vérités révélées par une voix divine ou royale. Ils ont donc surgi de l'expérience concrète vécue par des hommes et des femmes au cours de l'Histoire. C'est la douleur de l'absence de liberté qui rend désirable la liberté ; c'est la violence des rapports inégalitaires qui rend désirable l'exigence d'égalité ; c'est la cruauté d'une société où seuls les riches peuvent se soigner qui rend forte l'exigence de solidarité, à travers une redistribution des ressources.

L'invention démocratique repose au minimum sur deux moments historiques forts. D'abord au 18^e siècle s'affirment l'exigence d'autonomie du corps social, de liberté personnelle (d'entreprise et d'expression essentiellement) ainsi que le refus des privilèges liés à la naissance (refus de la noblesse), le tout valorisant une disposition éthique très large : la fraternité.

Ensuite, aux 19^e et 20^e siècles, les mouvements sociaux corrigent et complètent tout à la fois les exigences précédentes, en revendiquant une égalité réelle et non plus formelle et en traduisant la fraternité dans des dispositions concrètes de partage et de redistribution des richesses, des dispositions institutionnelles appelées « Solidarité ». S'imposent aussi avec les mouvements sociaux les droits au logement, à la santé, à l'éducation, à l'emploi ou à un revenu. Il s'agit désormais de se référer à une démocratie sociale en même temps que politique.

Les quatre principes fondateurs d'une pensée et d'une action démocratiques font système : ils ne peuvent être adoptés séparément et doivent être en interaction permanente. Rappelons cependant que les principes démocratiques sont des anticipations ou des visées non réductibles au réel et qu'ils ont pour destin de ne jamais se réaliser tout à fait. Lorsque l'on nous dira que l'égalité libre et autonome des êtres humains est réalisée, méfions-nous, c'est que nous sommes potentiellement en régime totalitaire. Un régime qui se donnerait comme ayant accompli définitivement les exigences démocratiques (« Nous incarnons le pays de la liberté. Nous incarnons le pays de l'égalité ») imposerait dès lors aux citoyens silence et obéissance. Il n'y a plus à rechercher, refuser, protester : silence, le paradis est réalisé !

Les principes démocratiques relèvent donc d'une anticipation utopique, en ce sens qu'ils ne seront jamais tout à fait réalisés, mais il s'agit d'une exigence anticipatrice qui est motrice, dynamique et constructive. Ainsi l'égalité parfaite, permanente et absolue entre les humains, c'est une utopie, on ne l'aura jamais, il y aura toujours un écart entre cette exigence et les faits. Mais c'est une exigence combative, indispensable à l'évolution démocratique, qui contribue à critiquer et à transformer la réalité, à maintenir le conflit indispensable à la dynamique démocratique.

Cette qualité et cette rigueur sont donc garanties par les quatre principes fondateurs d'un système démocratique, lesquels, pris tous ensemble et de façon systémique, constituent un tiers-garant.



Autonomie ? Nous responsables

Auto-nomos : notre propre Loi. Autonomie ici ne veut pas dire indépendance personnelle, mais désigne une intelligence collective : « Nous responsables ». L'autonomie s'oppose à l'hétéronomie. Un premier repère essentiel en démocratie repose sur l'autonomie collective : pour organiser notre vie ensemble sur cette terre, nous n'obéissons plus à des dogmes sacrés, à des lois divines, à des lois monarchiques, nous construisons nos propres lois, avec les ressources de nos intelligences croisées. Cet enjeu est loin d'être gagné, car les « autorités transcendantes » menacent en permanence l'ordre démocratique : toute-puissance du Marché, de la Finance, des Médias, des Religions, des Nations, des Communautés ou des Ethnies...

Égalité ? Je = Tu

Tous les citoyens et toutes les citoyennes sont à égalité devant la Loi, mais aussi tous les humains, ici et ailleurs, ont le droit d'accéder à l'éducation, à la culture, à la santé, aux loisirs, au logement, à la nourriture, à une rémunération, à un traitement égalitaire entre hommes et femmes. L'égalité n'a rien à voir avec le fait d'être identique. La différence est un fait imposé par le réel, l'égalité est une exigence. C'est parce que nous sommes tous différents et toutes différentes que l'exigence d'égalité a un sens.

C'est l'impatience face aux inégalités qui est centralement à l'origine des révolutions démocratiques, en lien étroit avec une aspiration forte à la liberté. L'égalité est appréhendée au premier chef comme une **relation**, une façon de faire société, de produire et de faire vivre le commun. Plus fondamentalement, c'est l'exigence de ne pas être soumis à un pouvoir ou de ne pas être enfermé dans un esclavage qui est au cœur de l'exigence d'égalité. Le désir de liberté fonde l'exigence d'égalité.

Liberté ? Des choix ouverts

La liberté, c'est notamment le droit pour toutes les personnes d'exprimer des avis et des opinions ; de vivre une liberté de conscience, de culte, d'association. C'est aussi la possibilité de poser des choix de vie individuels et collectifs, pour autant qu'ils n'entraînent pas, sur un plan sociétal ou public, politique ou institutionnel, un recul ou une destruction des principes démocratiques.

Le « principe liberté » est souvent le moins bien compris de tous les principes. La liberté ne prend sens qu'en interaction étroite avec les autres principes : on peut parler de « l'égaliberté ». La liberté implique le nécessaire respect des repères démocratiques et l'arbitrage des préférences personnelles ou collectives par les principes garants. Au nom de mes préférences personnelles, culturelles ou religieuses, je ne peux pas menacer l'égalité et la solidarité entre humains, entre hommes et femmes, par exemple.

Solidarité ? Un monde commun

Ce quatrième repère est très important, car il renvoie à la fraternité, mais aussi à l'égalité : comment ne pas se replier égoïstement sur soi ? Comment apprendre à se mobiliser pour soutenir les personnes qui subissent des injustices ? Comment vivre avec les autres ? La solidarité implique aussi la redistribution des richesses et la défense d'une justice sociale pour tous et toutes. La solidarité est le pont entre liberté et égalité, soutenant leur articulation.

Une conquête de l'énonciation humaine en progression ?

Non les principes de base d'un régime démocratique ne sont pas franco-français ! S'appuyer sur les principes démocratiques dans la définition du Juste et de l'Injuste ne signifie pas que l'on considère comme supérieure aux autres une culture particulière, puisque notamment les luttes contre le colonialisme se sont faites au nom des espérances et exigences démocratiques d'égalité et de liberté.

Ces mêmes exigences soutiennent le combat des étudiants ou des femmes en Iran, la lutte contre le patriarcat en Egypte, en Algérie, au Maroc, les revendications étudiantes en Chine en faveur des Droits humains. Ce sont également les principes démocratiques qui dynamisent les luttes sociales en Amérique latine ainsi que les mouvements occidentaux en faveur d'une plus juste répartition des richesses, en faveur d'un respect de l'environnement...

Cacophonie des intérêts égoïstes ou conflits porteurs ? C'est l'épreuve du gouvernail qui distingue lobbies égoïstes, émeutes destructrices et affirmations démocratiquement légitimes.

L'espace public : une scène pour la parole citoyenne

En régimes autoritaires, l'organisation sociale se partage en deux niveaux : les gouvernants et les gouvernés. Par rapport à l'Ancien Régime, le propre d'une société démocratique est de se déployer en trois niveaux d'organisation sociale et institutionnelle. A contrario, les démocraties instaurent entre les différentes composantes de la vie quotidienne et les instances dirigeantes élues (les États de Droit) une sphère autonome, symbolique, existentielle, relationnelle et dialogique, dans laquelle les citoyennes et citoyens peuvent prendre la parole, s'organiser, contrôler leurs dirigeants, inventer d'autres imaginaires sociaux, diffuser leurs idées, protester, manifester, débattre...

Une nouvelle dimension de la vie appelée « espace public » : le terme a valeur de métaphore, proposée par les philosophes du 18^e siècle, inspirés sans doute par la comparaison avec l'Agora grecque. Cet espace public, ce sont toutes les manières que nous avons de nous préoccuper du Bien commun, en « quittant » notre train-train, en dehors de notre travail, dans une démarche libre. On peut considérer toutes ces modalités d'engagement comme créant une scène publique, laquelle incarne la dimension politique de l'existence, au sens premier du mot « politique », à savoir l'engagement dans la « polis », la cité commune.

La véritable rupture des régimes démocratiques réside en fait dans la centralité de cet espace public, local et mondial à notre époque. C'est la dimension publique de l'existence humaine, à travers laquelle les citoyens et citoyennes, en permanence, ont le droit, et d'une certaine manière le devoir, de contrôler leurs mandataires, de contester ce qui leur paraît injuste, de faire émerger les questions et les problèmes à traiter, de résister aux aliénations et aux enfermements, de proposer d'autres visions des choses, de refuser la dictature des pouvoirs financiers et des violences économiques... Tous les registres du corps et de la parole peuvent être mobilisés pour faire vivre cette scène symbolique, inventée de toutes pièces, selon une créativité toujours ouverte.

Les démocraties ont 3 dimensions

La spécificité des régimes démocratiques ne repose pas d'abord et prioritairement sur l'éligibilité des mandataires politiques. Certes, il s'agit là d'une avancée importante, mais qui ne nous démarquerait pas clairement de l'Ancien Régime : simplement on voterait tous les quatre ans pour Louis XIV, par exemple.

Le propre d'un régime démocratique est donc d'inscrire au cœur de sa dynamique cette scène pour la parole et l'action citoyennes, laquelle scène nécessite pour se déployer un contexte : libre association, libre information, libre expression, libre circulation des corps, des idées et des vécus.

L'instance symbolique de l'espace public se distingue des lieux publics (ce n'est pas la même chose), mais elle nécessite des lieux concrets et communs (et donc aussi des lieux publics) pour se déployer... Elle nécessite également le maniement de multiples langages, des pratiques artistiques ou créatives, la réflexion et l'analyse. Toutefois, la durabilité de cette scène citoyenne est étroitement liée aux trois dimensions constitutives du régime démocratique.



Entre les sphères privée, laborieuse et citoyenne, les interactions sont permanentes et ont considérablement évolué au cours de l'Histoire. Toutefois, c'est la vie citoyenne, fondée sur la liberté personnelle d'engagement et de parole, qui rend possible le contexte indispensable au déploiement de l'espace public. Les associations ou organisations qui structurent la vie citoyenne sont souvent désignées sous le terme de Société civile. Relevons que les partis ont, depuis longtemps, délaissé la formation citoyenne au profit de pratiques essentiellement tournées vers la conquête de l'appareil d'État et vers le succès électoral. Par ailleurs, les démocraties ont comme pente fatale, déjà relevée par Tocqueville, le fait que les institutions publiques (Justice, Aide sociale, Enseignement, Administration) chargées du Bien commun tendent à s'autonomiser, à fonctionner selon leur propre logique.

Si la figure de l'État de Droit reste essentielle, en tout cas au niveau des Nations, le pouvoir en démocratie, à la différence d'une monarchie absolue par exemple, n'appartient à personne : pas de palais où un Roi, un Chef possède le pouvoir comme un talisman à transmettre à ses successeurs. Le pouvoir en démocratie est un « palais vide » : une fonction que l'on prête provisoirement, à l'opposé de toute forme d'oligarchie. L'espace public est à la fois la manifestation et la garantie d'un refus permanent de l'oligarchie, qu'elle soit financière, économique ou autre. Une oligarchie cependant constamment de retour et à combattre, hier comme aujourd'hui.

Historiquement, les interactions entre États et espace public ont été tantôt consensuelles, tantôt conflictuelles, enrichissant la dynamique démocratique. De même, entre citoyens et citoyennes, les interactions sont forcément marquées par la division, la divergence, à travers un pluralisme conflictuel et fondateur. Dès lors se pose la question : comment passer du multiple éclaté à des positions collectives ?

Au-delà du rapport à l'État de Droit, l'espace public est aussi une dynamique autonome entre personnes, se dégageant de leur vie privée, familiale, professionnelle, pour s'engager dans les questions liées à la vie en société. Une dynamique dans laquelle on s'engage librement, qui maintient vivantes l'imagination sociale, la vigilance critique et qui renouvelle les scénarios de vie.

L'espace public, c'est le cœur ou le poumon de la démocratie. S'il s'éteint, nos démocraties deviennent de pures coquilles vides. L'histoire du mouvement ouvrier et des luttes sociales fait apparaître que cet espace public s'est décliné très différemment, selon les époques, selon des codes culturels qui ont évolué sans cesse.

Rôles et fonctions de l'espace public

Les citoyens et citoyennes se parlent. Pour le meilleur et pour le pire, car peuvent se relayer des idéologies antidémocratiques et liberticides. Voilà pourquoi des courants liés à l'action culturelle et à l'éducation populaire soutiennent des démarches susceptibles de renforcer la capacité citoyenne d'agir en fidélité aux principes démocratiques. On peut dessiner deux grandes fonctions pour l'espace public : une fonction verticale de contre-pouvoir face aux puissances et autorités ; une fonction horizontale et culturelle de transformations réciproques.

ESPACE PUBLIC Fonction verticale de contre-pouvoir	ESPACE PUBLIC Fonction horizontale de transformations réciproques
<ol style="list-style-type: none"> 1. Vigilance critique à l'égard des mandataires d'ici et d'ailleurs 2. Refus et résistances face aux pouvoirs arbitraires, Marché, Finance, Médias, Religions... 3. Déconstruction des codes dominants et des messages d'autorité 4. Mobilisations conflictuelles autour du Juste et de l'Injuste 5. Scénographies de l'affrontement, expression des conflits... 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Paroles partagées, partage de récits d'injustice et de savoirs 2. Rigueur procédurale et méthodologique de la parole et de l'action. 3. Transmission des luttes sociales, des conquêtes historiques et des référents démocratiques 4. Élargissement des mentalités et brassage des langages ou symboles 5. Invention d'utopies et construction collective d'interventions créatives

Les démocraties aujourd'hui menacées

Aujourd'hui, les interactions entre personnes engagées dans l'espace public et responsables en charge de l'État sont menacées, car les mandataires politiques n'ont plus de réel pouvoir sur le devenir des sociétés. Le pouvoir est capturé par les puissances financières et économiques, dépossédant les politiques de leur réelle capacité de gouverner. De nos jours, l'on souligne régulièrement l'importance de la fracture civique entre citoyens, citoyennes et responsables politiques : les élections sont impuissantes à transformer les réalités difficiles, les États sont régulièrement complices des puissances financières et des spéculateurs...

En outre, la démocratie représentative fonctionne encore à l'échelle des États, mais elle n'existe pratiquement plus au niveau des grandes instances qui orientent en profondeur nos sociétés : G8, G20, FMI, Banque Mondiale, OMC. Et la dimension représentative fonctionne à peine au niveau des instances européennes.



Les démocraties n'ont plus vraiment 3 dimensions

LES ÉTATS DE DROIT

Fragilisés par les oligarchies, les pouvoirs financiers, les Marchés

L'interaction entre citoyens et États est déstabilisée

UN ESPACE PUBLIC LOCAL ET MONDIAL AU COEUR DES DÉMOCRATIES

Seul contrepoids ou seul espace de défense du Bien commun ?



VIE PRIVÉE



VIE CITOYENNE



VIE LABORIEUSE

En conséquence, les questions liées au Bien commun ne peuvent plus vraiment être traitées au seul niveau des États. Doivent-elles être dès lors essentiellement relayées par les citoyens, citoyennes et leur action, ouvrant une nouvelle aventure indéterminée, au sein d'un espace public local et mondial ? Après 1945, de multiples États ont opté pour la protection sociale et la redistribution. Leur tragique affaiblissement est gros de conflits que les engagements citoyens ont à imposer et à assumer, dans une quête renouvelée du Bien commun. Nous préférons ici le terme « Bien commun » à celui « d'Intérêt général ». Il s'agit de deux notions régulatrices, mais « l'Intérêt général » a souvent été instrumentalisé par les pouvoirs verticaux ou étatiques. Le « Bien commun » présente l'avantage de renvoyer à des dimensions concrètes, à des biens existentiels et horizontaux.



Fragilités et permanences de l'espace public

Le 19^e siècle et les luttes ouvrières nous ont fait découvrir quelque chose de très important : parler, c'est d'abord parler avec le corps. La classe ouvrière opprimée a très vite compris que le registre argumentaire des parlementaires ou des patrons relevait d'un rapport de force et qu'en plus, il servait très souvent à justifier l'ordre dominant. L'affirmation politique est donc passée du verbe au corps : manifester (le tort subi) consiste à marcher ; dans une grève, le corps s'arrête ; les corps s'allongent pour résister aux chevaux... Toute une scénographie citoyenne. Cette esthétique de la manifestation, a marqué l'évolution de l'expression démocratique, en renouant avec l'émotion, avec le rapport physique au monde, avec la souffrance aussi...



Lutte pour les droits civiques
(Etats Unis)



Les Mères de la Place de Mai
(Argentine)



Lutte des étudiants
québécois



Manifestation des Indignés
(Europe)



Le système électoral est un compromis historique entre pouvoir oligarchique et pouvoir du peuple. Les élections risquent donc d'être, dans plusieurs cas de figure, un moment de dépossession du pouvoir populaire, si l'espace public ne reste pas puissant. Espace public et élections : deux temporalités différentes.

Aujourd'hui être citoyen ou citoyenne ne renvoie pas uniquement à une inscription dans un Etat particulier ; nous appartenons aussi au monde. L'expérience citoyenne renvoie ainsi à la rencontre « physique » des corps autant qu'à celle des esprits. Mais lorsque l'événement et l'émergence se vivent à chaud, comment, partout dans le monde, pouvons-nous avoir prise sur nous-mêmes, nous organiser en vue d'une réelle transformation collective ? Lorsque nous nous mobilisons contre l'Injuste, comment pouvons-nous nous soustraire, le mieux possible, aux manipulations idéologiques, financières, religieuses... ?

C'est toute une culture de l'espace public qu'il faut pouvoir déployer, appuyée sur des associations et des mouvements sociaux, à travers une temporalité longue, selon des registres différents. L'espace public ne se limite pas à un moment insurrectionnel ; c'est une dimension permanente de la vie collective, nécessitant une constante pratique de la réflexivité et du questionnement, résistant à toute normalisation.

Du printemps à l'hiver

L'évolution des mouvements sociaux, comme celui des « Indignés » ou comme ceux liés aux « Printemps arabes », pose de nombreuses questions quant à la destinée des luttes démocratiques. Fréquemment, l'on constate malheureusement que les visées d'émancipation se retournent contre les personnes, à travers la récupération de leur espérance par des pouvoirs forts. Les mouvements sociaux partout dans le monde, qu'il s'agisse de l'Europe, de l'Amérique latine ou d'autres régions et continents, montrent que l'histoire des protestations citoyennes balance en permanence entre des moments d'hiver et des moments de printemps.

Le passé et le présent des luttes sociales révèlent aussi régulièrement la fragilité de ces rassemblements collectifs, qui peuvent être récupérés par des propagandes tout aussi aliénantes que ce contre quoi l'on se battait. La fragilité de l'espace public, lorsqu'il se fait manifestation, réside également dans les risques de dérives destructrices et violentes ou encore dans le fait de voir se diluer la cohérence de l'action, à travers des comportements opportunistes, individualistes ou égocentriques.

La réaction contre-égalitaire

Prendre la rue à témoin du tort subi et de l'exigence de nouveaux droits a régulièrement suscité dans l'histoire des démocraties ce que l'on nomme en français « la réaction ». On assiste ainsi régulièrement à des manifestations ou à d'autres actions publiques d'éclat refusant que le tort subi par d'autres soit reconnu et légitimé, que d'autres accèdent à l'égalité ou à l'égalité liberté.

Les femmes qui avortent sont des salopes, les défenseurs de l'euthanasie des criminels, les opposants aux OGM des délinquants, les couples homosexuels des irresponsables, les travailleurs en lutte des ignorants. Les femmes qui aspirent à l'égalité contreviennent à la loi divine. La diabolisation et l'hystérisation du différend représentent des pratiques contre-égalitaires courantes, auxquelles sont confrontés les mouvements sociaux cherchant à élargir les droits.



Espace public et médias : quelle articulation ?

L'espace public ne se confond pas avec l'espace médiatique, tout en entretenant des interactions étroites avec lui. Dans une perspective de conquête démocratique, les journaux ou tracts engagés du 19^e siècle opéraient un travail actif de « médiation », en mettant en contact, les uns avec les autres, les expériences injustes vécues, les colères, les visions du monde, les utopies, les narrations et analyses, pour les renforcer et les mettre en synergie. Une telle médiation a favorisé l'émergence de luttes sociales et d'un espace public concret.

Et aujourd'hui, les réseaux sociaux, les blogs, les sites ou autres alternatives médiatiques, écrites ou audio-visuelles, jouent régulièrement ce rôle de « médiation médiatique » et de mobilisation, à condition que ces modes de communication ne soient pas soumis à une censure, ne soient pas à la solde de puissances financières, et n'enferment pas les gens dans une consommation permanente ou dans une hypnose de l'écran; en bref, à condition de garder une force critique et mobilisatrice.

Aujourd'hui comme hier, la mainmise régulière de puissants groupes financiers, notamment sur la presse écrite et sur les grands médias audio-visuels, risque de coloniser l'espace public, en le configurant et en le rythmant en fonction d'intérêts égoïstes : risque de dépérissement de l'espace public, les médias commandités occupant la place.

Un certain nombre d'événements contrecarrent pourtant cette vision pessimiste en montrant l'efficacité de la « médiation médiatique » des réseaux sociaux notamment. Dans plusieurs événements actuels, les personnes insurgées agissent sur la Toile pour faire entendre leurs voix. La jeunesse intuitivement trouve des astuces de contournement de la censure ; l'usage offensif des nouvelles technologies ne peut plus être contesté. Leur rôle dans la socialisation politique des jeunes non plus.

L'impulsion des engagements qui se tissent en ligne est marquée par l'impératif du résultat, par un sens pragmatique de l'utilité de l'action. Loin de toute communauté de destin, d'identité ou d'appartenance, les collectifs d'Internet se forment de façon infiniment aléatoire, en dehors même des espaces de débats politiques ou politisés. D'échanges au départ anodins peuvent naître des liens plus forts autour d'une volonté d'engagement.

Les réseaux sociaux peuvent donc jeter des ponts entre des conversations agglomérées et un espace public plus autonome que celui dominé par les médias professionnels, en stimulant la capacité d'action, d'auto-organisation, de sensibilisation. Ce que peut rendre possible Internet est un couplage original entre affirmation de soi et action collective.

À condition toutefois que les engagements citoyens puissent disposer de ressources culturelles, sociales et politiques permettant de construire ce pont entre pratiques numériques et engagements effectifs.

Toutefois, il est permis de s'interroger : Facebook et Twitter, nouveaux arbitres des révolutions démocratiques futures ? Les principaux opérateurs sur la Toile sont des entreprises privées dont l'ambition première est de valoriser leurs actifs. L'accès à la démocratie des populations opprimées ne faisant pas partie de leur objet social, on peut se demander ce qui les conduira, selon les conflits, à maintenir ou non en activité leurs services. Comme si ces firmes pouvaient en partie décider de la réussite des rébellions à venir. Selon leurs propres intérêts.

En synthèse comment s'articulent l'espace public politique et les médias ? L'on peut clarifier les rapports étroits entre espace public et médias en disant que le système médiatique n'a pas forcément les mêmes enjeux que l'action collective citoyenne. Il n'est pas commandité au nom des mêmes perspectives. L'autonomie de la parole, de l'initiative et de l'agir sont aux fondements de l'espace public et pas nécessairement aux fondements des médias.

Les références au Juste et à l'Injuste et aux principes fondateurs (voir « le gouvernail ») sont essentielles à l'agir citoyen, alors que ces références ne régulent pas de façon aussi centrale le système médiatique, soumis à la rentabilité, contraint d'être consommé pour subsister. On peut considérer qu'espace public et espace médiatique sont deux systèmes en interaction étroite, mais qu'ils n'ont pas la même destination.

Espace public et espaces médiatiques
Interactions et complémentarités mais finalités divergentes

Espace public : imposer les questions touchant au Juste et à l'Injuste
Espaces médiatiques : être diffusés, être vus, être consommés

Espaces médiatiques en question

Ils servent l'espace public	Ils nuisent à l'espace public
1. Réseaux sociaux et mobilisations citoyennes	1. Imposture de l'opinion publique
2. Circulation des témoignages d'injustices et des vécus	2. Manipulations rhétoriques et communications sociales déformées
3. Mentalités élargies	3. Fabrication orientée des débats publics
4. Informations, diffusion des faits, investigations, dévoilements...	4. Régime de la rumeur, politique people, faux événements, buzz
5. Questionnements critiques	5. Citoyenneté : une simple conversation « planétaire » ?
6. Diffusion d'alternatives sociales, économiques...	6. Consommation plutôt qu'action
7. Partage des cultures, des esthétiques et des savoirs	7. Surveillance panoptique, voyeurisme, menace sur la vie privée

La séparation des pouvoirs et la distinction des sphères

Le fondement d'un État de Droit repose sur le principe de la séparation des pouvoirs, évitant toute forme de totalitarisme, chaque pouvoir limitant l'autre et évitant ses abus. Séparation des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire et au-delà. Un tel principe est tout à fait essentiel ; toutefois, une légitime inquiétude surgit, car on constate de nos jours la montée en puissance du pouvoir économique et financier, fragilisant le pouvoir politique.

Cette séparation des pouvoirs implique aussi la distinction du pouvoir religieux et du pouvoir temporel. À cet égard, l'histoire de nos pays comporte ses obscurités ; en outre, l'on constate de nos jours le retour en force des fondamentalismes religieux pour lesquels la « religiosité totale » sans dehors possible s'impose dans toutes les dimensions de la vie.

Est oubliée l'épreuve que fut pour de puissantes religions la soumission à la loi commune démocratique. Cette soumission fut particulièrement insupportable à l'Église catholique et jusqu'il y a très récemment, on garde en mémoire les combats permanents jalonnés d'affrontements politiques ou autres, entre aspiration de l'Église catholique à dominer le corps social et refus de ce même corps social. N'oublions pas que le Vatican excommunia les députés ayant voté en France la séparation de l'Église et de l'État de 1905. Et en 1920, les cardinaux de France dénonçaient encore cette horrible atteinte au « droit formel de Dieu ».

Aucune religion donc n'a facilement accepté de renoncer à sa domination sur l'État ainsi que sur la vie sociale, et surtout pas l'Église catholique, adepte de longue date du contrôle politique. Il a fallu des décennies pour faire admettre ce principe de séparation, qui péniblement, à travers de lourds sacrifices, a fini par imposer le fait que les lois démocratiques sont le fruit d'un débat entre êtres humains, qu'ils soient ou non intérieurement guidés par la religion, et non la soumission à une prescription transcendante, celle d'un Dieu, relayé par des institutions dominatrices et toutes puissantes.

Distinguer les sphères de l'expérience humaine est non seulement vital pour le futur des citoyens et citoyennes, mais cela représente aussi un impératif catégorique indispensable, qui implique une mise en suspens provisoire des habitudes personnelles, religieuses ou communautaires, pour tous et toutes, mise en suspens salutaire et nécessaire, dans une perspective éthique du vivre-ensemble.

Femmes et espace public, un enjeu vital

Ce principe de la séparation des pouvoirs reste la clé de voûte d'un système démocratique. Et un tel enjeu s'est avéré particulièrement fondamental dans l'évolution de la condition des femmes. En effet, l'imbrication des pouvoirs religieux, politique, judiciaire, économique est particulièrement désastreuse pour les femmes sur cette planète.

On ne soulignera jamais assez combien la distinction des pouvoirs a permis aux femmes, en Occident et partout sur la planète, d'échapper à la toute-puissance de l'autorité traditionnelle, de l'autorité des hommes ; d'échapper à un enfermement dans la sphère domestique. Une femme qui s'engage dans l'espace public, comme un homme d'ailleurs, s'arrache aux injonctions de la vie privée et de la vie professionnelle, s'inventant une identité nouvelle.

L'égalité entre hommes et femmes continue, de par le monde, à poser problème. Les approches de genre font apparaître qu'en dépit des lois, les inégalités subsistent dans les têtes et dans les pratiques.

Plus grave encore, les séquelles du colonialisme et les violences économiques et financières encouragent notamment le recours aux religions, avec comme effet un renforcement du patriarcat dans les systèmes d'organisation sociale. L'on constate que dans la vie privée en particulier, les hommes continuent régulièrement d'occuper une position dominante, sans compter les nombreuses violences dont les femmes sont victimes, un peu partout dans le monde.

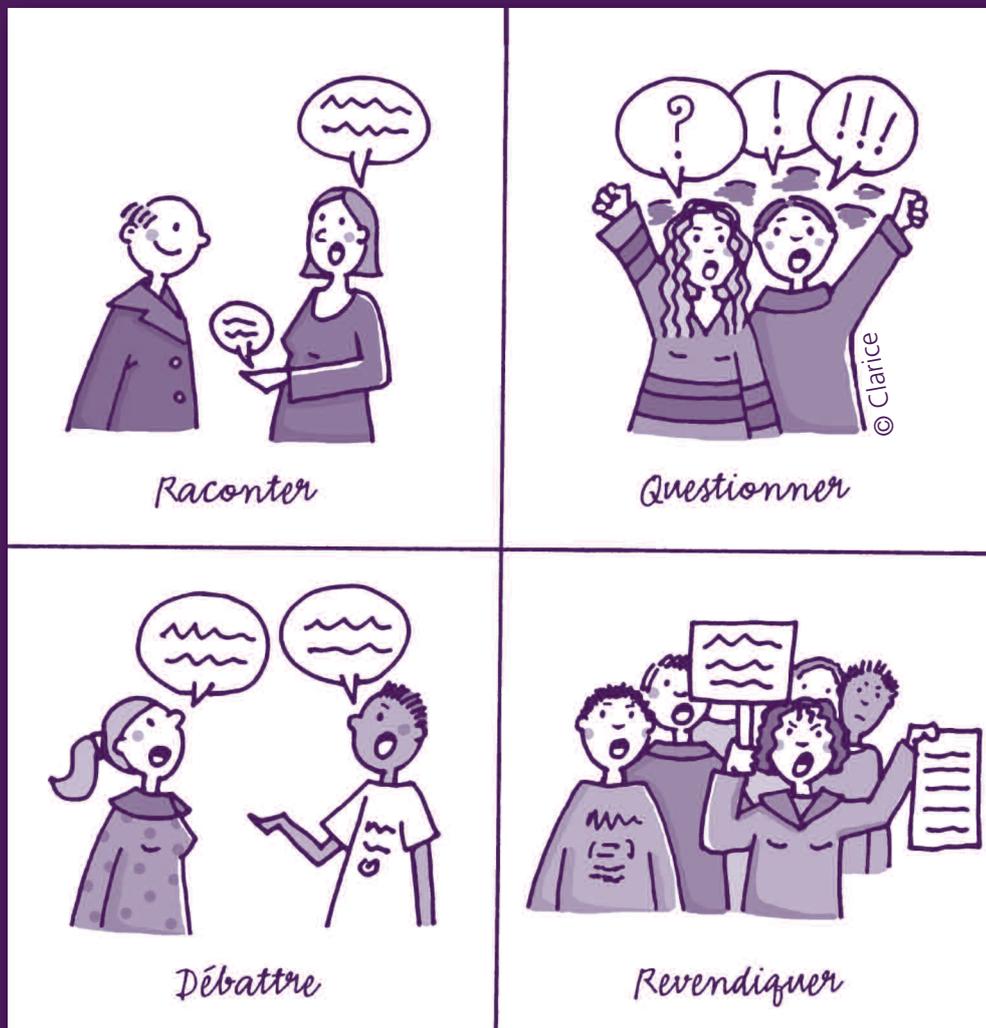
Et même si des avancées sont réelles pour de nombreuses femmes en matière d'accès à la terre, à la propriété, à l'autonomie économique, force est de constater que la vie privée reste patriarcale, dans de multiples sociétés. La vision patriarcale des rapports humains, en effet, traverse les sociétés, les cultures, les classes sociales, résistant aux mutations. D'où l'importance de l'actuel mouvement culturel et politique des femmes, lequel surgit en Inde, en Egypte, en Europe de l'Est notamment. ■



Partie 2

Jalons

La dynamique des intelligences citoyennes



Cette deuxième partie aborde dans les grandes lignes la dynamique des quatre intelligences citoyennes, telle qu'elle se dégage des processus historiques. Seront donc présentées dans cette partie les grandes bases de la formation citoyenne.



Raconter



Questionner



Débattre



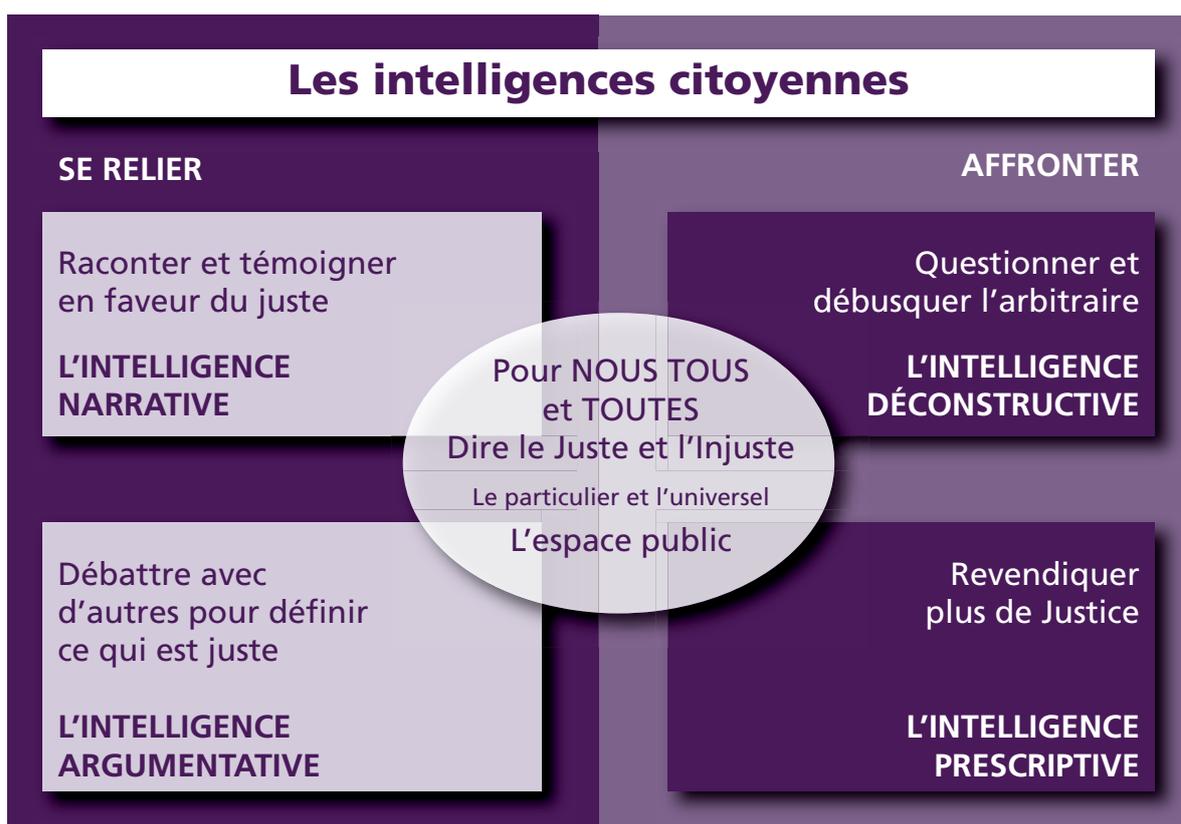
Revendiquer

Quatre intelligences pour un espace public



Comment s'opère le passage de la plainte individuelle à l'exigence collective ?
Comment se forment les rapports entre émotion et affirmation politique ?
Comment la peine ou la joie se concilient-elles avec la raison ?

En parcourant les luttes démocratiques et les mouvements sociaux depuis la fin du 18^e siècle, sur différents continents, on peut identifier quatre intelligences collectives mises en œuvre par les citoyennes et citoyens dans leurs actions. Ce sont ces intelligences-là qu'il s'agit de faire surgir et de valoriser.



Les intelligences narrative et argumentative sont tournées vers le consensus ou la reliance, les intelligences déconstructive et prescriptive vers le conflit ou l'affrontement, même si la démarche critique, fondatrice, fait partie des 4 postures.

Ces 4 intelligences sont dynamiques et interactives. Selon les circonstances, elles s'imbriquent différemment. Cependant, dans une perspective d'éducation ou de formation, l'accès à ces intelligences nécessite des processus concertés.

1 • L'intelligence narrative



Sommes-nous sujets de nos vies ?

Dans une société constituée de mondes multiples et différenciés, les processus de socialisation ne sont plus aujourd'hui homogènes et cohérents. Les individus sont confrontés à des injonctions différentes selon les contextes, les institutions, les milieux. Voilà pourquoi une nouvelle perspective met l'accent sur les processus de subjectivations individuels et collectifs : tous les processus par lesquels une personne, un groupe, un collectif, un peuple... cherchent à se construire face aux emprises sociales et culturelles dans lesquelles ils sont pris. Comprendre les parcours de vie, les trajectoires sociales, mais surtout soutenir la reconstruction du sens que les humains peuvent donner eux-mêmes à leur histoire.

Ainsi, les identifications communautaires, de même que les identifications aux normes sociales, bloquent, lorsqu'elles sont trop écrasantes, la construction d'un sujet capable d'inventer du neuf. Un travail de réflexivité sur nos vies développe une capacité de comprendre d'où l'on vient, de déchiffrer son héritage et d'affronter les contradictions de son parcours, pour se projeter dans un avenir qui ne soit pas répétition du passé.

Toute possibilité de partager sur le sens avec d'autres permet de s'arracher à un monde insensé, dans lequel le sujet n'a plus de place. Poser des questions, parler, écrire, créer et s'interroger sur ce que l'on a exprimé, c'est chercher à donner du sens à nos existences, à l'ordre du monde dans lequel on vit, c'est vouloir comprendre pour pouvoir se situer dans ce monde et dans ses relations avec autrui.

Lorsque des survivants ou survivantes témoignent du génocide rwandais, lorsque des populations bombardées nous parlent des morts et destructions, lorsque des femmes maltraitées disent leurs sévices, lorsque des parents de victimes expriment leur souffrance, ou a contrario lorsque des personnes militantes racontent un combat porteur ou réussi, lorsque des recherches contre la maladie aboutissent, dans tous ces cas et bien d'autres, le récit n'est pas le réel en soi, ne renvoie pas à une seule vérité objective, mais se présente comme une mise en forme de l'agir par des humains narrateurs, s'adressant à d'autres humains narrataires.

Une compétence citoyenne essentielle est donc celle d'une intelligence narrative, permettant d'aborder de façon responsable les questions qui évaluent le passé. Que s'est-il passé, hier et aujourd'hui ? Que pouvons-nous et devons-nous en faire ? Quelle intelligibilité des événements construire ?

On identifie aisément l'importance d'une telle compétence, lorsque l'on songe au révisionnisme, mais aussi aux récits de l'extrême-droite et aux textes intangibles des fondamentalistes. Plus simplement encore, lorsque l'on prend en compte la multiplicité des récits, médiatiques ou autres, dans lesquels nous sommes chaque jour plongés, nous imaginons bien l'importance d'un rapport critique à ces récits, qu'ils soient fictifs ou non, d'ailleurs. C'est le principe même de récit qui se révèle central, dans la mesure où il représente la meilleure modalité discursive pour énoncer l'agir humain, ses principes et ses perspectives.

Le récit, la meilleure et la pire des choses

De très nombreux récits ont eu et ont encore une fonction de légitimation de différents pouvoirs arbitraires. Qu'il s'agisse de récits ouvertement mythiques ou de récits qui se donnent comme la transcription d'une histoire réelle, force est de constater que l'enjeu de ces « récits-mythes » est de faire accepter au narrataire une certaine vision du monde, de l'autorité, de ce qui est bien ou mal, de l'ordre social...

L'urgence face à ces récits de légitimation est donc de les détricoter, de les questionner, de s'interroger de la façon suivante : que cherche à légitimer ce récit ? Quelle vision de l'Histoire et du monde nous donne-t-il ? Quels pouvoirs et quelle logique sociale ce récit défend-il ? Quelle place donne-t-il aux hommes, aux femmes, aux puissants, aux clergés et aux religieux, aux riches... ?

Le récit comme drogue hypnotique

Il est une autre perversion du récit, particulièrement contemporaine, que l'on retrouve dans les médiarécits, dans les storytellings, dans les télérealités, dans les récits circulant sur le Net via les blogs ou les réseaux sociaux... On n'a jamais autant raconté, mais en même temps ces récits ne produisent aucun changement social. Le fait divers est monté en épingle et les récits de reportage, décrivant des tragédies là-bas, quelque part sur la planète, sont dévorés par des spectateurs qui les avalent pour « passer le temps ». Cet usage hypnotique du récit relève quelque part de la barbarie : nous dévorons la vie des autres avec voyeurisme pour échapper à l'ennui. Il n'y a pas de transmission ou de pacte entre celui qui raconte et celui qui reçoit.

Cette annulation de toute réelle transmission dans la consommation du récit-spectacle a été souvent dénoncée, notamment par des reporters qui risquent leur vie pour raconter ce qui se passe ailleurs. Ils voient leur travail faire recette en termes de rentabilité médiatique, mais ne rien produire en termes d'action et de transformation sociale. Ainsi, Anna Politkovskaïa, cette journaliste russe assassinée, disait : « Je leur ai tant montré et raconté sur la Tchétchénie, et ils n'en font rien ! ».

Le récit, moteur de l'intelligence narrative

Malgré tous ces risques de dérives, le récit demeure la meilleure façon de figurer l'agir humain et de le transmettre. Ainsi les enfants à qui l'on ne raconte rien ont des difficultés à percevoir leur devenir. L'utilisation du récit comme moteur d'un pacte représente un des points de départ des « intelligences citoyennes ». Une telle approche consiste à revenir aux sources des mouvements sociaux ou citoyens. Si personne ne raconte plus au présent ce qui se passe ou au passé ce qui a eu lieu, aucune dynamique citoyenne ne surgira.

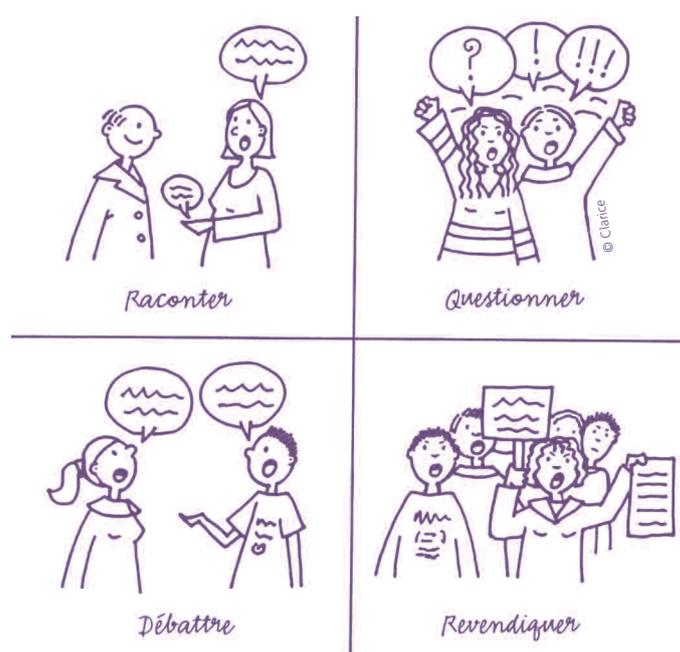
Accueillir les récits du passé et du présent devient un enjeu important, notamment pour les démarches engagées dans l'éducation démocratique, qui doivent pouvoir assurer l'articulation entre des traditions multiples et des processus d'universalisation des principes. Dans la mesure où les récits sont une ressource très riche pour relier des personnes au monde vécu, dans la mesure où ils représentent un registre très largement partagé par différentes cultures, ils sont incontournables dans la formation de l'espace public. En même temps, ils peuvent être le lieu d'un enfermement identitaire : il s'avère dès lors indispensable de clarifier les conditions méthodologiques du travail narratif en démocratie.

Pour redonner au récit sa place dans l'économie démocratique, il est important de promouvoir une intelligence narrative qui se démarque de la soumission dogmatique à des repères sacrés transmis comme immuables, ou encore de la consommation passive dans laquelle le récit est un divertissement dont on s'imprègne sans réflexivité critique.

On peut à cet égard considérer que la pratique du récit, et en particulier du récit d'événements forts pour des collectivités différentes, peut remplir à travers un traitement démocratique une triple fonction : assurer une médiation entre les événements passés ou présents inscrits dans des traditions différentes; décloisonner les opinions publiques à travers une évaluation de l'action se construisant en commun et enfin assurer des processus de réparation du tort subi, à travers une reconnaissance réciproque. Médiation entre vécus différents, évaluation de l'agir et réparation des violences subies, tels sont les enjeux d'une intelligence narrative capable de produire un sens politique à partir d'une expérience multiple.

Un des effets de cette médiation est de favoriser le passage de ce qui est espéré comme Bon par certains à ce qui est revendiqué comme Juste par tous et toutes. L'intelligence narrative, c'est celle de la coopération critique entre la personne qui raconte et celle qui reçoit. Il s'agit d'un pacte. Un pacte est différent d'un contrat. Un pacte engage librement et chaque personne est considérée comme l'égale de l'autre. Ici fait pacte la coopération engagée entre narrateur/narratrice et narrataire pour transformer une espérance particulière de vie meilleure en exigence universalisable. Un tel pacte nécessite pour s'actualiser une instance de médiation qui accueille les récits sociaux et les transforme : telle est la fonction de médiation de l'espace public contemporain, où ne se jouent pas seulement la diffusion des récits, leur publicité, mais aussi leur transformation et potentialisation.

Le travail à l'œuvre dans le pacte narratif implique donc que les personnes réceptrices d'un récit soient aussi actives et engagées que les personnes narratrices et que les deux parties s'impliquent dans une coopération qui suspend et diffère les exigences de « vie bonne » engagées dans le récit, pour les soumettre à l'épreuve du Nous Tous et Toutes. Ce travail de mise en suspens peut s'opérer avec les personnes narratrices elles-mêmes, si elles sont présentes, ou en leur absence.



2• L'intelligence déconstructive



Qu'entend par déconstruire ? Le mot renvoie à une attitude très ancienne, notamment celle de Socrate, ce philosophe grec épris de questionnement, ou d'Averroès, ce penseur théologien de la période arabo-andalouse, défenseur de la séparation entre religion, science et politique : questionner en permanence, douter, pratiquer la vigilance critique. Car la violence sociale s'installe lorsque l'on nous fait croire que les mots ou les codes, y compris les codes sociaux, échappent à la construction humaine, échappent aux rapports de force. Lorsque les significations sont présentées comme sacrées, absolues, intangibles, définitives, essentielles.

Parler des intelligences citoyennes relève d'une confiance très grande dans le pouvoir de la parole et de l'action, dans la capacité des humains de formuler des exigences et de se battre pour elles. Ce sont les philosophies de la résistance qui nous rendent attentifs à l'humiliation, à l'aliénation et contrecarrent les visions optimistes ou volontaristes de l'espace public contemporain. Pour ce dernier courant, l'espace public démocratique est précisément ce que les rapports de force locaux et mondiaux ne cessent de refouler.

L'ouvrier du milieu du 19^e siècle ne pouvait exprimer, dans le langage et le droit de l'époque, le tort dont il était victime. Ce qu'il avait à dire était en excès sur toute formulation advenue. Il a fallu la grève, le sabotage, et même l'émeute et l'insurrection, pour que le tort trouve à se formuler à travers les syndicats ouvriers, à travers le droit social et le droit du travail, mais également à travers une littérature, un imaginaire, une utopie... Aujourd'hui, de nombreuses personnes réfugiées et immigrées sont dans cette situation où elles ne peuvent exprimer, dans notre langue et dans notre droit, le tort dont elles sont victimes.

Malgré les conquêtes sociales, le tort ne peut toujours pas être entendu ou reconnu en tant que tel. Dans le contrat de travail, par exemple, le travailleur n'est libre que dans le cadre de ce qu'il peut légalement faire valoir. Si ses revendications légales sont écoutées, le véritable tort subi ne sera jamais entendu.

Une impertinence culturelle

La ségrégation et la hiérarchisation arbitraire exercées par les codes représentent une expérience radicalement transculturelle. Aucune culture, aucune langue n'échappe à cette violence qui a pour revers la mutilation, l'humiliation et la domination. Résister, c'est alors ouvrir les portes à un décloisonnement des codes, pour mieux refuser leur commun arbitraire. L'intelligence déconstructive mobilise pour ce faire toutes les ressources culturelles et esthétiques présentes sur cette planète. L'utilisation des médias numériques et la capacité des gens à pratiquer l'impertinence se sont vérifiées dans plusieurs événements liés aux mouvements récents dans le monde.

Le terme « déconstruction » est emprunté à Jacques Derrida, présenté en fin d'ouvrage, mais la démarche en elle-même est transculturelle et anthropologiquement très ancienne. On peut donc parler aussi d'intelligence critique ou de vigilance créative.

Les codes, qui nous sont donc donnés comme des significations absolues et fondées, sont en réalité le fruit d'un arbitraire construit à travers des rapports de force notamment. Toute culture est donc à la fois une ressource pour agir dans la vie et pour créer de belles choses, mais est en même temps un coup de force permanent. Toute culture peut donc être aussi le lieu d'un doute, d'un questionnement visant à interroger ce qui entretient l'injustice, l'inégalité, la hiérarchie

arbitraire entre sexes, entre humains...

Pour amorcer une exigence collective de changement, issue d'un pacte narratif, c'est une impertinence culturelle qu'il faut pouvoir développer, en préservant le droit au plaisir et en privilégiant l'accès à l'espace public. Le principe d'impertinence représente une dimension centrale dans un travail d'éducation populaire.

Qu'entendre par impertinence ? Ce sont toutes les modalités créatives par lesquelles un groupe se « paie le luxe » d'interroger, y compris joyeusement, les rôles sociaux, les rapports amoureux, les rapports familiaux, les rapports de travail, les rapports de force économiques, les rapports médiatiques, pour les détricoter, débusquer ce que ces différents rapports ont d'arbitraire et d'injuste, pour imaginer une manière totalement différente de vivre, d'avoir du bonheur. La déconstruction n'a donc rien à voir avec le fait de se moquer et ne se réduit absolument pas au fait de « critiquer des gens ». C'est d'abord faire place à l'altérité en nous, au poétique, à l'indicible.

Femmes et déconstruction

Les photos d'actions qui vont être montrées sont le fruit d'ateliers « Intelligences citoyennes ». Le *Collectif des mères en vacances* (voir photo) dénonce l'enfermement - encore aujourd'hui - de nombreuses jeunes femmes dans la vie privée et l'absence de prise en charge de la petite enfance : la statue de Madame Chapeau à Bruxelles est leur complice... Dans des groupes d'apprentissage de la langue française, langue véhiculaire, des jeunes femmes associent apprentissage et refus de l'enfermement (« Libérez les femmes esclaves ») en réalisant une statue ; une autre jeune femme accroche à une statue bruxelloise un sac à main « Silence, on mutile », lors de la Marche mondiale des femmes.



La résistance au patriarcat

Pourquoi les hommes ne se voilent-ils pas ? La journaliste yéménite Hind Aleryani écrit, dans le *Courrier international*, en janvier 2013 :

« J'ai décidé d'observer les regards des hommes. Je voulais savoir quel genre de femmes attirait les hommes avec ses tentations. Devant moi marche une femme revêtue d'une abaya (longue robe noire) ajustée. Ah, je l'ai trouvé ! Voilà l'objet de tentation. Je poursuis mon observation. Devant moi marche une autre femme avec, cette fois, une abaya ample, mais le visage non voilé. L'homme la regarde. Ah, ah, le visage aussi est une tentation ! Une troisième femme marche devant moi. Son visage est voilé et elle porte une abaya ample qui la couvre de la tête au pied. L'homme la regarde ! Hein ? Je ne comprends pas. Qu'est-ce qu'il y a de si tentant dans une abaya noire et ample ? Pas de visage, pas d'yeux, pas de pieds. Que regarde cet homme ? Je comprends alors que les vêtements n'ont rien à voir ici ».



Femmes rebelles contre l'enfermement

« Droits voilés » pour cette jeune fille belge, d'origine algérienne, qui dénonce dans ce travail photographique l'enfermement du voile comme derrière des barreaux. Action réalisée dans le cadre d'une Agora des jeunes du Bureau International Jeunesse.

« Homme Sweet Home... »

Ces garçons et ces filles dénoncent, dans des tableaux parlants, les rapports de sexe qui continuent de sévir. Action réalisée dans le cadre d'une Agora des jeunes du Bureau International Jeunesse.



Autre exemple d'intelligence déconstructive : celle de jeunes filles fréquentant une Maison de Jeunes à Sclessin, près de Liège, en Wallonie. Ces jeunes filles captent des publicités venant du Maroc, via des paraboles, où des femmes s'échinent à nettoyer une maison salie par des hommes (maris, fils) et tout d'un coup, arrive le produit miracle qui leur permet d'assumer leur tâche avec « bonheur ». Ces jeunes filles constatent que les publicités occidentales reposent sur les mêmes mécanismes : c'est la femme qui, toujours elle, lave et lessive et qui est donc « sauvée » par les produits miracles.

Elles décident en conséquence de réaliser un travail photographique pour dénoncer le statut de la femme ici et ailleurs, en brassant des référents culturels différents (voir photo). Un garçon de la Maison des Jeunes estime que cette photo attaque la religion (on se demande pourquoi) et la déchire. Celle-ci sera affichée déchirée dans un musée d'art contemporain lors d'un événement photographique, sur la décision de l'animateur et des jeunes filles concernées.

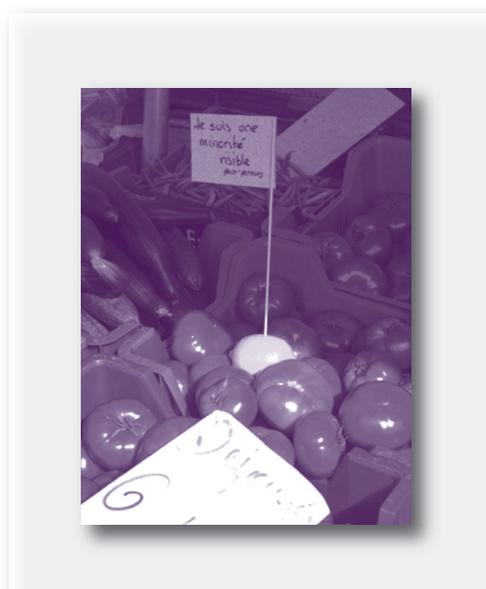


L'intelligence déconstructive, l'humour critique, le refus des codes enfermants, la subversion... font partie de différentes cultures. Qu'il s'agisse des civilisations arabes, des pays africains ou encore des pays liés à l'Asie, une impertinence politique, religieuse, sociale, artistique et l'expression déconstructive, sous toutes ses formes, au passé ou au présent, sont les indicateurs d'une société vivante, non mortifère.

Les ressources de l'art contemporain

La démarche déconstructive s'appuie avec bonheur sur les registres de l'art contemporain : l'infiltration, l'installation, l'interpellation, l'art de la rue, etc. Ici aussi, les photos d'actions qui vont suivre sont le fruit d'ateliers « Intelligences citoyennes ». Ainsi, des jeunes à Liège organisent, sur le grand marché de la Batte, toute une sensibilisation et une conscientisation autour de l'accès difficile au logement, en collaboration avec les deux artistes québécois d'ATSA (Action Terroriste Socialement Acceptable) : un citron est infiltré au milieu de tomates. « Je suis une minorité visible » dit le citron, signé d'un nom, *Le Collectif des Agit'acteurs*.

« Je suis une minorité visible »



3 • L'intelligence prescriptive



Une étape politique et revendicative s'avère importante pour favoriser un changement collectif et compléter le trajet citoyen. C'est l'étape de la prescription, indispensable à l'émergence d'un mouvement social complet.

Être politique, c'est identifier par où passe le devenir dans la situation que nous vivons collectivement. L'affrontement est à inventer au jour le jour à partir du tort subi ou constaté et à partir des situations elles-mêmes, lesquelles sont imprévisibles, soumises aux événements traumatiques ou autres, et non définissables à partir d'une analyse surplombante énonçant à l'avance la vérité du social. C'est donc l'intelligence du devenir au nom du Bien commun que les engagements citoyens ont à faire vivre, une intelligence radicale et conflictuelle.

Les conflits sociaux sont marqués par le sentiment chez les gens d'une injustice qui fait événement. C'est précisément la manifestation d'un refus face à ce qui se répète. Les démocraties, à travers de nombreux événements, ont inventé des formules qui prescrivent, plus ou moins clairement, un devenir social, économique, culturel, éthique : « À travail égal, salaire égal » par exemple.

L'épreuve de l'énonciation politique devient ici la mise en public d'une exigence, dans une assemblée, une rue ou tout autre lieu. Cette exigence est celle d'une mise en devenir de la situation présente. Ainsi, dans une situation, le chômage, l'exclusion hors d'un domicile fixe, le racisme existent. Mais en même temps, la nomination du tort exprime un excès, une exigence future, impliquant de refuser aussi le chômage ou le racisme. Les penser non comme substances, mais comme objets problématiques. Les convertir en entités problématiques, créer, poser de nouvelles relations. Le chômage n'est pas le seul problème des personnes chômeuses; il y a du chômage dans la situation, à quoi nous participons tous et toutes.

Se nommer et revendiquer

Comment faire en sorte que des exigences précises soient produites et portées par de nombreux acteurs ? Comment inventer des injonctions radicales non négociables, qui font avancer les rapports sociaux (« à travail égal, salaire égal ! » ou bien « un enfant si je veux, quand je veux ») et se donner un nom collectif ? Ici le Collectif Solidarsanté, lié au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, dénonce le tort subi (« Je mange ou je me soigne »/« La santé... à quel prix ? ») et défend son slogan « Ensemble pour une égalité d'accès aux soins de santé » (voir photo).





Un toit pour moi, un toit pour toi, un toit pour tous : « Toi et moi, un toit on y a droit »

Le Collectif Sans clé sur porte
« Le chien ou le cochon mieux logés que moi ! »

Les personnes font la grève ou manifestent et montrent que ce n'est ni un bruit ni une réaction violente à une situation pénible. S'exprime ainsi une démonstration de leurs droits, qui peut être comprise ou pas, par l'autre partie. L'espace public démocratique est donc une scène inventée où se mettent en jeu l'égalité ou l'inégalité des partenaires d'un conflit, en tant qu'ils sont des êtres de paroles.



Questionner

4• L'intelligence argumentative



Vient le moment de la rationalité, de l'argumentation. Nos démocraties sont traversées par la pratique obsessionnelle du débat ou de ce que l'on considère comme tel. Pour le penseur de l'espace public Jürgen Habermas, présenté en fin d'ouvrage, le registre du débat en démocratie produit d'abord et avant tout de l'aliénation et de l'impuissance. Une telle pratique dominante compromet l'espoir de voir émerger un jour - une utopie ? - une instance citoyenne, délibérative et internationale : une instance productrice d'une intelligence collective, reconnue comme valide et légitime, qui disposerait d'un réel pouvoir d'intervention dans la politique mondiale.

Un jeu de gladiateurs

Parmi les pratiques propres à l'espace public, on trouve l'exigence d'une délibération argumentée entre citoyens et citoyennes. Et pourtant le débat, outil de citoyenneté, figure parmi les pratiques citoyennes les plus corrompues. Lorsqu'un responsable politique interpelle un autre responsable dans ces « débats » du dimanche à la télé et lui lance qu'il y a beaucoup trop de chômeurs dans le Hainaut (une région de Wallonie) : est-ce pour susciter un mouvement social fort qui va lutter pour transformer cette situation ou est-ce un calcul tactique pour mettre l'autre en difficulté dans la joute qui les oppose ?

Le « débat », comme il est pratiqué un peu partout aujourd'hui, est une des formes contemporaines du cirque romain : on est séduit ou attiré par la joute plutôt que par la recherche et l'interrogation. En effet, trop souvent, ce qu'on appelle « débat » repose sur un jeu, où il s'agit de montrer sa force et de mettre l'autre en difficulté. Les participants à un débat, et en particulier les participants à un débat médiatique, ne sont pas évalués sur base de la visée émancipatoire de leurs propos, ou en fonction du caractère de vérité et de rigueur de leur énonciation. Ils sont appréciés sur base de leur capacité à séduire, à capter l'autre ou au contraire à terrasser ou à embobiner leurs adversaires.

Les traditions polémiques prônent la prédation au détriment de l'intelligence collective. Les actes de parole s'entrechoquent selon une logique de compétition interpersonnelle: persifler, intimider, convaincre, séduire, amuser, déstabiliser, ridiculiser, dénier, disqualifier, soupçonner. Chacun se comporte comme un chasseur devant sa proie, dans un rapport de sujet à objet. Voilà pourquoi nous nous permettons, pour évoquer cette pratique « corrompue », d'utiliser le terme « débat-caca », sans doute peu élégant mais parlant.

Des techniques d'évacuation de la vie réelle

À l'avant-plan du « débat-caca » : l'agilité polémique. Les techniques polémiques utilisent assez systématiquement des formules dites « logiques », en réalité rhétoriques, qui ont pour effet d'asséner une certaine vision des choses, en refoulant l'expérience vécue et les présupposés politiques, sociaux, économiques et éthiques qui sont en amont de ce qui est formulé. Ces recettes rhétoriques ont pour objectif de clouer le bec à ceux qui résistent, qui protestent au nom de la vie réelle. L'une des formules rhétoriques les plus utilisées pour « ligoter » l'adversaire, c'est le **sylogisme** qui présente comme une évidence logique et absolue ce qui n'est en réalité qu'un coup de force.

Ainsi, si l'on affirme: « Nous vivons de plus en plus longtemps, or nous devons avoir accès à une retraite, donc nous devons travailler plus longtemps ». Ou bien « La crise est là qui a coûté beaucoup d'argent, or l'État subit les conséquences de la crise, donc nous devons réduire les dépenses publiques et les dépenses sociales ». Dans tous ces syllogismes, assés comme des vérités, ne sont jamais interrogés les présupposés qui sont derrière cette construction en apparence logique. Proférées avec hauteur et certitude, ces recettes rhétoriques rectifient doctement les ressentis et les révoltes « irrationnelles » des gens du bas, lesquels sont exclus de la sphère argumentaire.

Autre ressort des « débats-caca » : le **réquisitoire** et le **plaidoyer**, deux grands mécanismes rhétoriques mobilisant des propos entièrement à charge ou entièrement à décharge, qui « vendent » cette charge ou décharge, dans un rapport à l'autre de type sujet-objet.

Pour toucher du doigt ces mécanismes, prenons l'exemple du procès d'assises. Les différents « plaideurs » s'efforcent de « décharger ou charger le prévenu » (plaidoyer/ réquisitoire), mais ces constructions ne représentent que des éclairages préparatoires à la véritable délibération qui va suivre. Ils ne constituent en rien le moment de la vraie délibération et de l'argumentation éthique. Confondre l'argumentation avec le plaidoyer/réquisitoire, c'est confondre des moments différents et commettre l'erreur que Socrate dénonçait déjà : transformer l'argumentation, à savoir l'exercice d'une raison pratique complexe, en une démarche qui veut vendre un propos. La publicité et les propagandes ne s'y sont d'ailleurs pas trompées.

En outre, les débats qui occupent l'espace public aujourd'hui sont littéralement mangés par des tropes, des rimes sociales : des associations ou oppositions sémantiques, fonctionnant comme des formules explicatives et injonctives, conférant au monde un ordonnancement irréfutable. Produites on ne sait où, ces formules imposent des quadrillages formatés. Il s'agit de faux couples sémantiques qui matraquent des évidences mensongères ; par exemple immigration versus délinquance ; crise versus austérité.

Les faux couples qui cachent la forêt

Les faux couples qui cachent la forêt sont particulièrement agissants dans la culture du débat-caca et l'on peut en identifier trois types principaux : fausses équivalences, fausses alternatives, clivages paravents.

- **La fausse équivalence : religion = culture.** Est entretenue par exemple une assimilation permanente entre culture et religion alors même que les institutions religieuses chez nous comme ailleurs sont régulièrement ennemies des cultures, de la libre expression artistique, et ont souvent eu pour enjeu la destruction ou l'exclusion des subversions culturelles, des textes critiques, des poètes, de la parole du corps...
- **La fausse alternative : complémentarité en lieu et place d'égalité.** Ainsi, voit-on régulièrement permuter les termes « égalité » et « complémentarité ». « Non les hommes et femmes ne doivent pas être égaux (les femmes y perdraient leur identité ou féminité, les malheureuses ; elles ne trouveraient plus d'hommes pour les aimer). L'homme et la femme sont complémentaires ! ». C'est bien mieux, plus respectueux des « différences », plus conforme à la Création, aux lois divines ou aux injonctions psychologiques des magazines ! Ce tour de passe rhétorique confond deux niveaux de réalités et oppose des termes qui ne sont ni opposables ni permutable. Tout simplement, on parle de choses différentes qui peuvent le cas échéant se conjuguer, mais jamais se substituer l'une à l'autre. La

« complémentarité » renvoie à la coopération, au « vivre avec », bref à des composantes relationnelles de socialisation et concerne tous les humains, quelle que soit leur différenciation sexuelle : une femme peut être complémentaire à une autre femme dans le travail ou l'amitié. Alors que l'exigence d'égalité entre sexes différents renvoie d'abord à des questions institutionnelles et politiques, à des rapports sociaux de sexe, à une exigence de transformation sociale.

- **Autre fausse alternative : le « droit à l'égalité » qui devient « droit à la différence ».** La différence entre les humains est un fait incontournable, un donné qui nous est imposé, alors que l'exigence d'égalité est une réaction à ce qui est imposé, une espérance, une visée, un droit revendiqué ; autrement dit, la différence est ce qui est, l'égalité est ce qui se conquiert. Là non plus, les termes ne sont pas permutables. En mettant en avant la différence, on contribue à ethniciser les rapports sociaux et à évacuer toute lecture du social en termes de division sociale et de rapports de classe, facteurs pourtant déterminants. Plus grave, à éliminer aussi toute trace des combats qui ont structuré l'accès à une démocratie sociale...
- **Enfin, les clivages paravents :** dans la même perspective de fragilisation des principes fondamentaux, évoquons les couples « laïcité ouverte/laïcité fermée ou laïcité positive/négative » ou encore « laïque/non laïque », laissant entendre que certains sont passésistes et « laïcards » et d'autres modernistes et ouverts. Cliver de la sorte est une trahison historique, car la laïcité ne se décline pas selon des couples rhétoriques binaires. Il s'agit d'un terme désignant un long processus historique d'émancipation collective. En Europe, la séparation des Églises et de l'État est régulièrement constitutionnelle ; la volonté de distinguer les sphères personnelles, religieuses et publiques ou étatiques repose sur l'exigence d'échapper enfin à une Histoire cruelle, abominable et interminable, celle des guerres de religions, épouvante qui a sévi sur l'Europe des siècles durant.

La rhétorique barbare : « Pour ou contre ? »

Les médias et nos sociétés sont agités régulièrement par des questions chocs, qui font tapage et qui nous sollicitent via le Net, les réseaux sociaux, la télévision, la radio. Participer à un « débat » devient une stratégie de distinction, une façon d'être légitimé-e, d'être reconnu-e comme faisant partie du bon camp, par ses pairs, par son réseau. Lorsqu'ils deviennent le lieu d'une captation rhétorique en boucle - et non les vecteurs d'une circulation des expériences, des imaginaires et des idées - les réseaux sociaux et la toile renforcent paradoxalement ces fermetures, juxtaposant à l'infini des opinions en « pour ou contre » : pour n'importe quoi et contre son contraire.

Toutes ces questions chocs qui agitent aujourd'hui l'univers médiatique sont en effet souvent formulées en « pour ou contre » explicitement ou implicitement (plaidoyer contre réquisitoire) au profit d'une soi-disant démocratie d'opinion : en réalité une simple addition d'avis atomisés. Cette opinion, sous couvert de « débat démocratique », est médiatiquement fabriquée par des propagandes invisibles. Les contenus de cette rhétorique donnent rarement lieu à une régulation ou à une réflexivité démocratiques. De propos fondés aux propos erronés, de propos généreux aux propos haineux ou racistes. Tout se vaut.

Ces questions tapageuses privilégient, selon les termes d'Habermas, la dimension perlocutoire des actes de parole, celle qui vise l'effet, qui impressionne, intimide, séduit ; au détriment de la dimension illocutoire, celle qui privilégie l'engagement éthique dans l'exigence de la parole.



A contrario, le véritable enjeu de ces questions-chocs ne réside pas dans la transformation réciproque. Il est extrêmement rare que l'on assiste à un changement de posture. **Car l'enjeu du « pour ou contre » réside dans ce qui n'est pas dit : les prémisses de l'énoncé.**

Pour visualiser cet enjeu, nous prendrons un exemple un peu naïf, prélevé dans le quotidien de l'éducation des enfants. Si vous souhaitez que votre bambin aille au lit à une heure décente, ce qui ne le lui plaît pas forcément, il peut arriver que vous lui posiez une fausse question en « pour ou contre » : « Es-tu pour aller dormir à huit heures ou à huit heures

et demie ? » Ce qui amènera le cher petit à plaider pour huit et demi laissant aux parents le cas échéant le soin de plaider pour huit heures ! Il est clair que le véritable enjeu de la manœuvre ne réside pas dans la question posée et encore moins dans son traitement, mais dans la prémisse logique non dite : le petit doit être au lit tôt.

Si la manipulation peut être ici éventuellement jugée avec indulgence, elle devient franchement problématique dans les pratiques sociétales du débat-caca. Car imposer à l'agenda des internautes, des spectateurs, des auditeurs, des citoyens... des questions chocs permet d'ancrer, dans la sensibilité collective, des catégories, des contenus qui ne sont jamais proférés, mais qui s'implantent dans les « cœurs et les esprits » et qui ont des visées précises. La prémisse donc, véritable enjeu de ces pour/contre permanents, joue le fait accompli, la banalisation du tort subi, voire l'annulation silencieuse de conquêtes collectives.

Ainsi débattre de la retraite à 67 ou à 68 ans implique avec force la prémisse suivante, martelée de manière invisible et inaudible, qui est le véritable enjeu de tous ces « débats » : « Les acquis de l'après-guerre et des années d'avancée sociale en matière de retraite et de sécurité sociale n'ont plus cours, dépassés, irréalistes. Ils ne constituent plus une référence crédible ». A force d'avoir médiatiquement et frénétiquement causé du « pour ou contre la retraite à 68 ans », l'on finira par vivre la retraite à 66 ans comme un merveilleux privilège et le tour est joué, bingo ! Plus d'indignation ni de lutte sociale ; tout ceci est normal ; circulez, il n'y a rien à faire, à refuser, à revendiquer ! Le Marché et la Finance sont-ils devenus les seuls arbitres de nos vies ?

De même, au nom de « l'objectivité », sur les plateaux des médias publics ou privés, relayés sur le Net, chaque expression du tort subi trouve son détracteur, qui annule la colère et l'indignation, rabote la souffrance et minimise l'expression du vécu... Ainsi le syndicaliste désespéré de voir fermer son usine rentable pour satisfaire de lointains actionnaires, le chômeur ou la chômeuse humiliés et inquiets pour leur famille et leur avenir, l'agriculteur anéanti trouveront une voie experte qui leur « fera comprendre » que l'ordre actuel est le seul possible et que leur indignation n'est pas la bonne démarche ! Ainsi, à propos des mutilations génitales par exemple, l'on prendra soin d'avoir, en face de femmes en colère ou souffrantes, des experts ou d'autres acteurs tenant des propos « anthropologiques » qui justifient cette pratique ou relativisent sa gravité, y compris au cœur même de l'Europe.

Les enjeux de la rhétorique barbare

Prenons quelques-unes de ces questions chocs traitées en « pour ou contre » qui ont défrayé la chronique dans certaines de nos démocraties : « Pour ou contre la burqa dans l'espace public ? Pour ou contre les mutilations génitales ? Pour ou contre les centres fermés réservés aux émigrés illégaux ? Pour ou contre le voile aux petites filles et aux très jeunes adolescentes à l'école ? Pour ou contre le renvoi hors frontières des étrangers ? Pour ou contre le mariage entre personnes homosexuelles ? ». Les joutes rhétoriques en pour ou contre remplissent plusieurs fonctions idéologiques bien précises liées aux prémisses non dites.

- **Une première fonction : désigner, accuser.** Tentons de reconstituer une des prémisses non dites qui habitent la première question, celle de la burqa. Au préalable, une première réaction s'impose : en principe, ce « débat » n'aurait pas dû surgir, puisque dans la plupart de nos sociétés, il existe au minimum des habitudes de vigilance publique pour des raisons évidentes de sécurité. Il s'agissait simplement donc ici d'appliquer cette jurisprudence, à travers un accompagnement social exigeant sans doute, mais pour lequel nos sociétés sont équipées.

Pourtant tapage autour du « pour ou contre burqa » il y a eu ! La montée en mayonnaise de cette question peut renvoyer à la prémisse suivante : « Tout va très bien sur le front des citoyens non masqués et de la sécurité publique, chacun se conforme scrupuleusement aux habitudes de sécurité, mais voilà que nous avons une population particulière qui fout ce bel ordonnancement en l'air, les dames à burqa, les seules à contrevenir et donc dangereuses ou problématiques ».

Or l'actualité nous démontre tous les jours que le port du masque (cagoule, foulard sur le bas du visage et capuchon au-dessus, masque de fantaisie) est loin d'être un phénomène réservé ; des manifestants l'utilisent, des voleurs aussi ou encore le masque est régulièrement utilisé pour diffuser sur le Net des postures violentes ou provocatrices. Bref la société du spectacle et de la surveillance panoptique pousse de nombreuses personnes à s'avancer masquées.

- **Une deuxième fonction très importante du « pour ou contre » : la banalisation du tort subi.** Par quelle cruauté en effet en vient-on à imaginer être « pour » la burqa ou encore « pour » les mutilations génitales (entraînant en conséquence un « contre ») ? Qu'il s'agisse de situations complexes à faire évoluer, nécessitant un accompagnement, bien sûr, mais il n'y a pas lieu d'en faire le plaidoyer ! Le défi est de trouver des démarches et méthodes qui aident à faire la transition, qui rapprochent de la loi commune : un accompagnement qui sait où il va, avec des repères clairs.

Faire mousser des polémiques aguicheuses en « pour ou contre » sur des questions pareilles revient à nier les interdits fondateurs du lien social en démocratie. Mettre en polémique « pour ou contre » de telles pratiques laisse entendre qu'il s'agit là de pratiques sociales parmi d'autres, banales et légitimes, donnant lieu à une simple variation d'opinions : une simple question de sensibilité personnelle et dans certains cas de diversité culturelle.

Lorsque l'on songe à la douleur des violences subies par les femmes, ou encore à l'horreur des centres fermés pour migrants illégaux, où se trouvent prisonniers aussi de nombreux enfants, l'on se dit que la seule façon de casser cette barbarie des « pour ou contre » qui banalisent est de pousser jusqu'au bout la logique en vigueur pour susciter un sursaut : « Pour ou contre le viol ? Pour ou contre la lapidation ? Pour ou contre les mariages forcés ?

Pour ou contre les camps de concentration ? ». L'on ne peut s'empêcher de se demander s'il y aura une limite à cette barbarie. A quand la polémique suivante : « Pour ou contre les génocides ? » par exemple.

- **Une troisième fonction du « pour ou contre » : fragiliser les acquis démocratiques.** Par exemple, la religion et la culture sont mises en avant, en lieu et place des rapports sociaux et des rapports de force économiques et financiers, car, au motif de tolérance, ces références sont commodes pour servir de leviers dans la relativisation progressive d'un périmètre « sacré », celui des acquis démocratiques, des principes fondamentaux, fruits de plusieurs siècles de combat et de guerres atroces. Ainsi les accommodements raisonnables en lieu et place de la concertation sociale.

Autre cheval de Troie, la liberté totale découplée des autres principes (le « Je » absolu ou la liberté de faire de l'argent sans limite) nourrit la mise en polémique pour/contre de la retraite, de la sécurité sociale, du droit à la santé, à l'eau, à la nourriture, au logement, à l'éducation, du droit à la liberté et à l'intégrité pour le corps de la femme par exemple...

L'on revient sur tous les acquis péniblement obtenus et même les plus récents : le droit à l'avortement, qui dans les pays l'ayant légalisé ne devrait plus faire polémique, est remis en cause, dans des joutes en pour ou contre reflleurissant à son sujet. Tous les acquis historiquement essentiels peuvent être ainsi relativisés et reversés dans le hochet - yoyo des polémiques.

La rhétorique en « pour ou contre » remplit donc trois fonctions distinctes au moins et parfois les trois en même temps. **Désigner les ennemis intérieurs** - l'immigré, le Musulman (« Pour ou contre les minarets ?»), l'homosexuel (« Pour ou contre l'adoption d'enfants par les gays ? ») - en les faisant sortir du « tout le monde », en les transformant en cibles du pour ou contre. **Banaliser le tort subi**, en transformant l'inacceptable en simple objet de polémique mondaine. **Relativiser et fragiliser les acquis fondamentaux** d'une démocratie politique et sociale en les transformant en simples alternatives rhétoriques.

Reconstruire les prémisses silencieuses du « pour ou contre » permet aussi de percevoir la visée stratégique des questions structurant les innombrables et envahissants sondages, et celle des questions posées lors de certains référendums : l'enjeu est d'abord, là également, dans le non-dit implicite sur lequel s'appuie l'énoncé. Cette importance des prémisses ne concerne pas uniquement, loin s'en faut, les questions traitées en « pour ou contre » ; nombreux sont les thèmes mis à l'agenda du débat-caca permanent.



Une vraie délibération : le temps long de la reconstruction

Comment rendre dès lors à la démarche argumentaire, nécessaire à la construction d'une rationalité collective, une réelle pertinence démocratique ? Habermas parle de délibération et non de débat.

- **Une première nécessité : abandonner la rhétorique compétitive au profit de la coopération des actes de parole.**

En démocratie, lorsque l'on entre dans une délibération argumentée avec d'autres, il est important de poser des actes de parole qui traitent l'autre comme un sujet égal à soi et non comme un objet. Il s'agit de faire preuve de vigilance à l'égard des énonciations et de ne pas accuser les personnes qui énoncent : favoriser des actes de parole coopératifs qui transforment l'affirmation fermée en question ouverte. Car on ne peut produire un travail coopératif si chacun vient avec une affirmation fermée. La coopération n'exclut nullement, bien au contraire, la divergence, mais cette divergence s'énonce de façon lisible, sans stratégie d'intimidation et sous le signe du doute, du questionnement, pour être réellement travaillée collectivement.

- **Deuxième nécessité : clarifier pourquoi l'on s'engage dans un processus de délibération collective.**

En quoi ce registre de l'intelligence collective s'impose-t-il ? Est-il susceptible de favoriser la transformation des situations et la transformation sociale ? Comment peut-il contribuer à ces transformations ? De même, entrer en délibération avec d'autres implique qu'à l'horizon nous pensons qu'un consensus est possible avec eux. Dans le cas contraire, nous nous enfermons dans un face-à-face stérile : s'engager à construire de façon coopérative une intelligence collective et, en même temps, ne pas rassembler les conditions nécessaires à cette coopération, autrement dit rendre impossible ce que l'on prétend faire.

- **Troisième nécessité : revenir aux situations et aux vécus.**

Délibérer prend du temps, se joue à travers plusieurs registres et lieux. La véritable délibération argumentaire se joue à travers différents registres nécessaires à la construction de résolutions communes, à travers une procédure partagée et une recherche difficile en 4 temps, que l'on peut résumer comme suit. Quelles sont les situations vécues et ressenties comme difficiles ou injustes, vécues comment et par qui ? Quel est le contexte factuel, économique, social, culturel, géographique, historique dans lequel s'inscrivent les situations vécues comme injustes ? Etant donné les vécus subjectifs et les contextes factuels, qu'est-ce qui serait le plus juste pour Nous Tous ? Et enfin que dit le Droit, local et international ? Le Droit est en effet souvent injuste.

Une telle approche se joue selon plusieurs moments, plusieurs démarches, associant l'expression des vécus et la transmission, pour aller vers un pacte entre citoyens qui met les récits subjectifs, reconnus et respectés, à l'épreuve du Vrai, d'une recherche de contexte, d'une exigence de scientificité (le registre du Vrai pour Habermas correspond à une vision scientifique, laïque de la Vérité), et puis à l'épreuve du Juste : qu'est-ce qui est bon pour Nous Tous et Toutes ? Qu'est-ce qui serait juste pour tous ceux et toutes celles que la délibération concerne, ici et ailleurs ? Enfin, questionner le Droit.

- **Quatrième nécessité : adopter des référents tiers qui servent d'arbitrage.**

Cette nécessité est primordiale. Une délibération se doit d'être triangulée par des repères tiers, un référentiel commun garantissant sa légitimité. Sans cette référence, la délibération devient un simple rapport de force, ouvert à toutes les sauvageries. Une délibération démocratique nécessite la triangulation de référents communs qui servent d'arbitrage. Soit réfléchir selon le gouvernail.

Il s'agit dès lors dans une délibération démocratique de soumettre les convictions des personnes aux 4 principes fondateurs d'une démocratie politique et sociale - sans lesquels ce type de société disparaît - principes qui doivent être considérés non pas un par un mais ensemble, comme interdépendants, formant système. La validité et la légitimité d'une délibération collective doivent pouvoir en garantir le respect. Ainsi, des droits nouveaux, à la suite d'une délibération procéduralement valide, ont été conquis par des groupes sociaux ou par des humains qui subissaient une violence ou un rapport de pouvoir pénible.

Une résolution faillible

En revanche, toute résolution est faillible et doit pouvoir être revue ou améliorée en fonction de l'évolution du réel. C'est donc l'écart qui guide la révision d'une Loi adoptée : un écart entre les intentions de départ et les réalités qui surgissent.

La rationalité instrumentale domine trop souvent les débats démocratiques tournés vers des décisions techniques, ce qu'Habermas appelle le « décisionnisme ». A contrario, les exigences d'une délibération invitent à partir de ce qui est institué, qui nous relie symboliquement et produit du sens. Il s'agit, face à l'institué, de mener un travail instituant, transformant ce qui est, vers un sens nouveau. Reconstruire, en anticipant les effets négatifs d'une résolution. L'on songe notamment aux délibérations en matière de biotechnologies ou de technologies de la communication. Il ne s'agit pas de mener une déliaison brutale.

C'est en cela que la tension entre le Juste et le Droit est intéressante. Le Droit n'est pas nécessairement juste puisqu'il est la résultante souvent d'un rapport de force, mais en même temps, il ne s'agit pas d'annuler cette référence en tant qu'exigence commune, en tant qu'Interdit reconnu.

Etudier les écarts qui surgissent entre l'intention d'une Loi et l'évolution des faits est légitime et utile. Par exemple, concernant la dépénalisation partielle de l'avortement, étudier les inégalités d'accès à un avortement selon le lieu où l'on habite. En fonction de découvertes nouvelles, étudier la pertinence des délais biologiques. Examiner si la prévention et l'éducation sexuelle sont suffisamment développées auprès des jeunes, repenser la manière dont les hôpitaux ou structures publiques agissent...

En revanche, dans la mesure où des Lois se sont efforcées de prendre en compte les torts subis et ont validé leur construction en se référant aux gouvernails, elles ne doivent pas faire l'objet d'une brusque attaque en « pour ou contre », réduisant à néant le processus délibératif. Ainsi, la dépénalisation de l'avortement a reposé sur des procédures complexes et soucieuses du Nous Tous et Toutes. Brutalement, anéantir toute cette élaboration patiente en manifestant « contre » le droit à l'avortement revient, par une sorte de négationnisme, à annuler arbitrairement une historicité et la conquête de nouveaux droits. On retrouve la fameuse réaction contre-égalitaire. Tant qu'on y est, pourquoi ne pas alors semer la polémique suivante : « Pour ou contre l'esclavage ? ». ■

Partie 3

Démarches

La construction collective de l'action



Cette troisième partie transpose les acquis des première et deuxième parties en démarches concrètes d'animation, d'auto-formation ou de formation. Cette section propose donc une progression pour atteindre une action collective, à travers des fiches méthodologiques précises, guidant le travail.



Des pratiques d'éducation populaire



Les démarches présentées dans les pages qui vont suivre relèvent de l'éducation populaire. L'enjeu de l'éducation populaire aujourd'hui, au niveau local et mondial, est de permettre aux citoyennes et citoyens d'articuler trois repères, à savoir l'expérience vécue, l'apprentissage lié à cette expérience et les rapports de pouvoir dont elles et ils sont victimes.

Le propre de l'éducation populaire est donc de permettre concrètement à des groupes de reconstruire des rapports offensifs, à travers des interactions fortes entre les expériences vécues comme injustes ou comme réussies et les apprentissages qui en découlent. A partir de là, on peut rechercher comment modifier le rapport au pouvoir subi : retrouver le pouvoir personnel de dire, de refuser ou d'entreprendre une action, soit « le pouvoir de » ; mais aussi retrouver l'intelligence collective du « pouvoir avec », le pouvoir collectif d'entreprendre un combat, une action. Enfin, affirmer le pouvoir intérieur, celui qui touche à l'équilibre personnel, à l'estime de soi, à un rapport positif et intime aux émotions.

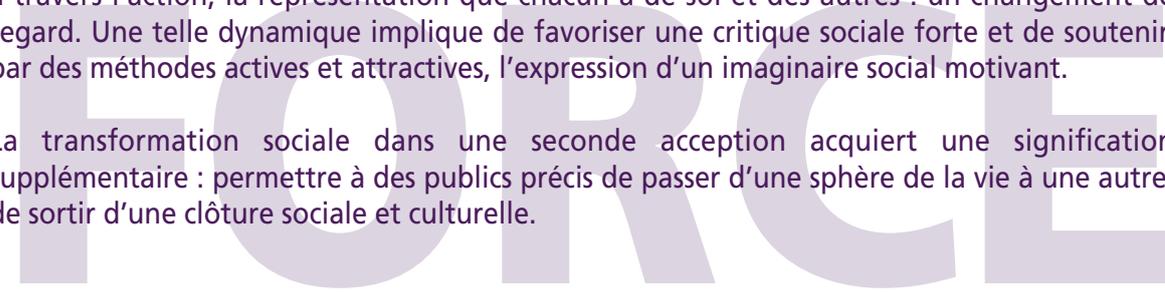


La transformation sociale, cela nous engage !

Les mouvements sociaux ont imposé l'idée de « transformation sociale » qui se distingue du « changement social ». Ce dernier est un concept sociologique qui renvoie à une description et à une analyse des changements s'opérant dans une société. La transformation sociale a contrario est un concept prescriptif : faire advenir. Elle s'inscrit donc dans une filiation conflictuelle, critique et utopique.

La transformation sociale se distingue de la réparation sociale. Il s'agit de tous les processus qui mettent en mouvement des gens, autour d'une exigence ou d'un problème à traiter, processus au cours desquels les relations sociales se trouvent modifiées. De même se modifie, à travers l'action, la représentation que chacun a de soi et des autres : un changement de regard. Une telle dynamique implique de favoriser une critique sociale forte et de soutenir, par des méthodes actives et attractives, l'expression d'un imaginaire social motivant.

La transformation sociale dans une seconde acception acquiert une signification supplémentaire : permettre à des publics précis de passer d'une sphère de la vie à une autre, de sortir d'une clôture sociale et culturelle.



Un espace de paroles citoyennes (I)



Un engagement situationnel

L’engagement citoyen à notre époque se joue différemment de ce qu’on a pu constater par le passé. En effet, les citoyens, jeunes et moins jeunes, ont tendance à s’investir en fonction des situations concrètes injustes, vécues près de chez eux ou ailleurs, plutôt qu’en fonction des programmes et des idéologies. Il s’agit d’un engagement situationnel. Le corollaire de ces tendances est de voir les démarches d’engagement se limiter dans le temps, à travers des implications courtes et diverses, au gré de ce qui surgit.

C’est en quelque sorte le siècle des collectifs citoyens, relativement peu institués, souvent horizontaux, c’est-à-dire sans hiérarchie forte, stimulés par des citoyennes et citoyens ou par des personnes intervenantes formées à l’éducation populaire, sollicitées à cet effet.

Pour garantir la pérennité de l’engagement, il s’agit soit de relier l’action de ces collectifs à des grands mouvements plus traditionnels, de type syndicats, mouvements philosophiques et politiques ; soit de garantir à l’action menée par le collectif une transmission à d’autres et le soutien de personnes de référence faisant profiter d’autres de leur expérience, en passant le relais.

Une déontologie méthodologique

Constituer un espace de paroles citoyennes peut donc se faire à partir de plusieurs cas de figure.

Il peut s’agir d’une structure d’éducation populaire de type « Mouvement » (des Mouvements de femmes par exemple) qui mobilise des militants, militantes ou des sympathisants, sympathisantes autour d’une question ou d’une série de problèmes. Il peut s’agir aussi d’une structure de type « Service » dans une région, souhaitant amener des personnes utilisant leurs services à s’affirmer en tant que citoyennes autonomes.

Il peut s’agir enfin d’un groupement spontané de personnes liées à un quartier ou à une série de problèmes, désireuses de s’organiser et d’adopter une méthodologie pour prendre une place dans l’espace public, se rendre visibles.

Tous ces cas de figure et de nombreux autres sont intéressants. L’enjeu de la démarche « intelligences citoyennes » est de proposer à tous ces collectifs des repères méthodologiques et si nécessaire des personnes intervenantes formées à la démarche.

De plus en plus, le temps stocké sur des supports techniques ou numériques perd de sa valeur. Ainsi, l’on trouve normal de télécharger gratuitement des œuvres, mais l’on est prêt à payer beaucoup pour aller à un concert en live. Dans un collectif citoyen, on retrouve ces moments en live, mais ils ne sont pas marchandisés.

Un espace de paroles citoyennes (II)



Des conditions de base

Quelle que soit l'option prise, il est essentiel pour le collectif de garantir certaines conditions de base :

- Chacun-e dans le collectif a un statut égal aux autres même si des responsabilités différentes se dessinent nécessairement.
- Le groupe veille à la rigueur des actes de paroles et à une éthique de la communication.
- Les collectifs émanant d'institutions ou d'associations, ayant des missions et des enjeux bien spécifiques, doivent voir se clarifier leur position institutionnelle et les perspectives dans lesquelles le collectif s'inscrit : sa marge de liberté, les questions sur lesquelles il est invité à travailler.
- Il est peu pertinent de soutenir un collectif pour faire de l'occupationnel ou du « one shot » : simplement, par exemple, pour justifier une mission, une fonction...
- Il est essentiel pour les personnes engagées dans un collectif de garantir à d'autres personnes ou à des nouveaux collectifs la transmission du parcours, de ses acquis et de ses exigences, afin d'en perpétuer la trace. Il est essentiel aussi que se dégage d'un collectif, même provisoire, l'une ou l'autre personne de référence susceptible de faire le lien avec d'autres collectifs ou d'autres structures et luttes.
- En aucun cas un collectif ne doit être soumis à des impératifs a priori de contenu (dire, ne pas dire), ou à des impératifs de rentabilité. Chaque collectif se doit aussi de construire une temporalité propre.

Mobiliser un collectif

Un collectif peut se construire à partir de deux ou trois personnes motivées qui fédèrent d'autres autour d'elles. L'exigence quantitative n'est pas importante : ce qui compte, c'est la force du message et de l'action. Idéalement, un groupe inférieur à dix personnes est relativement fragile, mais entre dix et trente personnes, la dynamique peut être tout à fait intéressante. En conséquence, la méthode « intelligences citoyennes », pendant la démarche de création et de production, ne convient pas à des grands rassemblements de masse.

Dans un deuxième temps, néanmoins, les collectifs peuvent évidemment déboucher sur des mouvements larges et changer de statut, tout en conservant des repères de méthodes de la première époque. Il n'est pas exclu aussi de travailler en plusieurs cellules.

La question de la visibilité médiatique est aussi importante à traiter dans un collectif, tout en sachant qu'il ne doit pas s'agir d'un appareil lourd avec une stratégie de communication bien assise. L'enjeu est donc de conquérir une visibilité dans l'espace public, à travers une option qui relie créativité et affirmation citoyennes.

Les étapes d'un collectif

Comment, à partir de situations concrètement vécues, transformer les conditions subies en questions et exigences publiques et politiques ? À partir d'une multiplicité éclatée de points de vue, comment construire une affirmation collective forte ?



Les fiches méthodologiques qui vont suivre proposent une progression de 1 à 15, laquelle est simplement indicative et non impérative. Plusieurs fiches renvoient à une même étape, à un même numéro. Certaines fiches sont facultatives en fonction des groupes. L'étape 1 n'est pas forcément nécessaire en soi, le gouvernail pouvant s'intégrer progressivement dans l'ensemble de la démarche.

Le principe de travail est le suivant : mettre en suspens polémique et débat-caca au profit d'une construction collective du sens et de l'agir.

Dans la mesure où les rapports de force se jouent régulièrement à travers la polémique, on réservera l'approche de l'argumentation pour la fin de la démarche, quand les citoyens et citoyennes auront défini ce qu'ils et elles refusent et ce qu'ils et elles veulent, à travers des approches expressives et créatives, dans un esprit de reconnaissance réciproque. Il s'agit, en effet, d'approcher l'argumentation comme une rationalisation responsable de l'agir et non pas comme un jeu rhétorique visant à dominer ou à séduire.

MATERIEL DE BASE :

Pour animer un collectif, se munir de grands post-it A5 (éviter les petits) ou de feuilles A4 coupées en 2. Du papier crépon autocollant (comme pour protéger les boiseries lorsque l'on peint), de marqueurs, de gouache et pinceaux ou de bombes couleurs ; d'accessoires (chapeaux, costumes). Ainsi que d'un gros rouleau de papier kraft très solide. Se munir aussi d'appareils photos numériques ; disposer d'un programme informatique de type Photoshop. Eventuellement, d'une caméra et d'un programme de montage.

ATTENTION !

La méthode ne convient pas pour des difficultés intra-organisationnelles, portant sur des conflits internes de management. La méthode, en effet, n'est pas appropriée à l'analyse organisationnelle. Elle est pertinente pour des situations collectives ou collectivisables, qui ont comme perspectives de donner du sens à l'injustice vécue et souvent de proposer un débouché dans l'espace public.

1• Explorer le gouvernail

Pour de nombreuses personnes engagées dans des collectifs se pose la difficulté de faire toucher du doigt concrètement le gouvernail, ressenti comme théorique, abstrait. Inventer des mises en situation qui explorent les repères du gouvernail permet de faire vivre de l'intérieur les émotions et les ressentis.

Autonomie – Un Nous responsable

Consignes de travail

- Recenser dans sa vie personnelle des injonctions cachées, en passant en revue une ou plusieurs journées : les gestes, les attitudes « commandées » par la tradition, la religion, l'argent, les proches. Mettre en commun avec d'autres ce bilan et construire une définition originale de l'autonomie.
- Recenser en groupe les lois et les éléments d'organisation sociale qui influencent positivement notre vie quotidienne, que nous respectons, parce que nous les trouvons justes (santé, école, services publics) ? Qu'est-ce qui menace ces lois ou dispositions justes ? Est-ce un autre système de lois (finances, travail, religion, traditions...) ?
- Dessiner un territoire quotidien (quartier, ville) et identifier les bâtiments, services, importants pour la vie commune. Qui paie ces lieux ? Grâce à quelle redistribution ?

Liberté / Égalité – JE = TU

Un jeu de photos langage

- Douze photos réalisées par des jeunes parlent de l'égalité entre filles et garçons, de l'égalité entre jeunes et moins jeunes, de la liberté ou de l'absence de liberté...
- Ces photos sont étalées sur une table au milieu du groupe. Chacun ou chacune choisit spontanément une photo qui le ou la touche, la regarde et la redépose sur la table, puisque d'autres peuvent aussi vouloir s'en emparer. Au terme de ce court instant de découverte, chacun ou chacune a choisi sa photo et l'a bien dans la tête et dans les yeux. Un échange s'organise autour de ces photos, en vue de se donner une approche commune de l'égalité.

Une récolte de situations internationales

- Chaque membre du groupe amène un article avec photos, pris sur le Net ou dans la presse, qui montre aujourd'hui des situations où des femmes sont privées de liberté, voire menacées dans leur vie : lapidation, trafic de femmes, emprisonnement, violences diverses, enfermement dans la vie privée, interdiction de circuler ou de s'habiller comme elles l'entendent...
- Le groupe rassemble ces éléments et peut mener un travail de réflexion, d'analyse, sur les modalités de l'enfermement des femmes aujourd'hui.

Solidarité – Un monde commun

Consignes de travail

- Construire une marelle ou un jeu de l'oie qui représente des scènes de la vie quotidienne : des situations où la solidarité démocratique organisée n'existe pas. Que se passe-t-il ? Dans le même jeu, mettre par contraste ces mêmes situations avec une solidarité démocratique organisée.
- Reconstituer historiquement les grands moments de conquête d'une solidarité sociale et le rôle que les femmes et les hommes ont joué dans cette conquête.

2• Entrer en polyphonie

Cette démarche est la première étape de construction d'un collectif qui doit éprouver du plaisir à se réunir et qui doit apprendre à construire une intelligence collective, d'où cette idée de pratiquer d'entrée de jeu la polyphonie, autrement dit l'intersubjectivité, le brassage des références. L'idéal est de partir d'une colère sociale présente dans le groupe.

Construire une intersubjectivité

Une immense fresque vide est collée au sol. Au centre, un mot ou une phrase liés à l'expérience collective (intellectuelle ou émotionnelle) du groupe en présence. Il s'agit de partir d'une colère sociale présente dans le groupe. Ce mot ou cette phrase peuvent être un thème ou une question qui traversent le groupe ou bien un événement douloureux qui touche le groupe. Par exemple : « Jeunes : le mal-logement » ou bien « Je suis une travailleuse, pas une esclave ! » ou encore « L'école et nos enfants » ou encore « Le grand frère est mort » et ainsi de suite.

Chaque personne est invitée à y écrire une phrase, à proposer un mot, à réaliser un dessin, à déposer un objet, une image découpée, bref tout ce qui lui passe par l'esprit en lien avec la proposition centrale de la fresque.

Après avoir déposé toutes les réactions personnelles, les participants et participantes font le tour de la fresque et chaque personne choisit une proposition qui ne vient pas d'elle mais qui l'interpelle ou l'étonne et une autre qui colle bien avec ce qu'elle pense ou ressent.

On s'assoit autour de la fresque pour partager les réactions selon les deux consignes précédentes. L'animateur ou l'animatrice demande alors à chacun-e ce qu'il ou elle a choisi comme lui correspondant bien et pourquoi cette proposition l'intéresse ou fait résonance, ainsi que ce qu'il ou elle a repéré comme proposition peu claire ou étonnante et l'auteur(e) de la proposition questionnée explique ce qu'il ou elle a voulu dire. Il ne s'agit pas ici de débattre ou de polémiquer, mais de questionner et de « brasser » les propositions.

La démarche suivie consiste à construire une intelligence collective et une intersubjectivité : chacun-e va repartir avec les idées des autres, en tout cas celles qui lui parlent. La condition de base de cette démarche, c'est de prendre la parole à son tour, de s'écouter et d'éviter toute polémique ou tout débat imposant un rapport de force : il est essentiel donc que le rituel, consistant à prendre la parole uniquement quand l'on est invité-e, soit respecté. Il s'agit simplement de brasser les idées et chacun-e en retiendra ce qu'il ou elle voudra.

Prolonger la fresque

On peut proposer à chacun-e d'écrire en dix minutes un petit texte s'inspirant de la fresque et de l'échange (par exemple « l'espace public pour moi, c'est... ») puis articuler ces textes pour en faire une œuvre collective, premier matériau du groupe. On peut aussi proposer à chacun-e de réaliser une affiche reprenant un dessin de la fresque et des slogans inspirés du brassage de mots ; ces affiches débouchent sur une exposition collective.

3• Qu'est-ce-que déconstruire ?

Déconstruire renvoie à une attitude très ancienne, notamment celle de Socrate : questionner en permanence le sens des mots, douter, pratiquer la vigilance critique.

Le principe de départ

La déconstruction s'appuie sur le fonctionnement de toute langue humaine, quelle qu'elle soit. Entre les sons qui désignent une chose et la chose elle-même, le lien est construit par les humains. Rien ne nous oblige à appeler « table » une table par exemple.

Nommer les choses est cependant vital pour les humains, car cela permet de communiquer et d'agir sur le monde. Ainsi, dans un pays où la neige est essentielle, par exemple chez les Esquimaux, on distinguera une très grande quantité de sortes de neiges, renvoyant chaque fois à des mots différents, alors qu'en pays tempérés où la neige n'est vraiment pas fréquente, l'on n'a qu'un seul mot : neige/non neige. Par ailleurs, suivant l'évolution du réel, la façon de nommer évolue sans cesse : le changement climatique amènera certainement les Esquimaux à inventer d'autres mots.

Nommer toutefois n'a rien d'innocent : certains ont appelé l'invasion nazie « juste châtiment » pendant que d'autres l'appelaient « invasion barbare », etc.

Nommer renvoie donc à des conflits et à des rapports de force. L'injustice s'installe lorsque l'on nous fait croire que les significations échappent à la construction humaine, échappent à l'évolution progressive de l'usage social avec ses rapports de force. Des significations sont présentées comme sacrées, absolues, intangibles, définitives, essentielles... Or, les catégories dans lesquelles nous évoluons produisent des effets d'enfermement, de violence, de hiérarchie. Ainsi, les distinctions Hommes/Femmes, Noirs/Blancs, Homos/Hétéros ... entraînent des effets de violence, de discrimination.

La déconstruction questionne ces catégories en vue de favoriser une ouverture, une créativité, en vue de sortir des aliénations, en pratiquant deux types de questionnement :

1. Un questionnement généalogique : d'où vient ?

Il s'agit de remonter dans le temps, dans les textes et l'Histoire, pour comprendre comment telle équivalence, telle opposition, tel classement... se sont imposés et s'ils ont une origine légitime, compatible avec les Droits humains.

2. Un questionnement existentiel : quels effets ?

Il s'agit d'interroger les effets destructeurs que les catégories en vigueur provoquent. Ainsi opposer radicalement hommes/femmes ou noir/blanc (alors qu'on pourrait parler d'être humain avec une caractéristique particulière) entraîne des effets de soumission, de discrimination... C'est ce qu'il faut déconstruire avec impertinence et dans une démarche « joyeuse ».

3• Déconstruire de façon impertinente (I)

Il s'agit de recueillir, sur un thème donné par exemple, tous les propos habituels ou toutes les affirmations dominantes qui circulent. Une fois ce corpus rassemblé, la démarche consiste à détourner et à perturber l'affirmation de départ, de façon joyeuse et impertinente et de manière à en faire apparaître l'absurde, l'arbitraire ou l'imposture. Quelques techniques de base.

A. Une déconstruction lexicale

1. L'inversion

Inverser un propos bien-pensant et considéré comme tolérant... « Nos différences font notre richesse » devient « Nos richesses font notre différence » dont la portée est beaucoup plus critique que l'affirmation bien-pensante du départ.

Autre exemple : « On ne peut accueillir toute la misère du monde » devient « Toute la misère du monde ne peut pas nous accueillir ».

2. Le détournement

Détourner une partie de l'affirmation dominante en rajoutant ou en enlevant un petit élément qui fait surprise : « Tous différents, tous égaux » devient « Tous différents, tous illégaux ».

3. L'hybridation ou le mélange des référents

Dans une perspective de réciprocité

Par exemple, un proverbe reconstruit : « Remettre la Mosquée au milieu du village et les cochons seront bien gardés ».

4. Le croisement

Prendre deux propos bien-pensants et en faire apparaître l'absurdité en croisant certains de leurs éléments. Par exemple : « Il faut manger 5 fruits et 5 légumes par jour » et « Il faut surveiller son cholestérol » peut devenir « Il faut manger 5 cholestérol par jour » et « Il faut surveiller les fruits et les légumes ».

5. La déclinaison

Prendre un terme chargé de significations idéologiques ou sociales fortes et jouer avec ce terme, à travers des déclinaisons multiples qui en font apparaître l'imposture ou l'arbitraire. Ainsi, « austérité » peut devenir « austerrorité » ; « austerreur » ; « austerrorisme ».

« Cartes d'identité » peut devenir « Cages d'identité », « Clash d'identité », « Tarte d'identité », « Identités à la carte », « Identité encartée ».

3• Déconstruire de façon impertinente (II)

Cette deuxième approche consiste à imaginer des scénarios faisant apparaître l'arbitraire, l'absurdité, en lien avec des propos, des convictions ou des situations dominantes. Voici quelques techniques de base parmi d'autres.

B. Une déconstruction situationnelle

1. L'anticipation critique

Pousser la logique à l'œuvre jusqu'au bout pour en faire apparaître l'absurdité : par exemple, imaginer à quelle société future peut nous conduire une logique sécuritaire. Ainsi, chacun-e aurait devant sa porte un policier et verrait sa maison truffée de caméras.

2. L'inversion

Renverser la logique à l'œuvre pour créer la surprise ou la question : par exemple, imaginer un pays où tous les hommes sont voilés et s'occupent de la maison, alors que les femmes dirigent et portent la barbe : le collectif des femmes à la barbe ailée (barbelés).

3. Le collage

Reprendre des signes, des vêtements, des attitudes réservées à certaines catégories et organiser des affiches, des collages, des photos ou des parades qui les mélangent hardiment : par exemple, une jeune femme dont la tête est couverte d'une burqa, le buste d'un body échancré et le bas du corps de porte-jarretelles affriolants. Ou encore un barbu la tête couverte, mais qui porte un kilt. Ou encore un joueur de football qui a son maillot de corps et son ballon sur le dessus et un tutu rose pour le dessous du corps.

4. Le scénario absurde

Mettre en évidence une situation injuste en soulignant son caractère absurde ou délirant : par exemple, des chômeurs qui doivent se soumettre à une sorte de « star académie » pour être engagés.

5. Le marché aux étiquettes

Inventer des étiquettes improbables (« Juif catholique » ; « Délinquant inconnu » ; « Drogué notoire »), se promener en les affichant, les distribuer.

6. Le corps et le silence

Exprimer une résistance, une indignation, un refus à travers un langage muet où intervient principalement le corps : des femmes se promènent silencieusement avec des tombes en frigolite où s'inscrivent les causes de décès féminins. Des corps se couchent ou affrontent des tanks. Ou bien silencieusement, un immense cordon entoure un complexe bancaire, avec des têtes de mort sur le cordon.

3• Déconstruire : questionner, une saine habitude

Une troisième approche privilégie le questionnement comme attitude démocratique. Une telle démarche permet la vigilance critique indispensable et prépare déjà le travail argumentaire qui clôture l'action.

Le questionnement démocratique

1. **Un questionnement factuel** : Quels sont les faits exacts ? Sont-ils déterminants pour expliquer telle situation ou telle prise de position ?
2. **Un questionnement éthique** : Quels sont les principes ou valeurs à l'œuvre derrière telle affirmation, telle règle ou telle attitude ? Ces principes sont-ils légitimes ?
3. **Un questionnement existentiel** : Que ressentent les gens – éventuellement nous – dans cette situation vécue comme injuste ?
4. **Un questionnement généalogique** : D'où viennent telle règle, tel classement ou telle hiérarchie ? Est-ce légitime ou contestable ?

La procédure

1. Le choix du matériau de départ

Dans un groupe, pendant plusieurs jours, recueillir des propositions de situations sociales ou environnementales qui provoquent la colère.

2. La cueillette des questions – 20'

- A. Une situation est clairement exposée.
- B. Chacun pose la ou les questions qu'il souhaite, en renonçant à toute affirmation. Si des affirmations surviennent, elles sont transformées en questions.
- C. Chaque question proposée est transcrite (avec le prénom du questionneur ou de la questionneuse entre parenthèse).

3. Le regroupement de questions – 15'

Avec tout le groupe, un animateur ou une animatrice volontaire (tournante souhaitable) va tenter de regrouper les questions qui peuvent aller ensemble, afin de les thématiser (par exemple ; en distinguant les faits, les valeurs, le vécu, etc.).

4. L'ordre du jour

L'animateur ou animatrice va animer une prise de décision : « quels paquets de questions allons-nous traiter aujourd'hui ? ». Choix d'un ou deux « paquets ».

5. La construction d'une problématique

Les questions choisies, relevant d'un même paquet, sont articulées par le groupe pour construire ce qu'on appelle une problématique. Cette problématique est écrite en grand et ouvre une réflexion collective.

4• Préparer le pacte narratif (I)

Raconter et écouter des récits font partie d'une habitude humaine très ancienne, grâce à laquelle l'exigence de Justice se transmet comme un héritage ou un bien précieux.

L'intelligence narrative

Enfants, adolescents ou adultes, nous pouvons écouter ou lire des témoignages dans lesquels les « héros » racontent les injustices qu'ils ont subies de la part d'autres, les combats qu'ils ont menés pour plus de Justice. Parce que nous sommes nourris par ces récits, nous devenons plus attentifs aux injustices et nous renforçons nos exigences ou nos espérances pour l'avenir.

Cette interaction entre la personne qui raconte - narrateur/narratrice - et celle qui écoute - narrataire - peut être immédiate lorsque les deux sont en présence, ou bien différée, lorsque la personne qui a écrit n'est plus là au moment où on la lit.

La réception d'un récit comprend trois temps : le récit nous aide à comprendre les autres - **une attitude éthique** - à analyser ce qui s'est passé - **une attitude critique** - à utiliser ce qui est raconté pour imaginer notre avenir - **une attitude dynamique** qui « potentialise » le récit, qui en fait un moteur pour nous engager dans un projet, une action, une intervention, un nouveau récit, une œuvre nouvelle en faveur du Juste.

Celui ou celle qui a pris la peine de raconter s'est aussi engagé-e par rapport à nous qui écoutons ou lisons son témoignage, en étant le plus sincère possible sur sa propre histoire ou vis-à-vis des héros dont il ou elle parle, en étant le plus rigoureux possible dans les faits qu'il ou elle raconte ; en nous donnant une vision des choses mettant en évidence la recherche du Juste.

Cette interaction dynamique et respectueuse entre narrateur/narratrice et narrataire, c'est le pacte narratif, celui d'un double engagement.



4• Préparer le pacte narratif (II)

Les médias usent et abusent des témoignages citoyens dans le registre de la souffrance et de la plainte, faisant de nous une société de victimes. L'urgence est donc de transformer cette plainte en une exigence de transformation sociale, inventant des devenirs inédits.

Un pacte agissant

L'approche présentée ici encourage des personnes, rassemblées dans un espace de paroles, à raconter une injustice subie, à témoigner de la vie ordinaire. Il s'agit, pour le processus de formation, de prendre d'abord en compte la démarche du récit : sa construction, sa figuration. La vérité ou la non vérité objective des faits relatés n'est pas, à ce stade, au cœur du travail.

C'est le principe du pacte agissant qui est valorisé, invitant le narrateur ou la narratrice à être le plus sincère possible dans sa narration et les narrataires à respecter et à accueillir le récit de l'autre. Même encouragée, la sincérité reste néanmoins un indécidable, pour les personnes qui reçoivent un récit, car cette sincérité relève du mystère intérieur.

Voilà pourquoi partir d'un récit fictif (roman, nouvelle) ou d'un récit historique pourrait aussi fonctionner dans la construction d'une intelligence narrative. Toutefois, l'accent est mis, dans la méthodologie des intelligences citoyennes, sur les récits portés par des gens ici et maintenant. L'enjeu est que le récit fasse l'objet d'une réelle transmission et que ce dont il est porteur soit agissant et relayé par un collectif.

Du « Je » au « Nous » et du « Nous » au « Nous Toutes et Tous »

1. Rassembler des souvenirs épars et les ramener à la mémoire, en les nommant et en leur donnant un poids, une orientation positive ou négative.
2. Replacer les souvenirs dans un récit séquencé de façon tout à fait subjective, dévoilant l'intentionnalité consciente ou inconsciente de la personne qui raconte, car dans son récit se trouve à l'œuvre une vision implicite ou explicite d'une vie meilleure, plus juste...
3. Cette vision latente d'un devenir plus juste va permettre un travail collectif d'interprétation et d'universalisation.

Cette production de sens va permettre un triple mouvement :

- Le passage de l'individuel au collectif à travers la narration et la socialisation du récit.
- Un cheminement partant de l'affectivité vers l'exigence politique.
- La mise sur pied de démarches publiques d'expressions, d'actions.

Les attitudes citoyennes, de la narration à l'action

COMPRENDRE = prendre avec soi et transmettre

POTENTIALISER = donner une force transformatrice

INVENTER L'AGIR = mettre sur pied une intervention dans l'espace public

RATIONALISER L'AGIR = expliquer et argumenter

4• Préparer le pacte narratif (III)

Chacun-e se remémore différentes circonstances lui ayant fait subir une injustice ou bien, en deuxième choix, des circonstances donnant à voir une injustice subie par une autre personne faisant partie de sa vie : un travailleur proche, un père, une mère, un fils, une fille ou sœur, un voisin, un enfant, un ami, une amie (n'amener cette alternative que dans un deuxième temps).

Attention ! Les participants ou participantes doivent savoir à ce stade que le récit aura des destinataires, à savoir les autres personnes du groupe, de façon à orienter leur choix en fonction de cette donnée.

Les étapes de travail

1. Rassembler les éléments de l'action

Chacun-e choisit une situation et note en désordre ce qui lui revient, en s'aidant des questions suivantes : Que s'est-il passé ? Où ? Quand ? Comment ? Avec qui ? Comment les choses ont-elles évolué ? Qu'ai-je pensé ou ressenti alors ? Qu'est-ce que je pense ou ressens maintenant ? À ce stade, ce n'est pas encore un récit, mais des notes éparses.

2. Partager les récits = comprendre (prendre avec soi)

En petits groupes de 3 ou 4, il s'agit de partager chaque récit. Chacun-e raconte à son tour à deux ou trois autres son histoire et les autres adoptent une attitude de compréhension et non pas d'évaluation.

Ce respect réciproque est celui du pacte narratif. À ce stade, ne pas utiliser des termes relevant d'un jugement positif ou négatif (« C'est bien » ; « C'est mal » ; « Pourquoi as-tu réagi ainsi ? » « Tu as été stupide, à ta place, moi je »).

Adopter une attitude éthique, à l'écoute de chaque récit, pas de jugement ou d'attitudes qui clouent ou paralysent le narrateur ou la narratrice (voir plus loin la fiche sur les actes de parole).

Il s'agit ensuite d'entendre et de faire résonance : « Dans ce que tu racontes, tel élément rejoint une expérience personnelle ; tel autre est nouveau pour moi ». Le groupe est invité à la sobriété ; il s'agit simplement de reconnaître ce qui est vécu et d'établir un pont entre chaque récit et les autres : « C'est proche de mon expérience ou au contraire, je ne savais pas que c'était possible ».

4• Préparer le pacte narratif (IV)

3. Chaque groupe choisit 1 récit sur les 3 ou 4 racontés dans le groupe pour transmettre au grand groupe, parce que ce récit est représentatif d'une difficulté actuelle vécue par beaucoup (collectivisable) et parce que le narrateur ou narratrice est d'accord de voir son récit diffusé largement.

Il est utile de proposer des repères pour que s'effectue ce choix collectif. Quelques questions peuvent aider :

- L'histoire concerne-t-elle d'autres gens ici et ailleurs ?
- L'histoire concerne-t-elle plusieurs générations ?
- L'histoire reflète-t-elle des problèmes structurels (des tendances de fond) et ouvre-t-elle sur l'avenir ?

4. Le retour des sous-groupes et le bilan global

Quels éléments dans ce partage de tous les récits ont frappé quant à l'approche de l'injustice, ses caractéristiques, ses processus ?

5. Les récits choisis sont racontés et traités un par un (très long) ou bien le groupe, après un rapide résumé des récits retenus, privilégie un seul récit ou deux qui vont bien ensemble. Ce qui est choisi est alors raconté avec précision.

Qu'est-ce qu'un récit ?

Il s'agit de raconter une tranche de vie selon les principes de la narration : évoquer des faits concrets, des événements qui arrivent, des personnes qui parlent et agissent, des décors à décrire...

- Un jour...
- Telle personne ou telle autre personne ont dit et ont fait telle et telle chose
- Il est arrivé tel et tel événement
- J'ai ressenti tel et tel sentiment en vivant ces événements
- Ces événements ont évolué concrètement de telle et telle façon : gestes, paroles, circonstances concrètes
- Ces événements se sont terminés de telle ou telle façon, ou bien ne sont pas encore terminés.

Raconter le récit d'un autre...

Si l'on se fait narrateur du récit d'un autre, il est essentiel de respecter la chronologie et les faits qui ont été racontés. Il est essentiel également de bien indiquer que l'on reformule un sentiment, une impression, une estimation du narrateur ou de la narratrice « 30 km séparaient sa maison de son lieu de travail » (Les faits). « Pour le narrateur ou la narratrice, il s'agissait là d'un trajet douloureux, ressenti comme injuste » (Les ressentis).

4• Préparer le pacte narratif (V)

Plusieurs personnes intervenantes ont souligné la difficulté d'amener des récits d'injustice vécue et puis d'amener le groupe à choisir une ou deux histoires comme base du travail.

Aux sources des récits d'injustice

Quelques suggestions pour « induire » plus facilement l'étape de la narration :

- a. Lorsqu'un groupe partage une même expérience sociale, on peut, si cela est apprécié, s'appuyer sur cette expérience commune pour faire surgir les récits. Par exemple, un groupe a vécu dans sa grande majorité un exil. Raconter chacun une histoire injuste et précise, liée à cet exil. Dans ce cas, plusieurs récits, voire tous les récits, peuvent constituer un grand récit et être utilisés comme base du travail.

On regroupe les récits d'une façon ou d'une autre (les mettre par écrit et puis les relire ou les faire raconter à la suite l'un de l'autre). La suite du travail sera exactement la même que pour un récit individuel.

- b. Autres possibilités pour favoriser un récit ou des récits d'injustice : amener la groupe à découvrir son quartier et ses situations difficiles ; ou bien aborder une thématique comme « les luttes sociales » ou « le combat des femmes » ou « les discriminations » ou « le racisme » et sur base de ce cadre commun, inviter à se remémorer des situations proches.

Des thématiques contemporaines sont aussi à valoriser.

Une option intéressante serait d'aborder des thématiques qui touchent directement de nombreux publics d'aujourd'hui ; de ne pas les traiter sous forme de débats (rapports de force), mais en invitant chacun à se remémorer une situation injuste. Quelques exemples de ces thématiques : les marques, les vêtements et l'apparence physique, Facebook et ses dangers, le harcèlement moral, la consommation frénétique des nouveaux « machins » technologiques, la pauvreté cachée, ...

D'une manière générale, même si l'on part d'une ou deux situations pour construire l'action citoyenne, il peut être intéressant que tous les récits de tout le monde puissent être réécrits ou mis en image avec quelques mots (photos, collages et quelques éléments de narration).

Ces récits peuvent constituer un parcours à découvrir par tout le groupe avant de choisir l'un ou l'autre comme point de départ du travail commun. Ces récits peuvent aussi constituer un recueil dont le groupe décidera de la diffusion extérieure (blog, par exemple).

Quatre questions peuvent guider le travail de réécriture de son récit par chacun :

- Qu'est-ce qui a frappé les autres dans mon récit quand je l'ai raconté ?
- Comment mettre mieux en évidence ces moments-là ?
- Qu'est-ce que j'ai oublié de raconter qui a de l'intérêt ?
- Ai-je suivi une bonne chronologie ? Faut-il la reprendre ou la changer ?

4• Comprendre : une étape qui a ses exigences

Pour que le processus de compréhension (prendre avec soi) puisse se déployer pleinement, il s'agit de veiller aux attitudes développées dans le groupe. L'objectif est de faire résonance simplement (en quoi le récit d'une personne rejoint des situations connues par les autres ; en quoi au contraire il est objet de surprise et d'étonnement). L'enjeu est d'instaurer un processus de reconnaissance réciproque dans le groupe.

Attention aux actes de parole qui clouent !

En conséquence sont à éviter les attitudes suivantes, qui « clouent le sujet », qui clôturent l'histoire en mettant une pièce sur le trou. Eventuellement, construire collectivement une charte : « Pour bien s'écouter, il faut... »

1. **L'attitude Café du Commerce** : commenter à l'infini l'histoire en s'étalant sur des estimations, des bavardages, des considérations classiques du genre : « C'est toujours la même chose »...
2. **Le commentaire savant** : se lancer dans un éclairage explicatif et généralisant de la situation : « C'est là l'effet du grand Capital ».
3. **La consolation gentille** : consoler l'autre, le ou la cajoler : « Ma pauvre, comme tu as dû souffrir ».
4. **Les bons services ou « Monsieur, Madame je sais tout »** : cette attitude évalue, jauge, disqualifie le narrateur : « Moi à ta place, je ; comment as-tu pu ? y avait qu'à ».
5. **L'éviction du narrateur** : avant même que le narrateur termine son histoire, l'interrompre : « C'est comme moi ! », raconter sa propre histoire et voler son temps de parole.



5• Potentialiser : interpréter le récit

La situation d'injustice choisie est racontée avec précision à tout le collectif ; elle donne alors lieu à un travail commun d'interprétation, première étape de la potentialisation. Narrateur ou narratrice participe entièrement au travail.

Démarche du groupe :

1. Individuellement, sur grands post-it chacun réagit au récit raconté en grand groupe, en trois registres :

- **Les cris du cœur** : qu'est-ce que j'ai envie de dire spontanément, de questionner, de crier, après ce que j'ai entendu ?
- **Les images intérieures** : ce qu'il me vient comme image ou comme dessin quand je pense à ce qui m'a été raconté, en lien avec le contexte aujourd'hui. Attention ! Les dessiner, même très schématiquement, un dessin pouvant être naïf ou très élaboré, peu importe, seule compte la vision, l'idée.
- **Les exigences pour aujourd'hui et demain** : qu'est-ce qui doit changer dans la situation, dans le monde selon moi ?

Ces réactions en trois registres sont formulées en cours de narration et aussi en laissant un temps après la narration. Ainsi, les cris du cœur peuvent déjà s'écrire pendant la narration. Les consignes pour chaque registre (cris – images – exigences) sont données une à la fois. Il s'agit pour les participants d'inscrire une seule réaction par post-it, tout en étant libre d'en proposer beaucoup (éventuellement fixer un maximum lorsque le groupe est grand) ; avoir un maximum de réactions est précieux et très utile pour la suite.

2. Collectivement, le groupe découvre ce que chacun a produit : d'abord les cris du cœur, puis les images. Pour les cris du cœur, possibilité de les faire crier collectivement de façon expressive et de filmer pour une intro vidéo, par exemple.

3. On commence par le traitement des exigences de changements :

A. Celles-ci sont questionnées. Qu'est-ce qui est espéré par la personne narratrice pour elle-même ? Qu'est-ce que le groupe peut relayer, car relevant du politique ? Quelles exigences contredisent le gouvernail ? (Ne pas les éliminer définitivement, mais les retravailler).

B. Les exigences sont classées par thèmes et des priorités sont adoptées. Quels seraient les changements prioritaires pour nous ? En fonction du contexte.

4. Se constituent des sous-groupes d'intervention sur base d'un choix de langage

Quel langage souhaitons-nous privilégier ? Préalablement à la constitution des sous-groupes, pour faciliter le choix de langage, peuvent être présentés différents exemples d'interventions dans l'espace public, dans des registres multiples (voir fiches 8). L'idéal : des groupes de 5 à 8.

5• Potentialiser et interpréter le récit : tableau récapitulatif

Ce que nous avons spontanément envie de dire Une émotion mobilisatrice	Les images qui nous viennent Un imaginaire critique	Ce que nous voulons comme changements Un désir transformateur
<p>Les cris du cœur et les questions brûlantes :</p> <p><i>l'affectif</i> Le récit fait surgir des paroles de colère, de tristesse, d'indignation, des questions spontanées...</p>	<p>Les images intérieures :</p> <p><i>le symbolique</i> Le récit fait surgir des visions et images : que voyons-nous ? (symboles, objets, personnages, scènes...)</p>	<p>Les exigences de changement :</p> <p><i>le politique</i> Le récit interprété par nous comporte des visées implicites de changement.</p> <p>Quels changements sont espérés par la personne ? L'individu</p> <p>Quelles exigences de changement sont partageables par nous qui l'écoutons ? Le collectif</p> <p>Quelles exigences de changement sont à revendiquer pour Nous Tous et Toutes ? La société et / ou le monde.</p> <div data-bbox="1002 1435 1310 1487" style="background-color: #4a4a4a; color: white; padding: 5px; text-align: center; font-weight: bold;">Le gouvernail</div> <div data-bbox="1002 1487 1310 1912" style="border: 1px solid #ccc; padding: 10px; text-align: center;"> <p>« NOUS » RESPONSABLES</p> <p>AUTONOMIE JUSTE ? INJUSTE ?</p> <p>LIBERTÉ</p> <p>Du « Je » au « Nous Tous et Toutes » <i>La réponse est à construire...</i></p> <p>ÉGALITÉ</p> <p>FRATERNITÉ SOLIDARITÉ</p>  </div> <p>Questionner. Classer. Définir des priorités.</p>

6• Potentialiser le récit : imaginer l'action et se nommer

Les sous-groupes se sont constitués sur base d'un choix de langage (installation, infiltration, happening, vidéo, écriture). Avant le travail en sous-groupe, chacun-e choisit, sans concertation avec d'autres, cinq éléments : deux cris du cœur, deux images, une exigence de changement, à recopier à l'identique sur des post-it chaque fois différents. Son choix repose uniquement sur le fait que ça l'attire ou l'interpelle. Si les cris du cœur sont suffisamment nombreux, chaque sous-groupe peut tour à tour s'en saisir simplement. S'ils sont peu nombreux, chacun-e recopie son choix, post-it par post-it. Les images souvent plus rares, quant à elles, doivent être recopiées.

Première étape (15 à 20 minutes) : **Le brainstorming**

Cette sélection individuelle est ensuite mise en commun et la récolte collective représentera le capital symbolique de départ pour chaque groupe. C'est sur cette base que vont se construire les idées d'intervention citoyenne. Si plusieurs fois les mêmes post-it apparaissent dans un groupe, possibilité d'aller en rechercher d'autres.

On place les choix de chacun-e sur une table et on joue avec les différents post-it de façon à produire pendant 10 minutes ou ¼ heure un brainstorming énonçant un maximum d'idées d'interventions citoyennes. Sur une surface à plat, chacun-e dans le groupe manipule les post-it en provoquant des rapprochements divers, constamment en mouvement. Une telle dynamique doit s'accompagner de visions ou de sons « en rafale » qui s'énoncent de plus en plus vite, sans aucun commentaire entre ces propositions.

« Moi je vois une femme sur un clocher pointu avec une fesse à l'air » ; « Moi je vois un clown qui flotte au-dessus de la gare » ; « Moi j'entends... ». Ces visions et sons doivent s'enchaîner à toute vitesse sans aucune remarque. Après 15 ou 20 minutes, l'on peut disposer d'une liste de propositions pouvant aller jusqu'à 40 items. Attention ! Rester dans l'ordre du sensible (« vois », j'entends ») et pas dans l'intellect.

Deuxième étape (25 minutes minimum) : **Les convergences et le fil rouge**

En relisant la liste, le groupe dégage des convergences, un fil rouge, des idées clés qui permettraient de donner une orientation et une cohérence à l'intervention.

Troisième étape (60 minutes minimum) : **Le scénario d'intervention**

À partir de ces convergences et du fil rouge dégagé, le groupe construit un ou plusieurs scénarios d'intervention. Sur base de ces scénarios, il élabore une stratégie d'intervention, faisant un choix parmi les scénarios évoqués. Ce choix s'inspire parfois directement de certains post-it ou bien stimulé par la dynamique de brainstorming, le choix final n'a plus de liens visibles avec les post-it.

Quatrième étape (40 minutes minimum) : **Le slogan, le nom et l'affirmation forte**

Sur base du scénario ou des scénarios élaborés, le groupe formule une affirmation forte qui donne sens à son action : textes forts, slogans, questions interpellantes. De même, le groupe se donne un nom de collectif en lien avec le message qu'il souhaite diffuser.

Les stratégies de nominations peuvent être déconstructives, humoristiques (*Sauvons les riches*) ; elles peuvent désigner un tort subi (*Les sans-papiers, les sans-logis, les sans-terre*) ; elles peuvent reprendre une insulte comme nom de fierté (*Les salopes, les suffragettes*) ; elles peuvent refuser l'insulte (*Ni putes, ni soumises*) ; elles peuvent aussi désigner le changement voulu (*Les altermondialistes*).

6• Focus sur le brainstorming et autres usages

Deux cris du cœur, deux images et une exigence de changement. La créativité, chez les humains, s'appuie sur trois grands « profils » : les auditifs, les visuels, les kinesthésiques.

Des profils créatifs

Les auditifs sont les personnes qui appréhendent le monde à travers ce qui est dit, les mots, les sons, les phrases (les discours intérieurs et extérieurs) ; les visuels sont les personnes qui appréhendent le monde par des images, des dessins, des schémas ; les kinesthésiques s'approprient le monde à travers des sensations, émotions, mais aussi à travers le mouvement.

Dès lors, il est important dans le brainstorming de départ, de mettre à égalité ces trois sensibilités, l'aspect mouvements et émotions étant assuré par la manipulation des post-it et le choc des connexions inédites.

L'idée de départ de l'action créative citoyenne doit surgir du travail de manipulation des post-it. Pour ce faire, ceux-ci ne doivent pas être trop nombreux sinon le groupe est noyé. Toutefois, rappelons que, si dans un groupe, il y a plusieurs fois les mêmes post-it, le groupe peut aller en rechercher de nouveaux (ne pas oublier de les recopier et ne pas les prendre). Dans le cas de très petits groupes, il vaut mieux donner la consigne à chacun de prendre trois images plutôt que deux.

Comment traiter la liste des idées produites par le brainstorming ?

Il s'agit de relire plusieurs fois la liste. Sur cette base, le groupe peut opérer plusieurs traitements. Soit on identifie plusieurs univers à l'œuvre dans la liste et on décide de les adopter tous ou d'en choisir un ; soit on repère les fils rouges, les éléments qui traversent la liste ; soit on retient des images très fortes comme points de départ. Les trois approches peuvent être menées en complémentarité.

Une utilisation multiple

Lorsque la production de départ a été abondante, les post-it sont vraiment très nombreux, affichés sur le mur et ils peuvent encore servir dans une autre phase du travail. Par exemple, lorsqu'un groupe décide d'écrire un texte, rien n'empêche d'aller recopier d'autres mots pour enrichir le texte en construction.

NB : La consigne peut, dans certains cas, être modifiée : l'animateur peut décider de travailler avec cris du cœur et images et traiter les changements après la réalisation, au moment où on explique l'action vers l'extérieur.

7• L'esprit d'une intervention choisie

Il s'agit concrètement d'organiser l'action, ses matériaux, son langage, ses dispositifs, les jeux d'acteurs... Il est important aussi de déployer tout le contexte de l'intervention : comment la rendre explicite ? Dans quelle opportunité s'inscrire ? Quels partenaires mobiliser ? Tout un esprit est à déployer.

Des ruptures inventives

Les personnes ont choisi un registre d'intervention. La démarche de créativité a consisté à associer de multiples façons des post-it « cris du cœur », des post-it « images » et des post-it « exigences de changement ». Ces associations multiples ont pu, au sein du sous-groupe, créer un choc, amener une idée porteuse, qui sera exploitée jusqu'à la construction concrète d'un dispositif.

1. La déconstruction

Déconstruire, c'est faire apparaître, de manière impertinente et créative, le côté absurde, violent, arbitraire, injuste d'un rapport de force, de situations d'oppression, mais aussi de faire apparaître l'arbitraire d'opinions ou de propos véhiculés dans la société. Sur base du brassage des post-it, les démarches de déconstruction jouent sur le choc des mots, sur le choc des images et sur différentes transformations du réel, en vue de créer un décalage, une question, un regard nouveau.

En bref, il s'agit d'inventer une surprise situationnelle qui cadre de façon nouvelle les choses, à travers des processus d'inversion, d'hybridation, d'anticipation critique, de scénarios mi-réels, mi-délirants : voir plus haut à ce sujet les fiches « déconstruction ».

2. La prescription

Sur base du choc des post-it, disposés de mille et une façons différentes, il s'agit aussi pour le groupe de construire une revendication ou une proposition de changement, claire et forte, dans un style court et simple, lisible par tous.

Il peut donc s'agir d'un slogan ou d'une affirmation. Le terme « prescrire » renvoie à l'idée qu'une exigence de changement, c'est comme une prescription médicale : on prescrit un devenir et il ne s'agit pas d'une proposition relativiste qui peut s'affadir ou se réduire. Par exemple, « À travail égal, salaire égal », ce n'est pas « À travail plus ou moins égal, salaire plus ou moins égal ». Pour être intéressante politiquement et humainement, une prescription ou revendication doit porter vers un devenir positif, impliquant une certaine joie ou quelque chose d'heureux.

3. La nomination

Se nommer peut correspondre à différentes démarches : l'impertinence rigolote, le fait de désigner le changement voulu, le fait de désigner le tort subi, le fait de refuser l'insulte, le fait de prendre l'insulte comme nom de fierté... Il est possible aussi que certaines nominations servent en même temps de slogan et de revendication : « Le savoir pour Toutes / Toutes pour le savoir » est un nom de collectif qui est en même temps un slogan et une revendication.

8• Réaliser l'action : les registres contemporains (I)

Les registres contemporains d'intervention citoyenne s'inspirent d'une démarche déconstructive (voir fiche précédente) et cherchent, à travers des dispositifs variés, à provoquer un choc, une interrogation, un nouveau regard.

L'infiltration

On introduit un (petit) élément surprenant dans un endroit fréquenté par les gens ; un élément qui doit susciter l'étonnement et l'interrogation tout en étant compréhensible par tous.

Exemples :

- Un citron au milieu des tomates disant quelque chose (ou l'inverse : une tomate au milieu des citrons...).
- Un chapeau ou un accessoire impertinent mis sur une statue au centre de la ville.
- Sur les tablettes d'un train, une petite boîte de conserve avec la question : « Etes-vous bien installés ? Les transports publics vous conviennent-ils ? »

L'interpellation/ le happening :

On imagine une petite scénographie dynamique et vivante qui interpelle les gens et les amène à discuter et à réfléchir. Pour ce faire, le mieux est de choisir un espace et un moment où les gens ont le temps : sur un marché, sur une foire, sur les quais d'un fleuve un dimanche, etc. Toutefois, on peut aussi construire une réalisation théâtrale proprement dite, la diffuser sur scène ou encore par vidéos.

Exemples :

- Un petit magasin où l'on rachète les préjugés dont les gens ont été victimes lorsqu'ils ont voulu louer un appartement ou une maison.
- Une maison à louer que l'on regarde avec des jumelles à l'intérieur : il est indiqué « A louer sauf... »
- Une brocante organisée sur un marché « La brocante des droits menacés », où l'on vend toutes sortes d'objets symboles de l'aliénation des femmes avant la conquête d'un certain nombre de droits liés à la contraception et à l'avortement.
- Du théâtre invisible qui se dévoile après l'interpellation pour être déontologique : « dans un bus, une femme se fait violenter par son frère parce qu'elle aime quelqu'un et un personnage mystérieux intervient en disant « Vous auriez pu attendre l'heure où l'on peut punir les femmes indignes ».

8• Réaliser l'action : les registres contemporains (II)

L'installation

Cette façon d'intervenir, à la différence de l'infiltration et de l'interpellation, nécessite des autorisations, par exemple communales et parfois même de police. Il s'agit donc de construire une négociation avec les acteurs concernés.

L'installation relève d'une sorte d'œuvre d'art, mais d'un art politique et social. Il peut s'agir d'une sculpture, d'une construction provisoire, d'un dispositif éventuellement important, placé à un endroit stratégique, pour susciter le questionnement et faire événement. En général, les installations s'inscrivent dans un événement plus large et s'entourent de moments de débats, de moments de conférences et autres manifestations (théâtre, cinéma, etc.).

Exemples :

- Dans une ville, pour protester contre le manque de trottoirs dans certains quartiers et le fait que c'est dangereux pour promener les jeunes enfants : une parade de landaus qui convergent vers une pyramide transparente en plastique, sur une place connue. Dans la pyramide, des poupées et des landaus cassés. Le tout s'accompagne de manifestations diverses et de conférences de presse.
- Pour protester contre le fait que les banques refusent d'ouvrir des comptes si on est pauvres : installation près d'une banque, dans un jardin public (autorisation), d'un montage de vieilles cuisinières avec four et chaque four permet d'organiser un troc entre des objets que l'on donne et des objets que l'on prend. Cette installation s'accompagne de débats et de conférences sur le principe de banque collective, de dépôt public.
- A Montréal, lors du déclenchement de la guerre d'Irak, les artistes d'ATSA (Action Terroriste Socialement Acceptable) ont récupéré une vieille jeep et l'ont fait brûler artificiellement avec des fumigènes au centre de la ville.
- A Bruxelles, pour faire prendre conscience aux gens de l'usage excessif de la voiture, une voiture retournée sur le toit ; double absurdité : elle ne sert à rien et elle encombre.
- A Bruxelles, sur un espace de terre cerné par les voitures, l'installation d'un petit camping de fortune avec repas, musique, débats sur l'espace urbain, etc.

8• Réaliser l'action : autres langages et supports

- **Une vidéo** qui interpelle de façon surprenante ceux qui la regardent avec un scénario choc, des images étonnantes inspirées des post-it choisis, qui peut être aussi diffusée sur le Net.
- **Une campagne d'affiches** diffusable sur les murs de la cité et sur le Net également : une campagne qui reprend certains cris du cœur et certaines images produites par le groupe en formulant une exigence claire.
- **Un blog ou un site** valorisant toutes les performances réalisées et leurs exigences.
- **La réalisation d'un texte** de presse diffusable dans la presse écrite et sur le net ou d'un texte « poétique » de type slam ou rap...
- **La réalisation d'une intervention théâtrale** de type théâtre-forum ou bien des sketches-flashes ou bien une comédie musicale ou bien l'organisation d'une parade amusante.

Un regard éthique et politique sur les réalisations

Une fois les réalisations élaborées, elles se partagent et se montrent aux différents membres du collectif. Une démarche d'évaluation réciproque a pour objectif de soutenir chaque réalisation pour ce qu'elle est et de suggérer des pistes pouvant, le cas échéant, l'améliorer. En revanche, les choix esthétiques doivent rester l'apanage des réalisateurs.

1. Il peut être utile de réagir à ce qui est proposé en évaluant l'adéquation des réalisations avec le gouvernail. N'y a-t-il pas contradiction ou dérive, d'éventuelles trahisons politiques et éthiques, à l'égard des principes fondateurs ?



2. Les différents membres du collectif peuvent aussi suggérer des perfectionnements portant sur l'amélioration d'un slogan ou la clarification d'une réalisation, dans le but de la rendre la plus lisible possible aux yeux d'autres citoyens.
3. En termes de réflexivité, il peut être intéressant aussi que chaque sous-groupe pointe les post-it qui ont été particulièrement porteurs pour la réalisation.

Apprentissage à la carte

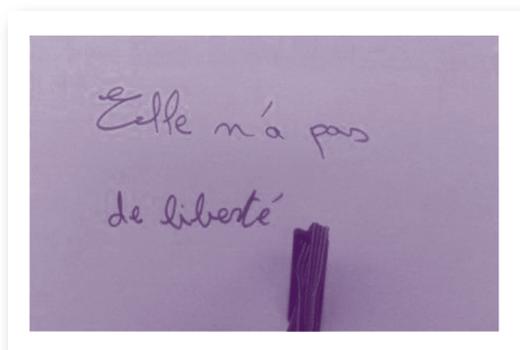
Cette fiche traverse les autres apports et propose des démarches intermédiaires pouvant être utilisées pour elles-mêmes ou être intégrées comme étape d'un projet.

Écriture et créativité

- Chacun-e parcourt rapidement les trois types de post-it (cris – images – exigences) et pique au hasard un élément dans chaque catégorie (l'image devra être traduite en mot) pour construire une affirmation forte à partir de là. Ce travail doit être rapide et totalement aléatoire. Là où l'œil se pose, on prend. Les phrases construites pourront servir de matériaux dans les interventions du groupe.
- Chacun-e parcourt en diagonale ou en verticale les post-it pour écrire un texte...
- Chacun-e pique au hasard des mots et des images pour en faire une improvisation théâtrale.
- Chacun-e se promène en diagonale dans les mots pour écrire un slam, un texte.

Apprentissage linguistique et émancipation

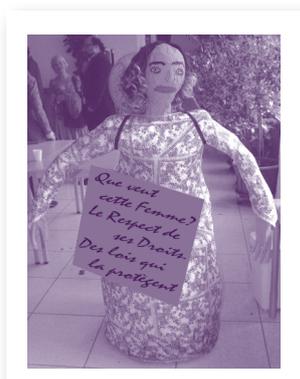
Dans le cadre d'un cours de langue véhiculaire pour personnes d'origine étrangère, la démarche décrite dans les fiches qui précèdent peut permettre à la fois un apprentissage linguistique et une démarche d'émancipation.



Cri du cœur



Image



Installation publique

« Que veut cette femme ?
Le Respect de ses Droits.
Des lois qui la protègent. »

9• En option : l'utopie (I)

La construction d'une utopie par un collectif n'est pas indispensable, mais une telle démarche permet d'élargir les imaginaires et de favoriser les revendications. Cette utopie peut être construite à la fin du processus ou en cours de processus, selon les circonstances.

Qu'est-ce qu'une utopie ?

Une utopie, c'est une société idéale réalisée. « Utopie » veut dire « lieu qui n'existe pas ». Construire une utopie, c'est donc inventer un lieu qui n'existe pas et qui n'existera pas. Toutefois, construire une utopie, c'est reculer l'imaginaire et produire des idées nouvelles dont certaines seront en partie réalisables. Exemples : les Droits humains et l'exigence d'égalité sont des idées apparues au 14^e siècle avec l'extension du commerce et des échanges commerciaux. Un commerçant n'est pas un serf et il a un rapport contractuel avec les autres. C'est notamment dans la cervelle des commerçants qu'est née cette idée « utopique et délirante à l'époque » d'une égalité entre les humains, qui a mis, en Occident, 4 siècles à faire son chemin ; elle s'est imposée très timidement à la fin du 18^e siècle seulement.

Dans le même ordre d'idée, l'égalité entre hommes et femmes relevait du pur délire utopique jusqu'au début du 20^e siècle et pourtant depuis l'Antiquité des femmes défendent cette utopie.

Les principes démocratiques relèvent donc d'une anticipation utopique, mais constructive. Ainsi l'égalité parfaite, permanente et absolue entre les humains, est une utopie, on ne l'aura jamais. Il y aura toujours un écart entre cette exigence et les faits, mais c'est une exigence combative, indispensable à l'évolution démocratique, qui contribue à critiquer et à transformer la réalité.

Comment construire une utopie ?

Une utopie est toujours un scénario concret de vie collective.

Exemple : *l'Abbaye de Thélème* de Rabelais. La devise en est : « Fais ce que voudras ». Par exemple que chacun, que chacune choisisse tous les soirs le compagnon qu'il ou elle désire dans son lit ou bien choisisse d'être seul(e). Révolutionnaire pour le 16^e siècle !

9• En option : l'utopie (II)

Démarche du groupe

L'objectif de cette démarche est de construire un scénario concret de société géniale.

1. Partir d'une situation d'injustice vécue selon une autre démarche que celle des cris du cœur. Chacun et chacune entendant l'histoire se laisse aller : « En entendant ce récit, moi je rêve de... ». L'expression d'un tout autre monde.

2. Se laisser aller à rêver et à imaginer de façon décoincée (un brainstorming) : « Qu'est-ce qui nous ferait rêver et qu'est-ce qui serait vraiment désirable pour chacun et chacune ? »

« Quelles idées originales chacun et chacune peut-il mettre sur la table sans se censurer ? »

Chacun, chacune jette des idées jouissives ; à ce stade, personne ne discute ou ne commente les idées des autres : ne pas juger, ne pas évaluer, ne pas discuter, ne pas palabrer. On ramasse un maximum d'idées désirables.

3. A partir de là, le groupe regarde s'il y a des convergences et des divergences dans la production. Peut-on donner une cohérence de société idéale avec toutes les idées ? Examiner si certaines idées contradictoires à d'autres ne doivent pas donner lieu à un choix ou à une reformulation. Vérifier si l'échelle grammaticale tient la route : ce qui serait idéal pour moi, pour toi, pour nous et le mettre à l'épreuve du Nous Tous.

4. Une fois le scénario génial et commun réalisé, il s'agit de lui donner un titre en accord avec le contenu.



10• Découvrir les corruptions rhétoriques

Comment découvrir pratiquement le débat-caca et ses conséquences ? Il s'agit de toucher du doigt le recul de la vigilance critique, l'absence de transmission et d'historicité, le manque de procédure délibérative partagée.

Le débat-caca et ses méfaits :

- La compétition et non la recherche du vrai et du juste
- Le chasseur devant sa proie : un rapport sujet-objet
- L'évacuation de la vie réelle par des techniques polémiques
 - syllogisme
 - plaider, réquisitoire
- Les faux couples qui cachent la forêt
 - fausse équivalence
 - fausse alternative
 - clivage paravent
- La rhétorique barbare du pour ou contre : leurre et stratégie
 - désigner les ennemis intérieurs
 - banaliser le tort subi
 - fragiliser les acquis démocratiques

Consignes de travail : 6 ateliers

Atelier 1 : Le salon savant

Construisez une intervention théâtrale qui refuse d'entendre la souffrance des gens sur un thème choisi (santé, retraite, etc.) en mettant en forme des syllogismes, des réquisitoires et des plaidoyers pour évacuer la vie réelle).

Atelier 2 : Tout est dans tout

Construisez un texte humoristique recensant un maximum de fausses équivalences en circulation dans notre société.

Atelier 3 : L'argent ou la vie

Construisez des séquences menaçant les citoyens et présentant de fausses alternatives (disqualifier les acquis importants et proposer à la place).

Atelier 4 : Débusquer les paravents !

Recensez des oppositions sémantiques politiquement correctes (tolérance/non tolérance) à travers une démarche créative faites apparaître le leurre, ce que cette opposition cache comme offensive cachée.

Atelier 5 : Tout cela n'est pas grave !

Recensez des polémiques en pour ou contre qui ont pour enjeu de banaliser le tort subi : « Pour ou contre les génocides ». Ou de fragiliser les acquis démocratiques : « Pour ou contre la retraite à 68 ans ».

11• S'entraîner aux actes de parole

Une compétence de base est celle qui permet de débusquer les actes de paroles compétitifs et de s'entraîner aux actes de paroles coopératifs.

Un petit entraînement

Favoriser les actes de parole coopératifs : questionner, répondre, écouter, reformuler, synthétiser, explorer, s'informer, comparer, distinguer, affirmer ses valeurs, exprimer les divergences et les convergences, ...

Pratiquer la vigilance à l'égard des actes de parole compétitifs : disqualifier, intimider, menacer, humilier, persifler, mentir, dénier, répondre à côté, contourner, surévaluer, ...

Tu entres dans le débat avec un enjeu précis : tu veux imposer une conclusion

.....

Tu entres dans le débat sans intention de l'emporter, de convaincre de quelque chose ; simplement avec une question ou une préoccupation ou un témoignage

.....

Poser des actes de parole compétitifs

Deux personnes présentent un projet

Tu persifles

Tu cherches à les séduire

Tu noies le poisson

Tu cherches à te faire passer pour plus compétent-e

Tu les ridiculises

Poser des actes de parole coopératifs

Deux personnes présentent un projet

Tu adoptes une attitude complémentaire : questionner, reformuler, explorer, suggérer, expliquer ton sentiment, ta réaction...

.....

12• Rationaliser et argumenter les exigences de changement

Les 4 catégories de la délibération démocratique peuvent servir à organiser et à défendre les exigences de changement proposées par un collectif dans son agir. Comment élaborer un dossier de presse, construire une plateforme ou une charte, proposer un texte parlementaire, réaliser un « flyer » pour soutenir l'action ?

La démarche de travail

Reprendre les exigences de changement, les classer par thématique ou catégorie. Éventuellement, se donner des priorités (voir fiche 5 – Focus sur les exigences de changement).

Une fois ce traitement opéré, il s'agit de défendre et d'expliciter les exigences de changement selon les quatre catégories proposées par Habermas.

Le rapport au vécu – la collecte des expériences vécues

« Voilà les situations concrètes, injustes ou intolérables, qui ont motivé notre action ou qui nous mobilisent ».

Le rapport au contexte - l'analyse des faits pertinents.

Il s'agit des données économiques, sociales, culturelles ou autres, locales et mondiales
« Ces situations s'inscrivent dans tel contexte local ou plus large, contexte social, économique, culturel. Les faits qui entourent ces situations, les statistiques ou les données informatives éclairent les choses de telle et telle façon ».

Le rapport au Juste – la confrontation au gouvernail

1. Les écarts par rapport au gouvernail.

2. Les propositions politiques : ce qui serait juste pour Nous Toutes et Tous.

« Voilà ce qui nous paraîtrait plus juste et plus démocratique en lien avec les situations, le contexte, les fondements démocratiques, les possibilités publiques et les ressources collectives ».

Le rapport au Droit – la confrontation aux lois et aux règles

« Les situations vécues sont contraires à telle disposition du Droit national ou international ; nous pouvons nous appuyer sur telle disposition légale. Ou bien a contrario par rapport à ces situations, le Droit national ou international est en défaut et devrait évoluer ».

Les rapports au Vécu et au Juste nous appartiennent totalement en tant que citoyens et citoyennes ; les experts et les juristes n'ont pas à nous les dicter. En revanche, en ce qui concerne les rapports au contexte et au Droit, nous pouvons nous faire aider pour disposer d'éclairages pertinents, nous permettant à la fois d'argumenter nos choix d'actions, de les construire et de les renforcer.

13• Pratiquer la dynamique d'une délibération (I)

Réfléchir et délibérer pour construire une intelligence collective et adopter une résolution qui soit le plus possible juste, cela se construit en 4 temps, pouvant être mis en interaction ou traités en spirale (soit le même chemin en approfondi).

La construction d'une délibération démocratique

L'appel au vécu :

- Cette première étape amène à exprimer les émotions et expériences de chacun et chacune par rapport au problème posé.
- Ou encore, on peut témoigner d'émotions ou d'expériences vécues par d'autres personnes que nous connaissons et qui font écho pour nous.
- Le rapport au vécu nous appartient pleinement en tant que citoyens, citoyennes.

L'analyse des faits, du contexte :

- Cette deuxième étape examine, dans le présent et le passé, les faits ou les éléments objectifs du contexte dans lequel s'inscrivent les récits vécus, qui demandent de s'informer, d'enquêter, de faire appel à des personnes ressources.
- Une telle préoccupation est particulièrement importante à une époque où le Net permet à chacun de se transformer en journaliste et de faire circuler des informations, sans processus de vérification. Voilà pourquoi se développe le « Data journalisme » qui tente de restaurer une rigueur des faits.

La référence aux principes démocratiques et le rapport au juste :

- Cette troisième étape pose à toutes les personnes participantes la question suivante :
Ce qui est bien pour nous, est-ce juste pour nous tous et toutes ?
- Comment respecter la liberté des autres, l'égalité des droits...?
- Cette étape met à l'épreuve le gouvernail. Les options ou résolutions proposées par les membres du groupe ne contredisent-elles pas les principes démocratiques, leur interaction ? Cette étape amène donc à sélectionner ou à hiérarchiser les arguments et les propositions, afin d'adopter une résolution légitime, c'est-à-dire en lien avec le Nous Tous et Toutes. Comme le rapport au vécu, le rapport au juste nous appartient pleinement en tant que citoyens, citoyennes.

Le rapport au Droit :

- Cette étape de l'intelligence collective examine les règles en vigueur ou le Droit pour voir s'ils peuvent être utilisés comme appuis ou bien pour voir s'ils sont injustes et donc demanderaient à être revus.
- En effet, le Droit n'est pas toujours juste.
- Cette étape peut nécessiter l'apport de personnes-ressources.

13• Pratiquer la dynamique d'une délibération (II)

Dynamique d'une délibération démocratique

Pratiquer une délibération démocratique fait vivre un trajet complexe que nous pouvons schématiser en quatre pôles, permettant de construire une résolution légitime et valide.

Le rapport au Sincère (le vécu) :

Ce que nous croyons est-il à mettre en relation avec des situations vécues ou ressenties comme injustes?

Le rapport au Juste :

Etant donné les vécus et leur contexte, quelle résolution proposer ? Ce qui est bien pour nous, est-ce juste pour le monde ?

Mettre en œuvre le gouvernail

Nos convictions




Le rapport au Vrai (le contexte) :

Quelles informations pertinentes renforcent ou contredisent notre vécu ou notre perception ?

Dans quel contexte économique, social, politique ou autre s'inscrit notre vécu ?

Le rapport au Droit :

Quelles Lois ou règles peuvent nous servir de références ?

Quelles Lois ou règles nous posent problème ?

Poser des actes de paroles coopératifs et constructifs :

- Ils encouragent l'expression des situations, l'analyse des faits, la récolte d'informations, la reformulation, la synthèse.
- Ils amènent des propositions positives, des questions utiles.
- Ils favorisent le doute et la vigilance critique, l'explicitation des divergences et désaccords.

Éviter les actes de paroles compétitifs et narcissiques :

- Ils servent uniquement à mettre en valeur les personnes.
- Ils pratiquent l'intimidation, la moquerie, le persiflage, la manipulation...
- Ils veulent déstabiliser les participants au débat plutôt que chercher la vérité.
- Ils empêchent le sérieux du travail collectif par des interventions «spectacle».

14• Favoriser les conditions d'une délibération

Une délibération nécessite la mise en place de conditions éthiques et méthodologiques pour pouvoir prétendre à la validité et à la légitimité.

Condition 1 : un référentiel commun pour une légitimité

Un débat se doit d'être triangulé par des repères tiers, à savoir les principes fondateurs d'une démocratie (le gouvernail). Sans cette référence, sans ce socle commun, un débat devient un simple rapport de force, ouvert à toutes les sauvageries, alors même qu'il est censé incarner un lieu de mise en suspens des violences, pour construire une intelligence collective par la raison.

Condition 2 : des actes de parole coopératifs et non compétitifs

Le philosophe allemand Habermas parle de délibération démocratique et non de débat. Parler, c'est agir, c'est poser un acte qui a des effets. Parler, c'est donc s'engager et prendre une responsabilité. Pour Habermas, en démocratie, lorsque l'on entre dans une délibération argumentée, il est important de poser des actes de parole qui traitent l'autre comme un sujet égal à soi et non comme un objet, de mettre en suspens les compétitions rhétoriques.

Condition 3 : une validité procédurale

Une délibération se construit grâce à une procédure dans laquelle chacun s'engage le plus honnêtement possible, pour élaborer collectivement la meilleure résolution possible. La valeur d'une délibération démocratique est procédurale ; procédure qui permet de valider et de légitimer le résultat. Chaque personne peut entrer dans une délibération démocratique avec ses convictions, quels qu'en soient les contenus. À condition toutefois qu'elle accepte l'idée selon laquelle, au terme d'une procédure valide, ce à quoi elle croit le plus personnellement ne sera pas nécessairement retenu comme résolution commune.

Cette procédure associe plusieurs registres et plusieurs moments distincts : un processus lent, social, culturel, ne s'enfermant pas dans un seul lieu et qui passe par :

- l'ouverture réciproque aux témoignages et aux récits (synchroniques ou diachroniques) des acteurs et actrices (d'aujourd'hui et d'hier)
- la mise en contexte des récits subjectifs et pluriels par des analyses rigoureuses, scientifiques
- l'invention par les personnes participantes de solutions ou de résolutions nouvelles, se dégageant de l'articulation complexe des vécus subjectifs (souvent contradictoires) et de leur contextualisation rigoureuse ou objectivante
- la mise à l'épreuve, par le gouvernail des 4 principes, des résolutions imaginées par les personnes participantes : ce que nous proposons est-il juste pour Nous Tous et Toutes ?
- la confrontation au Droit des résolutions imaginées par les personnes participantes, dans une perspective innovante.

15• Construire une délibération (I)

Une délibération ne se pratique pas en une ou deux heures dans un même lieu : sortir de l'unité de temps et de l'unité de lieu. Les différentes étapes peuvent être pratiquées à des moments différents, selon des processus différents et intégrer des écarts de temps importants.

Démarche du groupe

Il s'agit bien d'une délibération et non d'un simple débat, puisqu'une résolution commune en est l'enjeu. Le terme « résolution » est préféré à celui de « décision ». Une décision se donne en effet comme ponctuelle, définitive et non réversible. Elle se situe principalement dans le registre de l'efficacité. La résolution se donne, elle, comme pouvant être revue (faillible) et elle intègre des choix éthiques et politiques, au-delà du simple problème de départ. Attention ! Il est important de se donner collectivement une méthode pour interroger les actes de parole posés !

- **1er temps : LE VÉCU, émotions et expériences**

De quelles expériences pouvons-nous parler en lien avec le problème posé ? Ces expériences sont recueillies et mises en relation les unes avec les autres, en utilisant le processus de compréhension (le lien des expériences racontées avec celles que je connais, les émotions, les exigences qu'elles provoquent chez moi). Ce recueil peut se faire en réunissant les personnes dans un même lieu ou bien en sollicitant les témoignages via le Net par exemple, de façon à ce que chacun-e puisse les découvrir à son aise et se situer, avant de rencontrer les autres.

- **2e temps : LE QUESTIONNEMENT, un moment charnière**

Après ce premier temps et avant le deuxième, il s'agit de produire collectivement un ensemble de questions, tous azimuts, suscitées chez chacun-e par la narration des situations. Lorsque des réactions spontanées surgissent en termes d'affirmations ou de convictions, il s'agit de les transformer en questions, car on ne peut travailler avec des affirmations fermées.

Ensuite, il s'agit de classer ces questions par thèmes et de se donner un agenda de travail, sélectionnant les thèmes à traiter. Les questions touchant au contexte et aux faits objectifs seront traitées en deuxième temps par des démarches d'informations ou d'appel à des experts. Les questions touchant aux choix éthiques et politiques seront traitées dans le troisième temps du travail. Par ailleurs, est intéressante également une démarche dynamique mettant, par exemple, en confrontation les faits et le Droit, le vécu et les choix éthiques. On peut aussi adopter une démarche en spirale.

- **3e temps : LES FAITS, enquête et informations**

Quelles sont les données matérielles, financières, économiques, sociales et autres, locales ou mondiales qui influencent les situations ? Voir les sources informatives. Quelles sont nos contraintes ? Intégrer déjà pour ce point des éléments du 4^e temps. Quelles sont nos possibilités ? Quelles sont les obligations liées aux pratiques et fonctions des uns et des autres ? Quelles marges de manœuvre se dessinent ?

15• Construire une délibération (II)

• 4e temps : LE JUSTE, les choix éthiques et politiques

À quelles difficultés vécues et à quelles contraintes donner la priorité ? En fonction de quels principes ou choix éthiques et politiques ? Quelles solutions, revendications ou perspectives proposer ?

Mettre les résolutions envisagées à l'épreuve du gouvernail. Les options que nous prenons (bonnes pour nous) sont-elles justes pour tous ? Comment le vérifier ? Vont-elles être justes pour les autres acteurs concernés ?

Anticiper les conséquences d'une résolution : est-ce juste pour ?

4 mises à l'épreuve :

- L'épreuve de la collectivité proche ou lointaine (quartier, village, nation, monde).
- L'épreuve de l'anticipation dans l'espace : est-ce juste pour d'autres ailleurs ?
- L'épreuve de l'anticipation dans le temps : est-ce juste pour aujourd'hui et demain ?
- L'épreuve de la réversibilité : ce qui est bon pour d'autres est-ce juste pour nous ?

• 5e temps : LE DROIT, le rapport aux règles et aux lois

Quelles sont nos obligations légales ? Que disent les textes de lois, les circulaires, les règlements d'ordre intérieur ? Les situations vécues relèvent-elles du Droit national ou international ? Doit-on tenir compte d'usages contraignants non strictement juridiques ? Les règles ou le Droit en vigueur peuvent-ils nous servir et nous soutenir ? Ou bien a contrario, ces règles ou ce Droit sont-ils en décalage, voire en défaut, par rapport aux situations ?



15• Évaluer a posteriori une délibération

Démarche du groupe

Le principe d'observateurs extérieurs n'est pas retenu qui instaure un rapport objectivant de type sujet-objet.

1. Le retour sur soi :

Chacun-e note, une fois la résolution commune acquise, les moments qui lui ont plu ou déplu et ce qu'il ou elle ressent par rapport à la résolution adoptée : suis-je content-e ou déçu-e ? À quoi ai-je dû renoncer ?

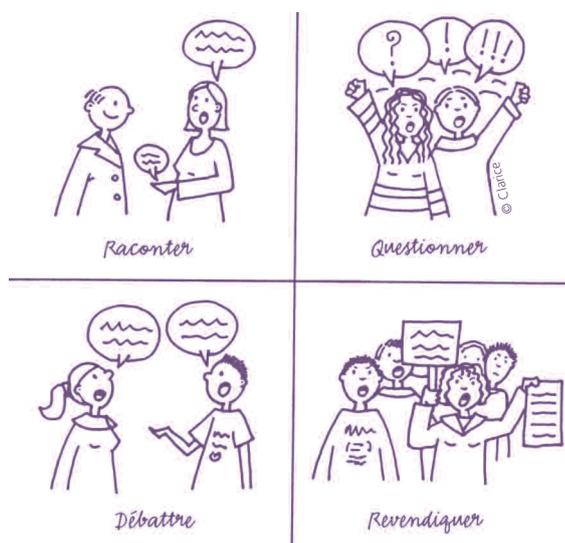
2. En équipes de quatre ou cinq :

- Quels témoignages nous ont touchés et intéressés et ont orienté la démarche ?
- Quels faits ont été explorés ? Lesquels ont été oubliés ?
- Quelles attitudes et quelles interventions ont fait le plus avancer les choix ?
- Quels arguments ont été, in fine, jugés les plus justes ?
- Quels nouveaux éléments pourraient rendre notre résolution contestable ou fragile ?

3. En grand groupe :

- Quels actes de parole ont fait le plus avancer notre travail ?
- Quels actes de parole ont ralenti le processus ou ont brouillé les repères ?

NB : il s'agit bien d'évoquer la non pertinence de certains actes de parole et non d'accuser des énonciateurs particuliers.



Le point sur les difficultés



Raconter



Questionner



Débattre



Revendiquer



© Clarice

Ce complément de l'ouvrage aborde des difficultés précises qui ont été rencontrées dans des groupes par différentes personnes intervenantes. Ces difficultés ont donné lieu à un partage de réflexions et à des expérimentations. Nous livrons ici le résultat des solutions proposées pour favoriser le dépassement des obstacles.



© Clarice

Favoriser l'expression de l'injustice vécue (I)



Une difficulté ? Une attitude de précaution

Dans certains groupes, l'expression d'un réel tort subi ou d'une injustice vécue significative n'est pas chose aisée. Selon les parcours professionnels ou sociaux, des obstacles surgissent. Ils peuvent porter sur l'expression de l'injustice, pour chaque personne participante. Ils peuvent porter aussi pour le groupe sur la difficulté de choisir des situations d'injustices emblématiques ou significatives. En effet, ce qui est vécu fortement ou douloureusement tend à être refoulé par peur de ce que cela implique pour chacun-e et pour le groupe.

Voilà pourquoi la consigne d'un partage en petits groupes de 3 ou 4, avec la liberté de communiquer au grand groupe uniquement l'histoire choisie, doit être conservée : en effet, on peut être à l'aise pour partager un récit avec deux autres personnes et ne pas souhaiter le proposer comme support de travail pour le grand groupe. De toute façon, les récits qui circulent vont nourrir le travail collectif.

Quelles consignes proposer pour faire surgir un récit d'injustice ?

Selon les circonstances et surtout selon le statut institutionnel du groupe de paroles constitué, la consigne peut varier. Elle peut rester très large : « Une situation d'injustice vécue par moi-même ou quelqu'un de proche ». Ou bien la consigne peut être ciblée en fonction de la mission de ce groupe de paroles. Par exemple dans une structure en lien avec des situations de formation, la consigne suivante : « Dans mon parcours d'apprentissage, qu'est-ce qui m'a opprimé ? Qu'est-ce qui m'a bloqué ? Qu'est-ce qui s'est passé précisément à un moment donné qui m'a empêché de devenir ce que je rêve d'être ? ».

Favoriser l'expression de l'injustice vécue (II)

Une difficulté ? Une attitude de précaution

Plusieurs étapes de travail sont possibles pour progressivement amener le groupe à partager ses vécus, à aborder des injustices significatives socialement ou humainement.

Étape 1

Après le partage en trios, amener chacun-e à repenser son histoire à la lumière des réactions des autres pour en dégager les points forts. Ensuite, proposer à chacun-e d'écrire cette histoire de manière structurée ou bien de la présenter sous une forme symbolique libre. Pour cette présentation symbolique, différentes pistes sont possibles : ainsi la démarche du photos-langage où des photos sont proposées montrant différentes situations humaines ; le narrateur/la narratrice peut choisir une photo significative de son récit et l'accompagner de quelques mots ou du texte complet de son histoire, ou encore d'un texte plus poétique en lien avec ce qu'il ressent, ou encore simplement de quelques mots clés...

Une autre façon de présenter son récit peut être aussi de choisir un objet et de le présenter d'une certaine façon ou encore de faire un dessin ou de réaliser une photographie qui évoque le récit. Une telle démarche peut être accompagnée ou non de textes choisis, par exemple dans des chansons existantes, sur le Net, dans la presse, dans un livre qu'on aime bien...

En bref, le partage des récits en petits groupes donne lieu à une sorte d'œuvre collective que les membres du groupe peuvent découvrir et dont ils peuvent parler les uns avec les autres de façon à être imprégnés des récits de tous.

Étape 2

Pour favoriser le choix par le groupe d'un ou de plusieurs récits significatifs, les animateurs ou animatrices peuvent revenir lors d'une séance suivante avec des apports extérieurs, qui sont en résonance : un texte pris dans la littérature, une chanson, un article, un extrait de vidéo ou de film en écho avec les différentes injustices de chacun.

Étape 3

Il est possible aussi, avant d'en venir au choix d'un ou de plusieurs récits, d'imaginer avec le groupe un parcours social et humain reliant les situations vécues, faisant apparaître les similitudes et les articulations possibles entre les récits, en utilisant des moyens simples et créatifs : jeux de l'oie, chemins à déposer sur le sol et à parcourir ou commentaires narratifs créant une grande histoire avec toutes les histoires...

Étape 4

Chacun-e sélectionne une histoire et construit une petite présentation de cette histoire en mettant en évidence ses perspectives de collectivisation.

Les cris du cœur à l'épreuve du gouvernail

Une difficulté ?

La réticence des personnes à écrire ou à dessiner

Pour des raisons de pudeur ou parce que cela fait scolaire, des personnes, notamment jeunes, refusent d'écrire leurs cris du cœur ou de dessiner leurs images. Dans ce cas, une ou plusieurs personnes peuvent recueillir au vol les cris du cœur sur des grands post-it et une ou des personnes, aimant bien dessiner, peuvent transcrire les images formulées par le groupe (les dessins peuvent être très simples). Dans le cas d'un tel dispositif, il est nécessaire de subdiviser les participants, participantes en petites équipes.

Les insultes

La démarche d'interprétation des récits (cris du cœur - images - exigences) part de l'émotion pour aller vers la raison. Il est important, en conséquence, de ne pas émettre « de règles » a priori avant l'expression des cris du cœur.

En revanche, la démarche de réflexivité à mener à l'égard des exigences de changements, en les confrontant au gouvernail, peut être nécessaire aussi à l'égard des cris du cœur, si cela s'impose, face à des propos haineux ou racistes.

L'émotion démocratique, en effet, a le droit de s'exprimer avec force et dans des termes crus comme « c'est dégueulasse ; ce comportement est scandaleux ; c'est répugnant ; quels salauds ceux qui ont fait cela ».

En revanche, l'émotion démocratique n'autorise pas les attitudes suivantes :

- **l'insulte gratuite** à une personne nommément citée : « Julie est une pute » ;
- **la généralisation abusive** - abolir les « Tous les » - qui est une erreur de raisonnement (« Tous les Grecs, Tous les Arabes, Tous les hommes, Toutes les femmes »). Ainsi mettre en cause une corporation dans son ensemble n'a pas beaucoup de sens : on parlera de vendeurs désobligeants à l'égard de femmes bien en chair plutôt que d'incriminer tous les vendeurs, par exemple.
- **les préjugés raciaux** ou autres, insultants à l'égard de caractéristiques humaines singulières : les propos racistes, les propos homophobes, les propos sexistes...
- **La diffamation** : accuser quelqu'un sans preuve et sans procédure légale préalable.

Un repère : Le principe de réversibilité

Il permet de faciliter cette réflexivité. « Ne faisons pas aux autres ce que l'on ne voudrait pas que l'on nous fasse ». Ainsi, dire : « Tous les jeunes sont » quand il s'agit du comportement de certains jeunes. Ce qui est à dénoncer, ce sont des processus, des attitudes, des rapports de pouvoir arbitraires, des fonctions abusivement exercées. Ainsi, quand on s'attaque à un président de la République ou quand on désigne les riches, les patrons, les financiers... C'est bien le pouvoir arbitraire ou l'exercice abusif d'une fonction que l'on désigne et non les personnes privées.

Formuler des exigences de changement

Une difficulté ? Passer au politique

Pour de nombreux groupes peu familiarisés avec l'engagement, passer au politique n'est pas chose aisée. En effet, sans formation politique et citoyenne préalable, changer de registre d'un seul coup peut faire blocage.

Si tel est le cas, il est plus simple d'amener le groupe à travailler uniquement sur les cris du cœur et les images, selon la méthode proposée, en donnant la priorité à des interventions créatives mettant en évidence le tort subi ou l'impertinence d'une question, d'un regard...

Une démarche facilitante

Le groupe travaille sur les post-it « cris du cœur » et « images » pour imaginer selon des langages multiples (voir fiches plus haut) un happening, une infiltration, une installation, une vidéo, une ou des affiches, un texte... Cette étape créative peut être encouragée avec l'apport de personnes ressources qui n'influencent pas le contenu, mais favorisent l'expression.

C'est plus tard, dans ce scénario de travail, lorsque vient le moment de se donner un nom collectif, une ou des affirmations fortes que peuvent s'énoncer des exigences de changement. Ce passage à la dimension politique peut être favorisé à travers des processus multiples. Quelques idées à titre d'exemples :

1. Donner un titre aux différentes réalisations sous forme de questions impertinentes.
2. Imaginer, toujours de façon créative, un autre scénario qui « répare » ce qui est dénoncé dans la création de départ et donner un titre à ce nouveau scénario, titre qui pourra servir de base à une revendication ou exigence aujourd'hui et demain.
3. Constituer, par le biais de photos-langage ou d'images découpées dans la presse ou sur le Net, ou encore en dessinant soi-même, une fresque représentant un monde idéal et lui donner un titre.
4. Énoncer avec tout le groupe un mot-clé représentatif de chaque intervention créative et construire une phrase d'affirmation ou d'interpellation avec ces mots-clés.
5. Imaginer une anticipation critique, c'est-à-dire mettre en récit le monde futur négatif qui nous attend, si on accentue la situation actuelle dénoncée : par exemple, dans une question de sécurité, imaginer un monde où chacun serait sous le regard permanent d'une caméra...

Toutes ces démarches visent à familiariser un groupe avec la dimension politique et à préparer la mise en forme de propositions ou revendications articulées qui pourront dans la suite être argumentées et expliquées.

Conclusion

du Monde selon les femmes

L'approche genre implique de déconstruire les mécanismes qui légitiment les inégalités entre les femmes et les hommes, ainsi que d'une manière générale, toutes les discriminations – de classe, d'origines culturelles et autres (approche intersectionnelle). Nous avons expérimenté avec Majo Hansotte qu'il est possible et souhaitable de mener une démarche qui touche personnellement chacun-e dans son vécu ainsi qu'une réflexion qui débouche sur des propositions de plaidoyer et d'action. C'est ainsi que nous avons inscrit la méthodologie des intelligences citoyennes dans la formation de formatrices et formateurs en genre, car nous pensons que toute intervention en genre a intérêt à l'intégrer comme expression d'éducation populaire et d'*empowerment/empoderamiento*. La démarche de rendre visibles les histoires de femmes et les injustices permet de réaliser une action politique et l'accès au politique des femmes. L'émancipation de celles-ci passe par la démarche collective et individuelle.

La formalisation de la méthodologie peut déboucher sur des interventions impertinentes, perçues de manière différente par les institutions demandeuses. C'est une mise en garde à prendre en compte lors de la demande. L'importance du processus permet d'éviter une série d'écueils cités par Majo Hansotte. Le Monde selon les femmes ajoute qu'il favorise l'approche dynamique et joyeuse de la déconstruction malgré la pesanteur des sujets abordés. Le moteur est l'implication de chacun-e selon son énergie et la dynamique collective. Cette démarche s'inscrit dans le développement des 4 pouvoirs de la théorie de l'*empoderamiento* (voir *Essentiel du genre* n°10). Le pouvoir intérieur des participant-es se renforce par le développement des capacités créatrices et d'analyse. La démarche se développe via une mobilisation collective. L'action solidaire s'affirme face à une situation d'injustice vécue, où l'émotion va se transformer en proposition revendicative.

L'approche genre se base sur l'égalité des droits et la participation des femmes et des hommes à la sphère publique. L'*empowerment/empoderamiento* des femmes a pour effet notamment d'accroître leur présence dans les lieux de débat et de décision.

En lien avec le développement de ce guide, nous proposons de compléter la lecture de la méthodologie des Intelligences citoyennes par celle des documents édités dans le cadre des Essentiels du genre (voir bibliographie).

Les formations du Monde selon les femmes ont pour spécificité d'allier les démarches de plaidoyer, de recherche-action et d'apprentissages (thématiques et méthodologiques) : l'agenda est sur le site web www.mondefemmes.org; des formations sur mesure sont également régulièrement organisées pour s'adapter à divers contextes professionnels ou militants : syndicats, associations, agences internationales, administrations, écoles, réseaux, plateformes, etc.

Cinq auteurs qui ont inspiré la méthodologie

- **Emile Benveniste** (1902-1976) : ce linguiste, spécialiste des langues indo-européennes, a dégagé les composantes universelles de l'énonciation humaine.

Du côté de la reconnaissance réciproque et de la rencontre

- **Jürgen Habermas** (1929-) : ce philosophe a étudié les composantes de l'espace public démocratique, les exigences éthiques des actes de parole et les conditions d'une véritable délibération argumentée.
- **Paul Ricoeur** (1913-2005) : ce philosophe, spécialiste de l'interprétation du sens, a étudié comment nous pouvons reconstruire nos filiations et le sens de notre vie à partir des récits.

Du côté de la rupture critique et du conflit

- **Jacques Derrida** (1930-2004) : ce philosophe propose la déconstruction, la résistance créative à l'égard des codes dominants, en particulier linguistiques. En même temps, il approche le langage comme un don qui nous ouvre à l'altérité.
- **Jacques Rancière** (1940) : ce philosophe approche l'histoire des luttes ouvrières et sociales sous l'angle de leur scénographie et de leur esthétique conflictuelle, le conflit étant indispensable en démocratie.

Petite bibliographie

- Benveniste (E.), 1966, 1974, *Problèmes de linguistique générale*, Tomes 1 et 2, Paris, Editions Gallimard.
- Habermas (J.), 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tomes 1 et 2, Paris, Librairie Fayard, coll. « L'espace du politique ».
- Hansotte (M.), 2008, *Les intelligences citoyennes*, Bruxelles, Deboeck et Larcier, Editions Deboeck Université, coll. « Les intelligences citoyennes ».
- Lefort (C.), 1981, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Librairie Arthème Fayard.
- Le Monde selon les femmes, *Les Essentiels du genre*, Bruxelles, Editions du Monde selon les femmes.
- Rancière (J.), 1995, *La méésentente, politique et philosophie*, Paris, Editions Galilée, coll. « La philosophie en effet ».
- Ricoeur (P.), 1985, *Temps et récit, Tome 3 : Le temps raconté*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Point ».
- Rosanvallon (P.), 2010, *La société des égaux*, Paris, Editions du Seuil.

Ouvrages du Monde selon les femmes

- Charlier (S.), *Genre et Empowerment, Les Essentiels du genre*, vol 10, Le Monde selon les femmes, 2009.
- Maquestiau (P.), *Genre et communication, Les Essentiels du genre*, vol 08, Le Monde selon les femmes, rééd. 2011.
- Ryckmans (H.), *Droits des femmes, Les Essentiels du genre*, vol 07, Le Monde selon les femmes, rééd. 2008.
- Drion (C.), *Genre, ONG, société civile, Les Essentiels du genre*, vol 03, Le Monde selon les femmes, rééd. 2011.
- *Référentiel pour les formatrices et les formateurs en genre*, Le Monde selon les femmes, 2010.

Quelques outils d'impertinence déconstructive

- *Carrés genre*, Le Monde selon les femmes, rééd. 2013.
- *Minidico d'idées féministes*, Le Monde selon les femmes, rééd. 2012.
- *Le genre du Sud au Nord - Outils pédagogiques venus du Sud*, Marcela de la Peña Valdivia, Le Monde selon les femmes, 2010.
- Affiche « Slogans », Le Monde selon les femmes, 2004.



Table des matières

Préface	3
Introduction : Le temps des intelligences citoyennes	4
Partie 1 : Repères - Les composantes de l'espace public	6
Dire le juste et l'injuste, une exigence démocratique	7
Une conquête de l'énonciation humaine en progression ?	16
Espace public et médias : quelle articulation ?	23
La séparation des pouvoirs et la distinction des sphères	25
Partie 2 : Jalons – La dynamique des intelligences citoyennes	27
Quatre intelligences pour un espace public	29
1. L'intelligence narrative	30
2. L'intelligence déconstructive	33
3. L'intelligence prescriptive	37
4. L'intelligence argumentative	39
Partie 3 : Démarches – La construction collective de l'action	47
Force Des pratiques d'éducation populaire	49
Désir Un espace de paroles citoyennes	50
Action Les étapes d'un collectif	52
Fiche 1. Explorer le gouvernail	53
Fiche 2. Entrer en polyphonie	54
Fiche 3. Qu'est-ce que déconstruire ?	55
Fiches 3. Déconstruire de façon impertinente	56
Fiche 3. Déconstruire : questionner, une saine habitude	58
Fiches 4. Préparer le pacte narratif	59
Fiche 4. Comprendre : une étape qui a ses exigences	64
Fiches 5. Potentialiser et interpréter le récit	65
Fiche 5. Focus sur les exigences de changement	67
Fiche 6. Potentialiser le récit : imaginer et se nommer	68
Fiche 6. Focus sur le brainstorming et autres usages	69
Fiche 7. L'esprit d'une intervention choisie	70
Fiches 8. Réaliser l'action : les registres contemporains	71
Fiche 8. Réaliser l'action : autres langages et supports / « Un regard sur »	73
Traverse Apprentissage à la carte	74
Fiches 9. En option : l'utopie	75
Fiche 10. Découvrir les corruptions rhétoriques	77
Fiche 11. S'entraîner aux actes de parole	78
Fiche 12. Rationaliser et argumenter les exigences	79
Fiches 13. Pratiquer la dynamique d'une délibération	80
Fiche 14. Favoriser les conditions d'une délibération	82
Fiches 15. Construire une délibération – l'évaluer	83
Le point sur les difficultés	87
Favoriser l'expression de l'injustice vécue	89
Les cris du cœur à l'épreuve du gouvernail	91
Formuler des exigences de changement	92
Conclusion du Monde selon les femmes	93
Auteurs inspirateurs et petite bibliographie	94

L'

outil présenté ici ne vise pas uniquement à susciter un engagement actif. Il s'agit d'abord de soutenir les dimensions expressives et culturelles du développement citoyen. Que les individus ou les groupes, les travailleurs et travailleuses, les chômeurs et chômeuses, les femmes et les hommes, subissant une injustice, puissent donner du sens à leur expérience.

Formatrice de longue date et auteure d'une thèse sur l'espace public contemporain, Majo Hansotte a forgé le concept pluriel d'intelligences citoyennes. Pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, cette Liégeoise est chargée d'une mission portant sur la citoyenneté, auprès de la Direction générale de la Culture et du Bureau International Jeunesse.

